

Département d'histoire

Faculté des lettres et sciences humaines

Université de Sherbrooke

« Battez-vous, ne vous laissez pas affamer ! » : la lutte des sans-emploi et le Parti  
communiste du Canada durant la Grande Dépression à Montréal (1930-1935)

Par

Benoit Marsan

Mémoire présenté pour obtenir

La Maîtrise ès arts (Histoire)

Université de Sherbrooke

Janvier 2013



Library and Archives  
Canada

Published Heritage  
Branch

395 Wellington Street  
Ottawa ON K1A 0N4  
Canada

Bibliothèque et  
Archives Canada

Direction du  
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington  
Ottawa ON K1A 0N4  
Canada

*Your file Votre référence*

*ISBN: 978-0-494-95154-5*

*Our file Notre référence*

*ISBN: 978-0-494-95154-5*

#### NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

#### AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

---

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

Canada

## RÉSUMÉ

Ce mémoire de maîtrise en histoire a pour objet le mouvement des sans-emploi et le Parti communiste du Canada (PCC) à Montréal au cours de la Grande Dépression (1930-1935). À ce sujet, les historiographies canadienne et québécoise sont lacunaires. Cette recherche a pour objectif de répondre aux questions suivantes : quelles revendications sont portées par le PCC et les sans-travail qui participent au mouvement ? Quelles sont leurs stratégies de mobilisation ? Quels sont les obstacles auxquels ils sont confrontés ? Comment se développent des « cultures de solidarité » au sein du mouvement ? Ce mémoire défend l'hypothèse que la Crise, en tant qu'événement-matrice, bouleverse les rapports sociaux et favorise la mobilisation et l'organisation massive des sans-emploi. Cette situation particulière, par son impact sur les structures sociales, économiques et politiques, permet au PCC d'organiser un pan de la classe ouvrière délaissé par ses organisations traditionnelles. À travers leurs combats quotidiens pour la survie et la dignité, les sans-emploi développent des pratiques sociales et culturelles de résistance auxquelles l'État répond par la répression. Cette dynamique permet l'émergence d'une conscience qui se mesure à l'expression de « cultures de solidarité ». Cette expérience de classe permet ainsi de dévoiler l'agencité des sans-travail. Ces événements démontrent que le PCC à Montréal remporte un succès certes relatif, mais plus important que ce qu'en en dit l'historiographie, notamment auprès des sans-emploi.

Mots clés : Sans-emploi, Grande Dépression, Parti communiste du Canada, Montréal, Conscience de classe, Mouvements sociaux, Marxisme.

## REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier le Département d'histoire de l'Université de Sherbrooke pour m'avoir laissé la chance d'entreprendre une maîtrise, ce qui m'a été refusé ailleurs. Je veux aussi offrir mes remerciements au corps professoral du département pour leur présence et leurs encouragements. Plus particulièrement ceux et celles qui ont supervisé ma scolarité et mon cheminement de maîtrise : Jean-Pierre Le Glaunec, Maurice Demers, Christine Métayer, Louise Bienvenue et Benoît Grenier. Un merci plus que mérité à Harold Bérubé, mon directeur, qui a été indispensable à la réalisation de ce projet et qui sans s'imposer a assuré un encadrement nécessaire et précieux. Merci aussi à mes deux mentors du baccalauréat en histoire à l'UQAM, qui m'ont encouragé et appuyé dans mes démarches lorsque l'idée de mon retour aux études est née : Bernard Dansereau et Cylvie Claveau.

Un gros merci aux ami-e-s, camarades et collègues d'étude qui d'une façon ou d'une autre ont été présents et présentes tout au long de ma maîtrise, et ce à différents niveaux (correction, révision, conseils, discussions, encouragements, orientation vers des sources ou des ouvrages, etc.). En particulier et dans un ordre imprécis : Xavier Lafrance, Thomas Chiasson-Lebel, Véronique Brouillette, Bruno Baronnet, Richard St-Pierre, Hugo Desgagné, Francis Dupuis-Déri, Étienne David-Bellemare, Gabriel L'Écuyer, Dominic Martineau, Gaétan Héroux, Marc-André Cyr, Mathieu Perron, Julie Marleau, Simon Gosselin, Hubert Vachon, Jaouad Laaroussi, Stéphanie Mayer, Ève-Marie Lampron, Mélissa Blais, Hubert Mailhot, Benoît Lacoursière, Sébastien Duclos, Anithe de Carvalho, Jean Ayotte et Hugo St-Onge.

Mille mercis aussi à mes proches qui ne sont plus là, mais qui sont en partie responsables de la personne que je suis devenu et qui auraient été heureux de partager cette réalisation avec moi : Gilles Marsan (mon père), Lucienne Martel (ma grand-mère), Fernande Gagnon (ma grand-mère) et Denise Martin (ma deuxième mère).

Toute mon affection et mes remerciements aux quatre femmes de ma vie pour leur amour, leur soutien moral, et leur aide matérielle. Sans vous, cette aventure n'aurait pas été possible : Marcelle Nerron Marsan (ma mère, merci pour tout), Véronique Marsan (ma sœur, merci simplement d'exister), Huguette Gagnon (ma tante, merci d'être géniale) et Isabelle Lavoie (mon amoureuse, qui a eu la patience d'endurer mon stress, mes angoisses et les nombreux moments où j'étais absorbé par le travail. Merci d'être dans ma vie.).

Pour conclure, je dédie ce mémoire à ceux et à celles qui sont au cœur de ma démarche académique et intellectuelle, les sans-emploi passés et présents, qui préfèrent la lutte à la résignation. Un merci particulier aux chômeurs et aux chômeuses que j'ai pu côtoyer solidairement pendant mes années à titre d'organisateur communautaire au Mouvement Action-Chômage de Montréal. Vous avez été ma source première d'inspiration et de motivation tout au long de mes recherches.

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	ii
ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	vi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CONTEXTE HISTORIQUE, BILAN HISTORIOGRAPHIQUE ET CADRE THÉORIQUE.....	11
1.1 Contexte historique : Montréal et le Québec dans les années 1930.....	11
1.2 Bilan historiographique.....	17
1.2.1 Les sans-emploi.....	18
1.2.2 Le Parti communiste du Canada.....	23
1.3 Marxisme, classe et conscience de classe.....	28
1.4 « Événement-matrice ».....	33
CHAPITRE II : « BATTEZ-VOUS, NE VOUS LAISSEZ PAS AFFAMER ! ».....	36
2.1 Discours, mots d'ordre et revendications.....	36
2.2 « Building a Mass Unemployed Movement ».....	41
2.3 Au-delà du terrain politique.....	47
CHAPITRE III : LA PÉRIODE NUWA À MONTRÉAL ET LES DÉBUTS DIFFICILES DU MOUVEMENT (1930-1932).....	58
3.1 Une dure réalité.....	58
3.2 Une classe ouvrière hétérogène.....	60
3.3 Un mouvement qui se cherche.....	66
3.4 Anticommunisme et répression.....	71
CHAPITRE IV : LA PÉRIODE NCUC, LA CONSOLIDATION DU MOUVEMENT, LA CONSCIENCE ET LES SOLIDARITÉS (1932- 1935).....	81
4.1 Le NCUC et le Front Uni.....	82

4.2 Le comité de la rue Vitré et les chômeurs célibataires.....	88
4.3 La question du logement et la lutte contre les évictions (1932-1935).....	99
4.4 Les secours, la grève et la Marche sur Ottawa (1933-1935).....	109
CONCLUSION.....	120
ANNEXE A.....	127
ANNEXE B.....	128
ANNEXE C.....	129
ANNEXE D.....	131
ANNEXE E.....	132
ANNEXE F.....	133
ANNEXE G.....	134
ANNEXE H.....	135
BIBLIOGRAPHIE.....	137

## ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AFL : *American Federation of Labor*

AH : Association Humanitaire

ALR : Association des locataires de Rosemont

CCC : Commission consultative du chômage

CCSEM : Conseil central des sans-emploi de Montréal

CMTC : Congrès des métiers et du travail du Canada

CPCT : Congrès pan-canadien du Travail

CSEC : Conseil des sans-emploi célibataires

CSEM : Conseil des sans-emploi de Montréal

CTCC : Confédération des travailleurs catholiques du Canada

GRC : Gendarmerie royale du Canada

IC : Internationale communiste

LCDO : Ligue canadienne de défense ouvrière

LUO : Ligue d'unité ouvrière

NCUC : *National Council of Unemployed Councils*

NUWA : *National Unemployed Workers Association*

PCC : Parti communiste du Canada

WSA : *Workers' Sport Association*

## INTRODUCTION

Le 18 janvier 1930, le journal *The Worker* titrait en première page, « Jobless of Montreal Organize Under Lead of Communist Party »<sup>1</sup>. Cet article est le premier d'une longue série d'appels adressés aux sans-emploi de Montréal à travers la presse du Parti communiste du Canada (PCC). Cependant, il faudra plus que des slogans pour que les sans-travail montréalais se décident à lutter pour l'amélioration de leurs conditions de vie. De 1930 au milieu de l'année 1932, le mouvement peine à émerger et se constitue essentiellement autour de rassemblements et de manifestations sans lendemain. Réalisant l'échec de sa stratégie initiale, le PCC se tourne, au printemps 1932, vers des revendications concernant les conditions immédiates de la classe ouvrière et entreprend un travail de terrain dans les quartiers ouvriers de la région montréalaise. Dès lors, les sans-travail s'approprient les revendications et les moyens de lutte et investissent les différentes organisations de masse qui se mobilisent sur l'enjeu du chômage. Bien entendu, ce n'est pas l'ensemble des sans-travail, ni même la majorité d'entre eux qui décident de résister. Cependant, leur mouvement dérange comme en témoigne la répression que l'État lui oppose. La combativité des sans-emploi est alors perçue comme le fruit d'influences extérieures et est assimilée au communisme par les autorités.

### Objet d'étude

Les historiens se sont très peu intéressés aux luttes des sans-travail urbains au Québec et au Canada, et à la contribution du PCC au mouvement dans les années 1930<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> C.A.M., *The Worker*, vol. 7, no. 375, 18 janvier 1930, p. 1 et 3.

<sup>2</sup> John Manley, « 'Starve, Be Damned!' Communists and Canada's Urban Unemployed, 1929-1939 », *The Canadian Historical Review*, vol. 79, no. 3 (1998), p. 466.



Cette recherche a donc pour objectif d'étudier une facette de la mobilisation des sans-travail dans la région de Montréal entre 1930 et 1935. À travers la réponse des sans-emploi aux actions et mots d'ordre du PCC, nous voulons étudier l'expérience de classe au sein de la frange la plus combative des chômeurs de Montréal<sup>3</sup>. Ainsi, nous voulons, à notre façon, contribuer à l'histoire des vaincus et des laissés pour compte, ces hommes et ces femmes trop souvent oubliés par l'histoire officielle<sup>4</sup>.

### Les sans-emploi

Dans la foulée du développement industriel au Canada et au Québec, et de l'urbanisation qui s'ensuit, de plus en plus de travailleurs et de travailleuses deviennent victimes des aléas du capitalisme. Suite au krach boursier de 1929, le chômage de masse devient une réalité et est le plus grand enjeu auquel doit faire face la classe ouvrière canadienne durant l'entre-deux-guerres<sup>5</sup>, même s'il est vrai que le contexte socio-économique au lendemain de la Première Guerre mondiale jusqu'au Krach de 1929 est marqué par les crises et les reprises qui affectent significativement les conditions de vie des travailleuses et des travailleurs<sup>6</sup>. Selon Gaétan Héroux et Bryan D. Palmer, il faut

---

<sup>3</sup> Gaétan Héroux et Bryan D. Palmer, « 'Cracking the Stone': The Long History of Capitalist Crisis and Toronto's Dispossessed », *Labour/Le Travail*, no. 69 (2012), p. 9-62.

<sup>4</sup> Enzo Traverso, « Marx, l'histoire et les historiens, une relation à réinventer », *Actuel Marx*, no. 50 (2011), p. 153-165. E. P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Londres, Victor Gollancz, 1965 [1963], 848 p.

<sup>5</sup> Lorne Brown, « Unemployed Struggles in Saskatchewan and Canada, 1930-1935 », *Prairie Forum*, vol. 31, no. 2 (2006), p. 193.

<sup>6</sup> Terry Copp, « Montreal's Municipal Government and the Crisis of the 1930s », dans Alan J. Artibise et Gilbert A. Stelter, dir. *The Usable Urban Past: Planning and Politics in the Modern Canadian City*, Toronto, Macmillan of Canada, 1979, p. 112-129; Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 2000, p. 283-312; Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain tome II, le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989 [1979], p. 12-16; Gaétan Héroux et Bryan D. Palmer, *op. cit.* p. 50-51.

voir la Grande Dépression comme l'aboutissement d'une succession de crises qui marque la période historique du capitalisme monopolistique et qui débute dans la décennie 1830 au Canada<sup>7</sup>. Au niveau social et politique, l'agitation qui suit la fin de la guerre de 1914-1918 et la Révolution russe de 1917 va reprendre dans les années 1930. En Amérique du Nord, l'affrontement de classes de 1919-1920, entre le prolétariat et la bourgeoisie, n'a d'égal que celui de 1930-1935<sup>8</sup>. Cette agitation permet la diffusion d'idées de gauche et d'extrême gauche. Le capitalisme porte en son sein une logique destructrice nécessaire à sa croissance et à son expansion. Les crises économiques qu'il engendre sont la règle plutôt que l'exception. À la lumière de cette dynamique, il est possible de saisir les impacts de son développement sur le travail. Le chômage de masse et les luttes qu'il engendre, dans les années 1930, marquent un moment de rupture au sein de la classe ouvrière quant à l'acceptation de la logique des « *Poor Laws* »<sup>9</sup>. Ces dernières visent à diviser les travailleurs salariés et les travailleurs non salariés sur la base d'intérêts qui seraient divergents. L'insuffisance des mesures étatiques pour contrer le chômage ainsi que l'accentuation des crises économiques est donc un terreau fertile pour l'émergence d'un mouvement des sans-emploi organisé sur fond d'idées radicales de gauche<sup>10</sup>.

---

<sup>7</sup> Gaétan Héroux et Bryan D. Palmer, *op. cit.* p. 10.

<sup>8</sup> John Manley, « Moscow Rules? 'Red' Unionism and 'Class Against Class' in Britain, Canada and the United States, 1928-1935 », *Labour/Le Travail*, no. 56 (2005), p. 47.

<sup>9</sup> Lois provenant de l'héritage britannique qui présupposent que les chômeurs sont paresseux et ne veulent pas travailler. Elles ne visent pas à endiguer le chômage, mais plutôt à réformer moralement les sans-emploi vers une éthique du travail. Pour un bref aperçu de leur application au Canada : James Struthers, *No Fault of Their Own: Unemployment and the Canadian Welfare State 1914-1941*, Toronto, University of Toronto Press, 1983, p. 6-8. En ce qui concerne le Québec, les *Poor Laws* n'ont jamais été adoptées. Cependant, la logique libérale de charité privée qui a cours dans la province fait aussi une distinction entre le « bon pauvre » et le « mauvais pauvre ».

<sup>10</sup> Gaétan Héroux et Bryan D. Palmer, *op. cit.*

## Le Parti communiste du Canada

Officiellement, le PCC voit le jour sous le nom de *The Workers Party of Canada* à Toronto en 1922<sup>11</sup>. Il se constitue suite à la fusion de quelques cercles communistes actifs dès 1919 lors d'une réunion de quelques délégués dans une grange à Guelph en 1921. *The Workers Party of Canada* deviendra le Parti communiste du Canada en 1924, rompant définitivement avec son aspect « souterrain » et adhérant aux principes du léninisme ainsi qu'aux 21 conditions de l'Internationale communiste (IC)<sup>12</sup>. En 1928, la bolchevisation des partis nationaux affiliés à l'IC va plonger le PCC dans une importante crise. Suite aux purges internes et aux désaffections, ses effectifs diminuent considérablement. D'environ 4 800 membres en 1924, le parti n'en comptera plus qu'approximativement 1 400 en 1931<sup>13</sup>. Au Québec, on compte 11 cellules (sur un total de 215 au Canada), principalement à Montréal. En 1931, on y dénombre 238 membres, dont une vingtaine de francophones<sup>14</sup>.

## Problématique et hypothèses

Suite au Krach de 1929, qui annonce une crise sans précédent du capitalisme, certaines voix, notamment celle du PCC, s'élèvent pour exiger une augmentation de l'aide aux sans-travail et la mise sur pied d'un régime d'assurance-chômage. Dans les principales villes canadiennes, les sans-emploi s'organisent, revendiquent et luttent. Il

---

<sup>11</sup> Ian Angus, *Canadian Bolsheviks, The Early Years of the Communist Party of Canada*, Victoria, Trafford, 2004 [1981], p. 88.

<sup>12</sup> Aussi nommé Komintern ou Troisième internationale.

<sup>13</sup> Ian Angus, *op. cit.*, p. 184.

<sup>14</sup> Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit, les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal, Boréal express, 1984, p. 46.

appert donc pertinent d'interroger la mobilisation des chômeurs dans la région de Montréal de 1930 à 1935 pour comprendre comment elle participe au développement de la conscience de classe. Nous nous intéressons donc à la frange la plus radicale des chômeurs montréalais, qui se reconnaît dans les mots d'ordre et les actions du PCC, de ses groupes affiliés et de ses alliés. De 1930 à 1935, ces sans-emploi semblent de plus en plus nombreux. Nous tâcherons donc de répondre aux questions suivantes : quelles revendications sont portées par le PCC et les sans-travail qui participent au mouvement ? Quelles sont leurs stratégies de mobilisation ? Quels sont les obstacles auxquels ils sont confrontés ? Comment se développent des « cultures de solidarité » au sein du mouvement ? Nous proposons l'hypothèse suivante : la Crise, en tant qu'événement-matrice<sup>15</sup>, bouleverse les rapports sociaux et favorise la mobilisation et l'organisation massive des sans-emploi. Cette situation particulière, par son impact sur les structures sociales, économiques et politiques, permet au PCC d'organiser un pan de la classe ouvrière délaissé par ses organisations traditionnelles. À travers leurs combats quotidiens pour la survie et la dignité, les sans-emploi développent des pratiques sociales et culturelles de résistance et de solidarité auxquelles l'État répond par la répression. Cette dynamique permet l'émergence d'une conscience qui se mesure par l'expression de cultures de solidarité (défier la Loi, grèves, manifestations, résistance aux évictions, rassemblements, etc.). L'expérience de classe permet ainsi de dévoiler l'agencéité des sans-travail<sup>16</sup>.

---

<sup>15</sup> Ian McKay, *Rebels, Reds, Radicals. Rethinking Canada's Left History*, Toronto, Between the Lines, 2005 p. 92-122.

<sup>16</sup> Par leurs expériences individuelles et collectives dans la lutte, ils réussissent à développer leur capacité humaine d'action autodirigée. Cette dernière, campée sur le terrain de la lutte de classe, s'inscrit dans une perspective d'efficacité et de pouvoir. « [L'efficacité] is exercised less over others than over oneself, as a

## Sources et méthodologie

Le journal anglophone du PCC, *The Worker*, est notre principale source<sup>17</sup>. Les parutions allant de 1930 à 1935 ont fait l'objet d'un dépouillement et d'une analyse systématiques<sup>18</sup>. Nous nous sommes attardés spécifiquement aux articles portant sur les sans-emploi de la région de Montréal, ainsi qu'à ceux abordant les débats, analyses, revendications, etc., à propos du chômage et de la lutte des sans-travail. Ce journal nous permet d'étudier les actions des sans-emploi qui s'identifient aux campagnes menées par les communistes. Ce corpus sera aussi composé de la brochure *Building a Mass Unemployed Movement* éditée par le *National Council of Unemployed Councils* (NCUC) en 1933<sup>19</sup>. Nous sommes cependant conscients des limites que représentent de telles sources. Elles ne sont pas neutres et servent d'outil de propagande à l'organisation. De plus, le *Worker* doit être interprété et analysé en tenant compte de l'évolution des directives et des politiques formulées au niveau international par l'IC. En effet, la

---

process of individual and collective self-making. Such agency requires freedom from, and resistance against, domination by others, as a condition of exercising one's capacity to change one's self ». Définition du concept d'agencéité chez E.P. Thompson selon Kelvin Knight. Kelvin Knight « Agency and Ethics, Past and Present », *Historical Materialism*, vol. 19, no. 1 (2011), p. 145-146.

<sup>17</sup> Le journal est publié une fois par semaine de 1930 à 1932. À partir de 1933, il est publié à l'occasion deux fois par semaine. En 1934, il est systématiquement publié deux fois par semaine. Il est publié trois fois par semaine en 1935. <sup>17</sup> Cette publication comporte certaines limites. Elle est publiée en anglais et est éditée à Toronto. Bien que les sans-emploi occupent beaucoup d'espaces dans ses pages, la couverture du mouvement est variable et conjoncturelle. Certains événements sur la scène internationale ou sur la scène canadienne relèguent au second plan les sans-travail ou la couverture du mouvement à Montréal. Le traitement journalistique varie aussi selon les changements de tactiques, stratégies et mots d'ordre adoptés par le PCC, ainsi que la priorisation des luttes de l'organisation dans la conjoncture du moment. Il est donc difficile de suivre l'évolution des luttes des sans-emploi à Montréal avec la même constance tout au long de la période. Malheureusement, le mouvement des sans-travail au Québec de 1930-1935 ne possède pas d'organe de presse tel le *Unemployed Worker* publié en Colombie-Britannique. John Manley, *op. cit.*, p. 466-491.

<sup>18</sup> Nous étudions les années 1930-1935. Comme nous le verrons plus tard dans le chapitre I, c'est durant cette période que le PCC priorise l'organisation et l'action auprès des sans-emploi.

<sup>19</sup> Selon l'historien Lorne Brown, ce document est essentiel pour comprendre la structuration du mouvement des sans-emploi telle que conçue par le PCC à partir du printemps 1932. Lorne Brown, *op. cit.*, p. 209-210.

période « classe contre classe », initiée en 1928, fait entrer les partis communistes nationaux dans une phase de sectarisme qui laisse très peu de place à la critique et aux débats internes<sup>20</sup>. Ceci transparait de manière évidente dans les pages du *Worker*. D'ailleurs, certains éléments de discours s'atténuent, voir change du tout au tout, à partir de 1934-1935, alors que l'IC s'apprête à implanter la tactique de front populaire. Bien que notre corpus comporte certains défauts, nous jugeons néanmoins qu'il est composé des sources les plus appropriées pour atteindre nos objectifs de recherche. Nous sommes aussi au fait des frontières méthodologiques d'un mémoire de maîtrise. C'est pourquoi nous nous attardons plus spécifiquement à cibler des moments et événements qui semblent plus déterminants à l'égard de notre problématique et de nos hypothèses (par exemple, les manifestations et rassemblements de 1930 à 1932, la lutte contre les évictions, les grèves des secours, les événements autour de la rue Vitré, les répercussions à Montréal de la Marche sur Ottawa, etc.).

Afin de rendre un portrait plus global et plus objectif des événements relatés, nous nous dotons aussi d'un corpus secondaire qui nous permet de contre-vérifier nos informations lorsqu'il est possible de le faire. Ce dernier est composé des bulletins de sécurité de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) qui contiennent des rapports

---

<sup>20</sup> À ce sujet, voir l'ouvrage de Ian Angus sur l'histoire du PCC. Ian Angus, *op. cit.* 339 p. En ce qui concerne la 3<sup>e</sup> période au niveau international, voir l'ouvrage de l'historien français Pierre Broué. Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale Communiste 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, p. 492-521. Comme il en sera question dans le Chapitre 1, voir aussi l'historien John Manley qui nuance certaines interprétations historiographiques de l'intervention des partis communistes « anglo-saxons » au cours de la période « classe contre classe » de l'IC. John Manley, « Moscow Rules? 'Red' Unionism and 'Class Against Class' in Britain, Canada and the United States, 1928-1935 », *op. cit.*

d'agents attirés à la surveillance des activités subversives durant cette période<sup>21</sup>. S'y ajoutent également certains quotidiens montréalais de l'époque<sup>22</sup>. Bien entendu, ces sources ne sont pas plus neutres et servent des objectifs et des intérêts qui leur sont propres. Cependant, nous croyons qu'en diversifiant ainsi nos sources, pour les événements centraux du mémoire, nous pourrions éviter certains écueils méthodologiques. Finalement, comme la majorité de nos sources sont en langue anglaise, les citations sont reproduites dans cette langue. À certaines occasions, les propos originaux des différents acteurs peuvent avoir été tenus en français ou dans une autre langue que l'anglais. Nous en faisons mention lorsque le cas se présente.

### **L'intérêt et la pertinence du sujet**

Il existe de nombreuses justifications d'ordre académique quant à l'intérêt et à la pertinence de notre sujet. Tout d'abord, le regain de curiosité pour Marx et le marxisme comme théorie critique se fait moins sentir au sein de la discipline historique, contrairement à d'autres disciplines des sciences humaines<sup>23</sup>. Deuxièmement, l'historiographie québécoise est relativement pauvre quant à l'histoire du PCC dans les

---

<sup>21</sup> Malheureusement, ces bulletins ne sont pas disponibles pour la période 1930-1932. Il s'agit d'une limite supplémentaire pour notre analyse de la période couverte en partie dans notre troisième chapitre. Gregory S. Kealey et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part I, 1933-1934*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1994, 514 p; Gregory S. Kealey et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, 728 p.

<sup>22</sup> Nous avons procédé à un dépouillement ponctuel en fonction de la disponibilité des sources. *Le Devoir*, Montréal, 1930-1935; *La Presse*, Montréal, 1930-1935; *The Montreal Daily Star*, Montréal, 1930-1935.

<sup>23</sup> Il est intéressant de noter que l'historiographie marxiste ne s'est pas renouvelée au sein du monde francophone depuis la crise du marxisme suite à l'effondrement du Bloc de l'Est. Pourtant, elle a continué de se développer du côté anglo-saxon où les historiens marxistes sont toujours actifs au sein de l'académie. Enzo Traverso, *op. cit.*, p. 153.

années 1930. Cette étude apporte une nouvelle contribution à l'histoire du communisme au Québec. Au niveau des considérations propres à l'actualité politique, économique et sociale, la crise économique que nous subissons depuis 2008 a fait l'objet de nombreux parallèles avec la Grande Dépression. Nous assistons aussi depuis deux ans à une vague de résistance planétaire face aux effets dévastateurs du capitalisme et des mesures d'austérité<sup>24</sup>. Finalement, depuis les années 1980, le retour à un chômage de masse dans l'ensemble du monde occidental, auquel le Québec et le Canada n'ont pas échappé, fait partie de la nouvelle donne mondiale. Parallèlement, les États québécois et canadien ont attaqué les droits des sans-emploi depuis les années 1980 et 1990. En 2013, une énième réforme de l'assurance-chômage entre en vigueur au Canada et suscite une mobilisation qui est pour l'instant concentrée au Québec et dans les provinces maritimes.

Ce mémoire comporte quatre chapitres. Le chapitre I poursuit les objectifs suivants : introduire le contexte historique du Québec et du Montréal des années 1930, présenter un bilan historiographique de notre objet d'étude et définir les principaux concepts de notre cadre théorique. Le chapitre II sert à cerner les prémisses de l'intervention du PCC auprès des sans-emploi canadiens et son articulation à son discours, son analyse de la situation, sa stratégie de mobilisation et ses mots d'ordre. Le chapitre III relate les difficultés auxquelles le mouvement se heurte. Il couvre la période allant de 1930 à l'hiver 1932, alors que La Ligue d'Unité Ouvrière et la *National Unemployed Workers Association* tentent d'organiser les sans-travail montréalais. Le

---

<sup>24</sup> Par exemple, *Le Printemps arabe*, *Les Indigné-e-s*, le mouvement *Occupy*, *Le Printemps Érable*, *Idle No More* ou encore les manifestations massives et grèves générales que nous pouvons observer, entre autres, en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal, etc.



chapitre IV couvre la période allant du printemps 1932 à la Marche sur Ottawa qui se termine en août 1935<sup>25</sup>. Le NCUC chapeaute alors les activités du mouvement. Nous verrons donc comment les sans-emploi et leurs familles s'approprient la lutte et développent des « cultures de solidarité ».

---

<sup>25</sup> La Marche sur Ottawa a lieu en mai et juin 1935. À la fin juin, les marcheurs de l'Ouest sont bloqués à Régina. C'est alors que les sans-emploi de Montréal tentent de rejoindre la Capitale fédérale.

## CHAPITRE I : CONTEXTE HISTORIQUE, BILAN HISTORIOGRAPHIQUE ET CADRE THÉORIQUE

Le premier chapitre de ce mémoire a trois objectifs. Le premier est de brosser un tableau du contexte historique québécois et montréalais dans lequel s'inscrit notre étude. Le deuxième est d'offrir un bilan des connaissances historiques relatives à notre objet d'étude ainsi que des principaux enjeux qui le traversent. Finalement, il sert à définir nos outils conceptuels et théoriques.

### 1.1 Contexte historique : Montréal et le Québec dans les années 1930

Le Canada est un des pays occidentaux les plus durement touchés par la Crise. Le Produit national brut plonge de 29 % en dollars constants entre 1929 et 1933<sup>1</sup>. Au plus fort de la Dépression, dans l'année 1932-1933, on compte 800 000 personnes sans travail<sup>2</sup>. Le taux de chômage passe de 4,2 % en 1929 à 12,9 % en 1930, pour finalement atteindre 27 % en 1933<sup>3</sup>. La dépression ne se résorbe totalement qu'au début de la Deuxième Guerre mondiale. Au Québec, le nombre total des salariés diminue de 25 % de 1929 à 1933. Le montant total des salaires versés chute de 40 %<sup>4</sup>. Montréal est la ville la plus touchée par la Crise. Dans la métropole, on compte 60 000 sans-travail en 1933. En tenant compte des personnes dépendantes des travailleurs et des travailleuses en

---

<sup>1</sup> Nadia Attalah, « Les quartiers ouvriers de Montréal pendant la Grande Dépression », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, no. 27 (2008) [en ligne]. <http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article402> [consulté le 16 mars 2011].

<sup>2</sup> John Manley, « 'Starve, Be Damned!' Communists and Canada's Urban Unemployed, 1929-1939 », *The Canadian Historical Review*, vol. 79, no. 3 (1998), p. 466.

<sup>3</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain tome II, le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, p. 79.

<sup>4</sup> Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, Boréal, 1989, p. 153.

chômage, il y a un total de 250 000 personnes qui sont affectées par les pertes d'emploi, soit plus ou moins le tiers de la population<sup>5</sup>. « La crise signifie donc une plus grande exploitation des ouvriers, surtout des manœuvres, des non spécialisés, de la main-d'œuvre féminine, des jeunes, enfin de tous ceux qui sont facilement remplaçables »<sup>6</sup>.

Contrairement aux années 1920, les années 1930 annoncent un ralentissement important quant aux phénomènes d'urbanisation, de développement industriel et d'immigration tant à Montréal que dans l'ensemble de la province de Québec<sup>7</sup>. Dès 1921, la majorité de la population québécoise habite en milieu urbain. Au cours des années 1920, cette population urbaine s'accroît d'un demi-million de personnes. Elle ne progresse que de 300 000 pendant les années 1930. Cela s'explique par un important ralentissement de l'exode rural et l'arrêt presque complet de l'immigration<sup>8</sup>. Montréal n'échappe pas à cette tendance. La population de l'île passe de 724 305 en 1921 à 1 003 868 habitants en 1931. Au cours de la décennie 1930, la croissance de la population ne dépasse pas 1 % annuellement<sup>9</sup>. Selon Andrée Lévesque, la division des professions est un reflet du processus d'urbanisation. En 1931, la main-d'œuvre québécoise se divise ainsi : 22,4 % en milieu agricole, 37 % dans l'industrie et 40,5 % dans le commerce et l'administration<sup>10</sup>. Elle est composée à 20 % par des femmes<sup>11</sup>.

---

<sup>5</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *op. cit.*, p. 80.

<sup>6</sup> Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit, les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal, Boréal, 1984, p. 24.

<sup>7</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *op. cit.*, p. 55-66.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>9</sup> Paul-André Linteau, *op. cit.*, p. 314-316.

<sup>10</sup> Andrée Lévesque, *op. cit.*, p. 13.

<sup>11</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *op. cit.*, p. 67.

Toujours en 1931, la région de Montréal compte 48,6 % des travailleuses et des travailleurs de la province. 56 % d'entre eux sont semi-qualifiés ou non qualifiés<sup>12</sup>. Le salaire industriel moyen annuel est de 777 \$ à Montréal en 1933. Pourtant, on estime alors que le minimum vital est de 1 040 \$ et qu'il faut 1 500 \$ pour un minimum de confort et un logement adéquat dans les grandes villes canadiennes. 48 % des soutiens de famille montréalais gagnent moins de 1 000 \$ durant cette période<sup>13</sup>.

Montréal possède une composition ethnolinguistique qui se démarque des autres grands centres nord-américains. En 1931, les Canadiens français composent 60,2 % de la population de l'île de Montréal. D'autre part, 26,3 % de la population de l'Île est d'origine britannique, 5,8 % d'origine juive et 2,2 % d'origine italienne. L'immigration à Montréal est presque exclusivement d'origine européenne<sup>14</sup>. Les Canadiens français et les immigrants composent la majorité du bassin ouvrier de la ville. La grande bourgeoisie montréalaise est majoritairement d'origine britannique. Il existe une importante classe ouvrière anglophone, mais sa mobilité sociale et géographique est plus importante et ses conditions de vie sont relativement moins précaires qu'au sein d'autres groupes grâce, entre autres, aux organismes de charité financés par de riches industriels de la communauté<sup>15</sup>. De 1929 à 1933, les effectifs syndicaux reculent de près du tiers. Le chômage de masse crée une immense réserve de main-d'œuvre et sape le pouvoir de négociation des syndicats dans les entreprises. Selon Jacques Rouillard, les syndicats

---

<sup>12</sup> Andrée Lévesque, *op. cit.*, p. 15.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>14</sup> Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 2000, p. 318.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 325.

représentent environ 9 % de la population active non agricole en 1931<sup>16</sup>. Les syndiqués québécois se retrouvent dans la très grande majorité au sein de deux organisations<sup>17</sup>. D'un côté, les syndicats internationaux affiliés à l'*American Federation of Labor* (AFL) pratiquent un syndicalisme de métier et sont regroupés au Canada au sein du Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC). Le Congrès regroupe 61 % des syndicats en 1929<sup>18</sup>. Les unités syndicales de Montréal qui y sont affiliées sont représentées au sein du Congrès des métiers et du travail de Montréal. D'ailleurs, cette organisation perçoit difficilement à l'extérieur de la métropole<sup>19</sup>. Le CMTC base essentiellement sa stratégie sur le rapport de force entre travailleurs et patrons au sein des entreprises et par corps de métier. Il se méfie de l'intervention de l'État quant à la réglementation des relations de travail. Cette méfiance s'apaisera cependant au cours des années 1930<sup>20</sup>. L'autre acteur syndical important est la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC). Son action s'appuie sur la doctrine sociale de l'Église et cherche à harmoniser les relations entre le Capital et le Travail. Elle est mieux implantée à l'extérieur de Montréal et recrute essentiellement les travailleurs canadiens-français qui composent une partie importante de la main-d'œuvre semi-qualifiée et non qualifiée qui est délaissée par le CMTC. Elle connaîtra une croissance importante dans la deuxième moitié des années 1930<sup>21</sup>.

---

<sup>16</sup> Jacques Rouillard, *op. cit.*, p. 155-156.

<sup>17</sup> Dans le paysage syndical québécois, il y a aussi le Congrès pan-canadien du travail (CPCT) qui représente 16 % des syndicats au Québec en 1929. Andrée Lévesque, *op. cit.*, p. 18.

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> Jacques Rouillard, *op. cit.*, p. 156-158.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 161-163.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 165-183.

Suivant la politique de « classe contre classe » de l'Internationale communiste, le Parti communiste du Canada (PCC) fonde la Ligue d'unité ouvrière (LUO) en 1929, qui se définit comme syndicat révolutionnaire et organise les travailleurs sur une base industrielle. Bien que marginale numériquement, elle réussit à s'implanter au Québec principalement dans l'industrie du textile et dans le domaine forestier. Elle sera à l'origine de grèves dures, notamment à Montréal, Cowansville et en Abitibi<sup>22</sup>. Selon Claude Larivière, cette dernière est la seule organisation à afficher « un programme résolument progressiste » dans le paysage syndical montréalais et québécois de l'époque<sup>23</sup>. Le climat social à Montréal est particulièrement tendu dans les années 1930. « Ce phénomène n'est évidemment pas propre à Montréal, mais il y prend des dimensions particulières, compte tenu de la composition ethnique et sociale de la population et de la sévérité du chômage »<sup>24</sup>.

Bien qu'ayant adopté certaines législations sociales au cours des années 1920 (notamment la loi de l'assistance publique en 1921 et la Commission du salaire minimum des femmes en 1925), l'État québécois refuse d'intervenir auprès des personnes aptes au travail et en situation de chômage. Au début des années 1930, l'individu est toujours jugé responsable de son sort. On privilégie alors les programmes de colonisation et les secours directs pour remédier aux effets de la Crise. Le retour à la

---

<sup>22</sup> Andrée Lévesque, *op. cit.*, p. 52-60; Andrée Lévesque, « Le Québec et le monde communiste : Cowansville 1931 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, no. 2 (1980), p. 171-182; Bernard Dansereau, « La présence communiste au Québec (1929-1939) ou la présence de "l'homme au couteau entre les dents" », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no. 2 (2001), p. 22-29.

<sup>23</sup> Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social (1929-1937) : le cas de Montréal*, Montréal, Éditions coopératives Albert St-Martin, 1977, p. 184.

<sup>24</sup> Paul-André Linteau, *op. cit.*, p. 347.

terre, comme moyen d'endiguer le chômage entre autres, est aussi supporté par les élites et les intellectuels traditionalistes. Au niveau idéologique, ces derniers, à travers la CTCC, proposent aussi l'organisation corporatiste de la société et de l'État pour atténuer les dérives du capitalisme et préserver la paix sociale. Du côté syndical, le CMTC, le Congrès pan-canadien du travail (CPCT) et la CTCC font des représentations auprès de l'État et revendiquent la mise sur pied de législations sociales pour atténuer les effets de la Crise. On revendique notamment l'instauration d'un programme pour venir en aide aux sans-emploi<sup>25</sup>. Lorne Brown souligne que :

In the initial years of the Depression, many of the trade unions affiliated to the Trades and Labour Congress (TLC), the All Canadian Congress of Labor (ACCL) and the Canadian Catholic Congress of Labour (CCCL) were losing ground as many of their members lost their jobs. There was no consistent strategy for keeping in organizational touch with these ex-trade unionists let alone embarking upon campaigns to organize the great masses of unemployed – most of whom had never been organized into unions. Most established unions contented themselves with acting as pressure groups attempting to persuade governments to embark upon public works programs and to be more generous with their relief policies.<sup>26</sup>

La LUO est le seul syndicat à accepter des délégations de chômeurs à participer lors de certaines réunions syndicales et demande la mise sur pied d'un régime d'assurance-chômage à caractère non contributif<sup>27</sup>.

---

<sup>25</sup> Jacques Rouillard, *op. cit.*, p. 179-183.

<sup>26</sup> Lorne Brown, « Unemployed Struggles in Saskatchewan and Canada, 1930-1935 », *Prairie Forum*, vol. 31, no. 2 (2006), p. 194-195.

<sup>27</sup> Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit*, *op. cit.*, p. 61.

Les communistes sont les premiers à tenir une assemblée de sans-travail à Montréal dans le contexte de la Crise<sup>28</sup>. Ils sont aussi actifs dans de nombreux comités de sans-emploi dans les quartiers et contribuent à en mettre d'autres sur pied. Ils ne sont cependant pas les seuls à agir sur ce terrain. Sans entrer dans les détails, nous retrouvons aussi du côté gauche du spectre idéologique l'Association Humanitaire et l'Université Ouvrière, qui se mêlent aux mobilisations organisées par les communistes, ainsi que la *Co-operative Commonwealth Federation* qui se retrouve en compétition et en opposition avec le PCC jusqu'en 1935. À droite, on retrouve les clubs ouvriers regroupés à partir de 1929 dans la Fédération des Clubs Ouvriers de la Province de Québec. Ces clubs sont essentiellement composés d'éléments conservateurs. Ils expriment certaines sympathies fascistes à partir de 1932<sup>29</sup>.

## 1.2 Bilan historiographique

Le bilan historiographique se décline en deux temps. Premièrement, nous abordons la littérature relative aux sans-emploi durant la Grande Dépression. Ensuite, nous portons un regard sur l'historiographie du PCC dans les années 1930<sup>30</sup>.

---

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> Pour plus de détails, voir Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit, op. cit.*; Claude Larivière, *op. cit.*; Marcel Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec 1920-1950*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979, 165 p.

<sup>30</sup> Dans le cadre de ce mémoire, nous avons abandonné la recension et l'analyse des travaux sur la Grande Dépression. Aucune de ces monographies n'apporte d'éléments ou de perspectives très utiles pour notre recherche. Voici une liste non exhaustive d'ouvrages portant sur la Grande Dépression au Canada : A.E. Safarian, *The Canadian Economy in the Great Depression*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2009 [1959], 261 p.; Michiel Horn dir., *The Dirty Thirties: Canadians in the Great Depression*, Toronto, The Copp Clark Publishing Company, 1972, 728 p.; Blair Neatby, *La Grande Dépression des années '30*,



### 1.2.1 Les sans-emploi

L'historiographie occidentale présente généralement les sans-emploi sous l'aspect de victimes passives de l'histoire. À travers une étude transnationale de la mobilisation des chômeurs depuis deux siècles, l'ouvrage collectif *Unemployment and Protest: New Perspectives on Two Centuries of Contention* s'attaque à cette conception<sup>31</sup>.

[...] many of those who were out of paid employment protested against their fate, long before the unemployed were recognized as a distinct social group. This protest was not always politically motivated; nor was it necessarily collective. It was certainly not continuous, but then, no protest activities ever are. Nor did all the unemployed, or even just a majority of them, participate, but this, too, mirrors the pattern of political participation in society at large. [...] The repertoires and patterns of protest changed over time, as the essays in this book demonstrate, but the notion that the state had to pay attention to the unemployed to preserve social and political stability remains a constant feature of all economic and social crisis from the nineteenth to the twenty-first century<sup>32</sup>.

En histoire du Québec, il n'existe aucune étude qui porte sur le mouvement des sans-emploi durant la Grande Dépression où qui fait de ces sans-travail des acteurs historiques à part entière, à l'exception de Denyse Baillargeon dans son ouvrage *Ménagère au temps de la Crise*<sup>33</sup>. Il est cependant possible d'en déceler quelques traces

---

Montréal, La Presse, 1975, 202 p.; Pierre Breton, *The Great Depression 1929-1939*, Toronto, McClelland and Stewart, 1990, 555 p. En histoire du Québec, ce type d'ouvrage est inexistant. Il faut donc se référer aux ouvrages de synthèse sur l'histoire du Québec contemporain ou encore aux travaux plus spécialisés.

<sup>31</sup> Matthias Reiss et Matt Perry, dir. *Unemployment and Protest: New Perspectives on Two Centuries of Contention*, New York, Oxford University Press, 2011, 438 p.

<sup>32</sup> Matthias Reiss et Matt Perry, « Beyond Marienthal: Understanding Movements of the Unemployed », dans Matthias Reiss et Matt Perry, dir. *Unemployment and Protest: New Perspectives on Two Centuries of Contention*, New York, Oxford University Press, 2011, p. 6.

<sup>33</sup> L'historienne n'aborde cependant pas la lutte des sans-emploi à Montréal. Par contre, ces ménagères sont campées dans le rôle d'actrice de la période, d'où pour nous le principal intérêt de l'ouvrage. Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1993, 312 p.

dans des ouvrages généraux ou encore dans des travaux qui abordent l'histoire du mouvement ouvrier ou l'histoire des secours. Bien qu'il date quelque peu, il est instructif d'observer comment les auteurs de l'ouvrage de synthèse *Histoire du Québec contemporain, le Québec depuis 1930*, abordent le sujet. Le collectif d'historiens affirme que la mobilisation des chômeurs est « un phénomène minoritaire » et que « ce qui frappe surtout, c'est l'absence d'action collective massive de la part des chômeurs »<sup>34</sup>. À la lecture de telles affirmations, il est donc facile de conclure que les sans-travail québécois et montréalais sont apathiques et acceptent leur sort. Cependant, les travaux d'Andrée Lévesque et de Marcel Fournier, bien qu'ils ne portent pas spécifiquement sur le mouvement des sans-emploi, mais plutôt sur la gauche, le communisme et l'anticommunisme au Québec, contredisent de telles affirmations. Comme l'activité du PCC au Québec durant les années 1930 est intimement liée à la lutte des sans-travail, c'est dans ces travaux qu'il est surtout possible de voir les sans-emploi montréalais en action<sup>35</sup>.

La production historique relative aux secours traite abondamment des sans-emploi et du phénomène du chômage. Cependant, l'acteur principal est l'État à travers son intervention. Cette historiographie n'a pas pour objet de présenter les chômeurs à

---

<sup>34</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, et François Ricard, *op. cit.* p. 82. John A. Dickinson et Brian Young abordent brièvement la Crise et restent silencieux sur les sans-travail. John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Québec, Septentrion, 1992, 382 p. Quant à elle, Nadia Attalah traite de l'impact de la Grande Dépression sur les quartiers ouvriers montréalais, mais décrit uniquement les conséquences sur les conditions de vie de la classe ouvrière. Nadia Attalah, *op. cit.* Paul-André Linteau, dans son histoire de Montréal, se limite à la description des effets du chômage sur les classes populaires montréalaises et des maux dont elles sont victimes (problème de logement, manque de ressources financières et problèmes de santé). Paul-André Linteau, *op. cit.*, p. 283-312.

<sup>35</sup> Andrée Lévesque, *op. cit.*; Marcel Fournier, *op. cit.*

titre d'acteur. Par exemple, les travaux de François Bisson s'inscrivent dans une perspective de régulation sociale, alors que ceux de James Struthers, Terry Copp et Mary Mackinnon portent sur la construction de l'État-Providence et l'interventionnisme étatique<sup>36</sup>. Dans ces ouvrages, les sans-travail sont rarement présentés en position de résistance, mais essentiellement à travers les politiques ou l'absence de politiques de l'État. D'autres études sur les secours, tel que celle de Claude Larivière ou de Suzanne Clavette se démarquent et laissent une place importante aux sans-emploi et à leurs luttes bien que cet aspect ne soit pas leur sujet principal<sup>37</sup>.

Pour voir les sans-emploi portés au rang d'acteur historique à part entière, il faut se tourner surtout du côté de l'historiographie canadienne-anglaise où quelques travaux abordent leurs luttes au cours de la Grande Dépression<sup>38</sup>. Cette historiographie se divise en deux. Il y a premièrement les ouvrages qui traitent de la grève dans les camps de

---

<sup>36</sup> François Bisson, *La gestion des chômeurs célibataires sans-abri au cours de la dépression : le cas du camp de Val Cartier, 1932-1936*, Mémoire de maîtrise, Québec, Université du Québec à Montréal, 1999, 195 p.; James Struthers, *No Fault of Their Own: Unemployment and the Canadian Welfare State 1914-1941*, Toronto, University of Toronto Press, 1983, 268 p.; Terry Copp, « Montreal's Municipal Government and the Crisis of the 1930s », dans Alan J. Artibise et Gilbert A. Stelter, dir. *The Usable Urban Past: Planning and Politics in the Modern Canadian City*, Toronto, Macmillan of Canada, 1979, p. 112-129; Mary MacKinnon, « Relief not Insurance: Canadian Unemployment Relief in the 1930s », *Explorations in Economic History*, vol 21, no. 1 (1990), p. 46-83.

<sup>37</sup> Pour Clavette, par leurs actions, ils participent à faire pression sur l'État pour l'amélioration des secours. Suzanne Clavette, *Des bons aux chèques : aide aux chômeurs et crise des années 1930 à Verdun*, Mémoire de maîtrise, Québec, Université du Québec à Montréal, 1987, 364 p. Selon Larivière, les mesures prises par les autorités publiques pour faire face à la Crise visent avant tout le contrôle social et sont une réponse à la mobilisation de la classe ouvrière. Il reprend ici la thèse de Piven et Cloward. C'est-à-dire que la mise en place de l'État-Providence, à travers ses politiques sociales (tel le *New Deal* aux États-Unis), vise avant tout à sauver le capitalisme, diminuer l'influence des radicaux au sein de la classe ouvrière et endiguer la révolte sociale. Claude Larivière, *op. cit.*; Frances Piven Fox et Richard A. Cloward, *Regulating the Poor: the Functions of Public Welfare*, New York, Vintage Books, 1972, 389 p.

<sup>38</sup> La seule exception récente dans l'historiographie canadienne est l'ouvrage de Lara Campbell. Bien que l'historienne ne traite pas spécifiquement des luttes des sans-travail, mais s'intéresse plutôt aux questions de genre, de famille et de citoyenneté. Elle campe néanmoins les sans-emploi et leurs familles dans le rôle d'acteurs centraux de la période. Lara Campbell *Respectable Citizens: Gender, Family, and Unemployment in Ontario's Great Depression*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, 280 p.

travail et de la Marche sur Ottawa de 1935<sup>39</sup>. Ils décrivent les luttes menées par les jeunes chômeurs célibataires de l'Ouest canadien. Quant à la deuxième catégorie, elle porte sur les luttes des sans-travail urbains dans leurs différentes dimensions<sup>40</sup>. L'ensemble de cette littérature permet de tirer quatre principaux constats sur le mouvement. Premièrement, que les sans-travail qui y participent font preuve de détermination et d'imagination en déployant une panoplie de moyens d'action pour améliorer leurs conditions. Deuxièmement, l'État fait preuve d'intransigeance et préfère répondre à la mobilisation par la répression. Troisièmement, à travers diverses organisations qui lui sont directement ou indirectement affiliées, le PCC est la principale force politique derrière cette agitation. Finalement, il s'agit d'un mouvement organisé et concerté qui s'active et se manifeste dans les différentes régions canadiennes. Comme le souligne Lorne Brown :

the NUWA [National Unemployed Workers Association, et par la suite le National Council of Unemployed Councils (NCUC), affiliées au PCC] was the only organization providing national coordination and a national focus to the unemployment movement. This was extremely important in mounting pressure on the federal and provincial governments. It made possible centralized propaganda and strategic direction and provided the resources for full time organizers. And NUWA [et la NCUC par la suite] influence went beyond affiliated associations to reach thousands of individuals who

---

<sup>39</sup> Victor Howard, *We Were the Salt of the Earth!: A Narrative of the On-to-Ottawa Trek and the Regina Riot*, Régina, University of Regina, 1985, 205 p.; Lorne Brown, *La lutte des exclus, un combat à refaire*, Montréal, Écosociété, 1997, 310 p.; Bill Waiser, *All Hell Cant Stop Us: The On-To-Ottawa Trek and Regina Riot*, Toronto, Fifth House, 2003, 316 p.

<sup>40</sup> Lorne Brown, « Unemployed Struggles in Saskatchewan and Canada, 1930-1935 », *op. cit.* p. 193-216; Gordon Hak, « The Communist and the Unemployed in The Prince George District, 1930-1935 », *BC Studies*, no. 68 (1985), p. 45-61.; Gaétan Héroux et Bryan D. Palmer, « 'Cracking the Stone': The Long History of Capitalist Crisis and Toronto's Dispossessed », *Labour/Le Travail*, no. 69 (2012), p. 9-62; Carmela Patrias, *Relief Strike: Immigrant Workers and The Great Depression in Crowland, Ontario, 1930-1935*, Toronto, New Hogtown Press, 1990, 54 p. John Manley, *op. cit.*, p. 466-491.

belonged to non-affiliated associations and in many cases, no organizations at all<sup>41</sup>.

Cependant, les différents auteurs ne tirent pas les mêmes conclusions sur la portée du mouvement des sans-emploi dans les années 1930. Pour Georges Campeau, il existe un lien direct entre la mobilisation des chômeurs et la tentative du gouvernement Bennett de faire adopter une première loi de l'assurance-chômage en 1935<sup>42</sup>. Lorne Brown est moins affirmatif sur cette question. Il reconnaît que l'interaction des groupes de sans-travail avec d'autres acteurs du mouvement social canadien influencera éventuellement l'adoption de la *Loi de l'assurance-chômage* en 1940<sup>43</sup>. Finalement, John Manley demeure plus prudent et souligne qu'il est difficile d'évaluer l'apport réel du mouvement. Selon lui, d'autres recherches sont nécessaires pour saisir davantage son impact. Cependant, les deux historiens s'entendent sur le fait que, sans mobilisation, le sort des sans-emploi et de leurs familles aurait été encore plus dramatique<sup>44</sup>.

---

<sup>41</sup> Lorne Brown, « Unemployed Struggles in Saskatchewan and Canada, 1930-1935 », *op. cit.* p. 200.

<sup>42</sup> Selon lui, les conservateurs veulent contrer l'influence croissante des communistes auprès des sans-travail. Georges Campeau, « Aux origines de l'assurance-chômage canadienne: la revendication d'un régime non contributif », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no. 2 (2001), p. 139.

<sup>43</sup> Selon lui, le mouvement contribue fortement à l'abolition des camps de travail; au retrait de l'article 98 du *Code criminel*; à la création de solidarités entre les chômeurs de différentes origines ethniques; à la croissance de l'effectif et de l'influence du PCC vers la fin des années 1930; à la participation importante des militants du mouvement des chômeurs au Bataillon MacKenzie-Papineau ainsi que l'apport d'organiseurs expérimentés dans la création du *Congress of Industrial Organizations* (CIO). Lorne Brown, « Unemployed Struggles in Saskatchewan and Canada, 1930-1935 », *op. cit.*, p. 212-213.

<sup>44</sup> Manley, tout comme Brown, estime que cette mobilisation brise l'isolement des sans-travail ; insuffle un certain niveau de combativité chez les sans-emploi ; qu'elle contribue à leur redonner une certaine dignité; que sans elle les secours auraient été probablement encore moins généreux et les conditions de vie des chômeurs et de leur famille encore plus précaires. Lorne Brown, « Unemployed Struggles in Saskatchewan and Canada, 1930-1935 », *op. cit.*, p. 212; John Manley, *op. cit.* p. 491.

### 1.2.2 Le Parti communiste du Canada

L'historiographie du PCC peut-être regroupée en deux catégories d'ouvrages. L'une, généralement plus ancienne, aborde l'histoire du parti d'une façon institutionnelle comme l'on aborderait celle d'autres formations politiques canadiennes<sup>45</sup>. Ces historiens concluent que son histoire en est une d'échecs et qu'il ne réussit pas vraiment à percer significativement dans le paysage politique canadien. Une seconde, généralement plus récente, la traite davantage sous l'angle d'un mouvement politique et social<sup>46</sup>. Cette approche nous semble, de loin, la plus appropriée. Par sa nature d'organisation révolutionnaire, on ne peut aborder son histoire comme on aborde, par exemple, celle du Parti libéral ou du Parti conservateur.

Les connaissances historiques sur le PCC au Canada ont sensiblement évolué depuis le premier ouvrage paru sur le sujet en 1968. William Rodney définissait alors le parti comme un élément étranger au Canada et aux valeurs canadiennes et dirigé de Moscou par Staline. Depuis le milieu des années 1990, les recherches de John Manley

---

<sup>45</sup> William Rodney, *Soldiers of the International: A History of the Communist Party of Canada 1919-1929*, Toronto, University of Toronto Press, 1968, 204 p.; Ivan Avakumovic, *The Communist Party in Canada, A History*, Toronto, The Canadian Publishers, 1975, 309 p.

<sup>46</sup> Irvin Abella, *Nationalism, Communism and Canadian Labour: The CIO, the Communist Party, and the Canadian Congress of Labour 1935-1956*, Toronto, University of Toronto Press, 1973, 256 p.; Ian Angus, *Canadian Bolsheviks, The Early Years of the Communist Party of Canada*, Victoria, Trafford, 2004 [1981], 339 p.; Norman Penner, *Canadian Communism: The Stalin Years and Beyond*, Toronto, Methuen, 1988, 319 p.; John Manley, « 'Audacity, audacity, still more audacity': Tim Buck, the Party and the People, 1932-1939 », *Labour/Le Travail*, no. 49 (2002), p. 9-41; John Manley, « Canadian Communists, Revolutionary Unionism, and the "Third Period": The Workers' Unity League, 1929-1935 », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 5, no 1 (1994), p. 167-194; John Manley, « Moscow Rules? 'Red' Unionism and 'Class Against Class' in Britain, Canada and the United States, 1928-1935 », *Labour/Le Travail*, no. 56 (2005), p. 9-49; John Manley, « 'Starve, Be Damned!' Communists and Canada's Urban Unemployed, 1929-1939 », *op. cit.* ; Anne Burger, *The Communist Party of Canada During the Great Depression: Organizing and Class Consciousness*, Mémoire de maîtrise, Colombie-Britannique, Simon Fraser University, 2004, 149 p.

ont permis de souligner le rôle non négligeable du parti au sein du mouvement ouvrier canadien dans l'entre-deux-guerres. L'évolution des effectifs du parti est significative et témoigne de son engagement dans les luttes ouvrières dans la première moitié des années 1930<sup>47</sup>. Selon Anne Burger,

The CPC, then, was a relative success in the 1930s compared with other national organizations. However, the Party was far from reaching its goal of a Canadian labour-farmer socialist state, moving Canadian workers towards a mass revolutionary class<sup>48</sup>.

Finalement, Ian McKay reconnaît que « the Communist Party exerted an influence well beyond its limited numbers »<sup>49</sup>.

Au Québec, l'historiographie du PCC est beaucoup moins récente et moins étoffée<sup>50</sup>. Elle conclut généralement que le parti ne réussit pas à percer chez les

---

<sup>47</sup> Suite à la stalinisation de l'organisation en 1928-1930, les effectifs chutent d'environ 4 000 à 1 300 membres. En 1934, ils sont 5 500 et finissent par atteindre 9 000 membres en 1935. John Manley, « Canadian Communists, Revolutionary Unionism, and the "Third Period": The Workers' Unity League, 1929-1935 », *op. cit.*, p. 189.

<sup>48</sup> Anne Burger, *op. cit.*, p. 119. Cependant, en ce qui concerne la deuxième partie de ses conclusions, il faut se demander s'il s'agissait de l'objectif réel du PCC. À ce sujet, nous partageons les conclusions de Manley. Cette percée ne se mesure pas à la lumière d'une politique révolutionnaire. Malgré ses mots d'ordre et sa rhétorique, l'action du parti demeure essentiellement réformiste. Elle n'est que la continuation de la politique étrangère de Moscou dans sa volonté d'édification du socialisme dans un seul pays. John Manley, « Moscow Rules? 'Red' Unionism and 'Class Against Class' in Britain, Canada and the United States, 1928-1935 », *op. cit.*, p. 49.

<sup>49</sup> Ian McKay, *Rebels, Reds, Radicals. Rethinking Canada's Left History*, Toronto, Between the Lines, 2005 p. 156. D'ailleurs, c'est ce que tendent à démontrer, du moins numériquement, les travaux de John Manley. En tenant compte des organisations de masse affiliées au PCC nous arrivons au décompte suivant : la LUO compte entre 30 000 et 40 000 membres entre 1930-1935. John Manley, « Canadian Communists, Revolutionary Unionism, and the "Third Period": The Workers' Unity League, 1929-1935 », *op. cit.*, p. 167. La Ligue Canadienne de Défense Ouvrière (LCDO) compte 25 000 membres en 1933. John Manley, « 'Audacity, audacity, still more audacity': Tim Buck, the Party and the People, 1932-1939 », *op. cit.*, p. 11. La NUWA compte 20 000 membres en 1932. John Manley, « 'Starve, Be Damned!' Communists and Canada's Urban Unemployed, 1929-1939 », *op. cit.*, p. 471.

<sup>50</sup> Notons cependant le livre de Lévesque sur la vie de Jeanne Corbin paru en 1999 et ces deux articles publiés au début des années 2000, ainsi qu'un article de Dansereau publié en 2001, les autres publications datent des années 1970 et 1980. Andrée Lévesque, « Célébrations et manifestations des camarades. La

francophones et qu'un fort mouvement anticommuniste véhiculé par l'Église, et supporté par l'État québécois nuit à son développement. Bien que ces conclusions soient indéniables, elles soulèvent néanmoins d'autres questions. L'historiographie québécoise tend à analyser le PCC sur une base institutionnelle, c'est-à-dire comme un parti politique parlementaire dont les succès et les échecs sont mesurés à la lumière des effectifs et des élections. Cependant, dans le chapitre 3 de son ouvrage *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*, l'historien Marcel Fournier analyse brièvement l'implication des militants communistes et du PCC dans les luttes ouvrières des années 1930, notamment dans la mobilisation des sans-emploi et sur le front de l'organisation syndicale<sup>51</sup>. Quant aux travaux de l'historienne Andrée Lévesque, ils fournissent des éléments historiques essentiels à quiconque s'intéresse à l'action du PCC au Québec au cours de la Grande Dépression<sup>52</sup>. Néanmoins, l'historiographie québécoise semble présumer que la classe ouvrière canadienne-française est *de facto* rébarbative à l'ensemble du discours du PCC. Comme nous le verrons dans les prochains chapitres, notre recherche nous permet d'apporter certains bémols à de telles conclusions<sup>53</sup>. En fait,

---

culture internationale et l'identitaire communiste au Canada pendant l'entre-deux-guerres ». *Labour/Le Travail*, 49 (printemps 2002), p. 83-92.; Andrée Lévesque, « Du Rouge sur la 'Main' pendant les années trente ». *Bulletin des chercheurs et chercheuses en histoire du travail au Québec (RCHTQ)*, (printemps 2003), 39-51.; Andrée Lévesque, *Scène de la vie en rouge : l'époque de Jeanne Corbin 1906-1944*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1999, 309 p.; Bernard Dansereau, « La présence communiste au Québec (1929-1939) ou la présence de "l'homme au couteau entre les dents" », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no. 2 (2001), p. 22-29; Robert Comeau et Bernard Dionne, dir. *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, VLB, 1989, 542 p.; Marcel Fournier, *op.cit.*, Bernard Gauvin, *Les communistes et la question nationale au Québec: Sur le Parti communiste du Canada de 1921 à 1938*, Montréal, Presses de l'unité, 1981, 151 p.; Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit, les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, *op. cit.*

<sup>51</sup> Marcel Fournier, *op. cit.* p. 59-83.

<sup>52</sup> Plus particulièrement les deux ouvrages suivants : Andrée Lévesque, *Scène de la vie en rouge : l'époque de Jeanne Corbin 1906-1944*, *op. cit.* ; Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit, les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, *op. cit.*

<sup>53</sup> Peut-on alors conclure à un échec sur la base de faibles résultats électoraux et d'un nombre réduit d'adhérents ? De plus, la composition des effectifs de l'organisation au Canada anglais ne diffère pas de



le mouvement communiste de cette période au Québec n'a jamais été étudié en soi, mais presque exclusivement dans le contexte de l'anticommunisme.

Le PCC est surtout actif auprès des chômeurs dans la première moitié des années 1930. Il est impossible de saisir les motivations qui sous-tendent son action sans les mettre en relation avec les politiques et les mots d'ordre de l'Internationale communiste (IC). C'est seulement à la lumière des directives internationales qu'il est possible de comprendre pourquoi le PCC cesse d'organiser massivement les sans-emploi après 1935<sup>54</sup>. Il est donc nécessaire de porter notre attention hors des frontières du Québec et du Canada pour saisir cet enjeu. À défaut, le risque sera de ne pas comprendre dans quelles circonstances le parti inscrit et motive son action à Montréal<sup>55</sup>. Selon certains

---

celui du Québec. 90 % des membres sont nés à l'étranger ou de parents nés à l'extérieur du Canada. Les historiens canadiens ne se basent pas pour autant sur un tel critère pour juger des succès du parti. Peut-on alors conclure à l'échec de l'activité communiste au Québec, car ses militants sont non-francophones ? Nous croyons que l'histoire du parti au Québec devrait être abordée sous le même angle que la production historique canadienne-anglaise plus récente. Dansereau apporte cependant certaines nuances. Il parle plutôt d'échec relatif du parti dans les années 1930. Selon lui, bien que l'activité communiste ne se concrétise pas par des résultats électoraux et une augmentation substantielle des adhésions chez les Canadiens français, les luttes syndicales qu'il chapeaute, son implication dans le mouvement des chômeurs et son combat antifasciste sont les signes d'un certain succès dont témoigne la participation de milliers de travailleurs et de sans-emploi au cours des différentes mobilisations initiées par le parti. Bernard Dansereau, *op. cit.*, p. 28.

<sup>54</sup> L'IC adopte et met en application la politique de Front populaire. Le PCC se porte alors à la défense de la démocratie bourgeoise face à la montée du fascisme. L'affrontement « classe contre classe » n'est plus à l'ordre du jour. Il cherche plutôt à construire des alliances interclassistes avec certains éléments de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie libérale. John Manley, « Moscow Rules? 'Red' Unionism and 'Class Against Class' in Britain, Canada and the United States, 1928-1935 », *op. cit.*, p. 487.

<sup>55</sup> Les grandes lignes sont élaborées par le Congrès de l'IC, mais leur application concrète relève du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste qui est composé de plusieurs secrétariats. Les partis communistes américain et canadien sont regroupés au sein du secrétariat anglo-américain. D'ailleurs, la composition de leurs effectifs respectifs est similaire. Il est alors normal de retrouver les mêmes types d'actions et de stratégies organisationnelles de part et d'autre de la frontière (par exemple : marche de la faim, marche sur la capitale, organisation des « minorités » et des travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés, organisations de chômeurs au niveau local et national, lutte contre les évictions de locataires, syndicalisme révolutionnaire, etc.). Ils font aussi face à une répression farouche de l'État. John Manley, « Moscow Rules? 'Red' Unionism and 'Class Against Class' in Britain, Canada and the United States, 1928-1935 », *op. cit.* En ce qui concerne plus spécifiquement le parti américain, voir : Howard Zinn, *Une*

historiens, la période inaugurée par le 6<sup>e</sup> congrès de l'IC en 1928 en est une de sectarisme, de repli et d'échec<sup>56</sup>. Elle représente la quintessence de l'emprise de Moscou sur l'action des partis communistes nationaux<sup>57</sup>. Toutefois, l'exemple des chômeurs tend à démontrer que cette interprétation doit être nuancée. Sur le terrain, le travail du parti semble s'adapter aux contextes locaux, sans pour autant remettre en question la ligne officielle. Les actions des communistes connaissent un succès relatif auprès de la classe ouvrière canadienne, succès probablement plus important que l'historiographie tend à le reconnaître<sup>58</sup>. D'après Manley, il faut faire attention aux critiques qui balaient du revers de la main l'action du PCC durant cette période. Selon lui, le parti est loin d'être un acteur politique isolé de la classe ouvrière. Par son action auprès des travailleurs inorganisés, il entre en contact et mobilise un large éventail de travailleurs et de travailleuses sur le terrain de la lutte de classe, phénomène qui ne s'était pas produit

---

*histoire populaire des États-Unis : de 1492 à nos jours*, Montréal, Lux, 2002, p. 427-460; Quenby Olmsted Hughes, « Red Flame Burning Bright: Communist Labor Organizer Ann Burlak, Rhode Island Workers, and the New Deal », *Rhode Island History*, vol. 67, no. 2 (2009), p. 43-60.

<sup>56</sup> En 1928, le *Komintern* élabore une nouvelle analyse de la conjoncture mondiale. Il définit la situation comme étant la troisième période du capitalisme. Cette dernière se caractérise par une augmentation des contradictions au sein du système économique et mène inexorablement à la crise. Dans ce contexte, les États démocratiques sont en phase de fascisation, tout comme la social-démocratie, et doivent être combattus au même titre que le fascisme par la mise en place d'une tactique de « classe contre classe ». Elle consiste à créer des organisations de masse distinctes des organisations réformistes, notamment dans le milieu syndical. Au Canada, l'application de cette ligne mène à la création de la LUO qui, outre la mise en application d'un syndicalisme révolutionnaire, se voit confier le mandat d'organiser les chômeurs. Cette politique a cours de 1928 à 1935.

<sup>57</sup> Thèse défendue par les historiens Ian Angus et Pierre Broué. Ian Angus, *op. cit.*; Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale Communiste 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, 1120 p. À l'autre extrême, l'école révisionniste prétend que l'action des PC est autonome de Moscou et élaborée par les leaders de la base : John Manley, « Moscow Rules? 'Red' Unionism and 'Class Against Class' in Britain, Canada and the United States, 1928-1935 », *op. cit.*

<sup>58</sup> John Manley, « Canadian Communists, Revolutionary Unionism, and the "Third Period": The Workers' Unity League, 1929-1935 », *op. cit.*

aussi largement en Amérique du Nord depuis les années 1919-1920<sup>59</sup>. De plus, se référant aux partis communistes canadien et américain,

They consciously set out to organize groups whom the craft unions had often ignored or patronized—women, immigrants from Asia and south, east, and central Europe, and (in the United States) African Americans—and in the process burrowed into open-shop plants and established some of the salient from which the CIO would move forward a few years later<sup>60</sup>.

### 1.3 Marxisme, classe et conscience de classe

Tout comme Bryan D. Palmer et Gaétan Héroux, nous croyons que le concept de chômage est intimement lié à celui de travail et s'inscrit dans des rapports sociaux capitalistes. Les intérêts contradictoires qui régissent ces rapports sont, par définition, conflictuels. À travers la dépossession du prolétariat, inhérente à la logique du capital, il est ainsi possible de comprendre l'unité entre le concept de travail salarié et celui de sans-salaire (*wagelessness*). Pour nous, les sans-emploi sont donc une composante de la classe ouvrière<sup>61</sup>. À ce titre, nous croyons que certains concepts issus du marxisme sont les plus appropriés pour mener notre recherche. La conception matérialiste de l'histoire repose sur le postulat que l'histoire humaine doit être comprise comme une expérience sociale gouvernée par le travail, en tant qu'activité productive. Dans la société capitaliste, cette activité est le travail salarié. Dans cette perspective, le concept de classe est central. La classe n'est pas une catégorie inerte, mais le produit d'antagonismes

---

<sup>59</sup> John Manley, « Moscow Rules? 'Red' Unionism and 'Class Against Class' in Britain, Canada and the United States, 1928-1935 », *op. cit.*, p. 47.

<sup>60</sup> *Ibid.*

<sup>61</sup> Gaétan Héroux et Bryan D. Palmer, *op. cit.*

sociaux irréconciliables qui se meuvent dans un rapport dialectique de négation. Elle est le fruit d'un processus historique<sup>62</sup>. À l'instar de l'historien Enzo Traverso, nous croyons que cette posture théorique permet

une histoire critique en adoptant la perspective des vaincus - en essayant parfois d'écouter leurs voix souterraines, inaudibles à la surface, ignorée par les archives officielles ou effacées par les discours dominants - est sans doute la manière la plus féconde, pour les historiens, d'accueillir l'héritage de la onzième thèse sur Feuerbach<sup>63</sup>.

Comme l'affirme E. P. Thompson dans son ouvrage *The Making of the English Working Class*, la classe ouvrière n'est pas le fruit d'une apparition mythique. Elle était présente à sa propre formation. Il s'agit d'un phénomène historique qui lie une série d'événements disparates, qui peuvent paraître isolés *a priori*, mais qui sont issus de l'expérience matérielle et de la conscience. Elle n'est ni une structure, ni une catégorie, mais le produit de relations humaines<sup>64</sup>. La classe est le fruit d'expériences communes et en opposition à des intérêts divergents. Ces expériences sont grandement déterminées par les relations productives dans lesquelles les hommes et les femmes naissent ou y sont forcés<sup>65</sup>.

If we stop history at a given point, then there are no classes but simply a multitude of individuals with a multitude of experiences. But if we watch these men over an adequate period of social change, we observe patterns in their relationships, their ideas, and their institutions.

---

<sup>62</sup> Bryan D. Palmer, « Historical Materialism and the Writing of Canadian History: A Dialectical View », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 17, no. 2 (2006), p. 33-60.

<sup>63</sup> Enzo Traverso, « Marx, l'histoire et les historiens, une relation à réinventer », *Actuel Marx*, no. 50 (2011), p. 165.

<sup>64</sup> E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Londres, Victor Gollancz, 1965 [1963], p. 9-11.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 10.

Class is defined by men as they live their own history,  
and, in the end, this is its only definition<sup>66</sup>.

En résumé, la classe n'est pas une catégorie strictement économique, mais aussi une catégorie sociale et culturelle qui naît des relations humaines et apparaît dans le contexte des contradictions d'une époque donnée. Il est possible de discerner une ou des logiques de classe, mais aucunement possible d'en dégager une loi. Bien que la notion de classe soit au centre de la conception matérialiste de l'histoire, tout comme Bryan D. Palmer, nous croyons qu'elle n'est pas l'unique critère analytique valable, bien que déterminante en dernière instance, mais qu'elle doit être mise en relation avec

other developments, increasingly important in the shifting gears of modernity's movement: gender, race, empire and imperialism, social movements, identity and subjectivity, national states, and the collectivities of struggles localized and generalized<sup>67</sup>.

Cependant, compte tenu des limites propres à l'exercice d'un mémoire de maîtrise, nous centrerons essentiellement sur le concept de classe comme catégorie d'analyse<sup>68</sup>.

Chez Thompson, la conscience est liée à l'expérience de classe. « Class-consciousness is the way in which these experiences are handled in cultural terms: embodied in traditions, value-systems, ideas, and institutional forms »<sup>69</sup>. La conscience se manifeste aussi à travers l'agencéité (*agency*). Elle se définit à travers la lutte de

---

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>67</sup> Bryan D. Palmer, « Historical Materialism and the Writing of Canadian History: A Dialectical View », *op. cit.*, p. 58.

<sup>68</sup> La composition des effectifs du PCC et son influence dans certains milieux immigrants auraient pu être propices à une analyse de l'identité ethno-linguistique et immigrante. Nous avons fait le choix d'y passer outre. Cependant, sans procéder à une analyse de fond du phénomène, cette réalité est mentionnée à quelques reprises dans les chapitres suivants du mémoire.

<sup>69</sup> E.P. Thompson, *op. cit.*, p. 10.

classe, mais aussi par la capacité humaine d'action autodirigée, d'efficacité et de pouvoir, le tout dans une perspective à la fois individuelle et collective<sup>70</sup>. La conscience et l'agencéité permettent donc à la classe ouvrière de passer « d'une classe en soi à une classe pour soi »<sup>71</sup>. Par sa propre expérience et le développement de sa conscience, elle peut ainsi devenir une agente de transformation sociale qui vise son autoémancipation. Dans la tradition thompsonienne, c'est l'agencéité de classe, orientée par la conscience, qui influence l'histoire humaine et rend possible d'envisager un autre type de société<sup>72</sup>. Notre approche s'oppose à une conception substitutionniste héritée de l'orthodoxie marxiste-léniniste où la classe ouvrière est incapable de développer spontanément ou de manière autonome sa conscience<sup>73</sup>.

Un autre problème, quant à l'étude de la classe sociale, provient de la méthode adoptée par certains sociologues. Ces derniers ont essayé de déterminer son existence ou son niveau de développement à travers la méthode des sondages. Cette approche ne

---

<sup>70</sup> Kelvin Knight, « Agency and Ethics, Past and Present », *Historical Materialism*, vol. 19, no. 1 (2011), p. 145-146.

<sup>71</sup> Harvey J. Kaye, *The Education of Desire: Marxists and the Writing of History*, New York, Routledge, 1992, p. 10. Ceci revient au principe énoncé par Marx dans les *Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs*, à savoir que l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière. Karl Marx, *Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864 [en ligne]. <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1864/00/18640000.htm> [consulté le 12 juin 2011]. C'est aussi ce qui anime en partie l'esprit du *Manifeste* selon Kaye. Harvey J. Kaye, *op. cit.*, p. 10.; Karl Marx et Frederick Engels, *Le manifeste du parti communiste*, 1847 [en ligne]. <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000.htm> [consulté le 4 avril 2011].

<sup>72</sup> Bryan D. Palmer, « Reasoning Rebellion: E. P. Thompson, British Marxist Historians, and the Making of Dissident Political Mobilization », *Labour/Le Travail*, vol. 50 (2002), p. 187-216.

<sup>73</sup> Harvey J. Kaye, *op. cit.*, 11-12 p. Kaye fait remarquer que l'interprétation marxiste de la conscience, héritée de Lénine et propagée par les tenants du « socialisme réellement existant », a occulté d'autres visions et interprétations du même concept chez d'autres auteurs marxistes contemporains de Lénine. Il donne notamment comme exemple Antonio Gramsci et Rosa Luxembourg. « The Leninist conception of class formation (in the full sense) was furthered by - at the same time that it provided much of the theoretical legitimation for - Communist Party orthodoxy and Soviet authoritarianism. » Harvey J. Kaye, *op. cit.*, 11-12 p.

rend pas compte de sa complexité. Elle l'analyse dans un cadre fixe et statique. « A sum of the opinions of individual respondents recorded at a given moment in time may appear wholly different from the “consciousness” expressed by those same “respondents” in the midst of collective action and interaction »<sup>74</sup>. Selon Rick Fantasia, cette approche pose problème au niveau méthodologique, mais aussi au plan théorique<sup>75</sup>. Pour reprendre ce concept emprunté à la théorie marxiste, il faut se référer à l'approche de Marx où l'objectivité et la subjectivité du sujet (la classe) ne sont pas séparées l'une de l'autre, mais complémentaires<sup>76</sup>. « The point is that analyses of class consciousness should be based on actions, organizational capabilities, institutional arrangements, and the values that arise within them, rather than on attitudes abstracted from the context of social action »<sup>77</sup>.

C'est pour libérer la notion de conscience de classe de ces *a priori* que Rick Fantasia développe le concept de *cultures of solidarity* (que nous traduisons par cultures de solidarité). Il ne s'agit pas d'une sous-culture, mais plutôt de l'apparition de formes culturelles qui se manifestent à travers des pratiques et des discours qui s'opposent à la culture hégémonique<sup>78</sup>. Ces cultures de solidarité prennent forme de plusieurs façons, à

---

<sup>74</sup> Rick Fantasia, *Cultures of Solidarity: Consciousness, Action, and Contemporary American Workers*, Berkeley, University of California Press, 1988, p. 6.; Rick Fantasia, « From Class Consciousness to Culture, Action and Social Organization », *Annual Review of Sociology*, vol. 21, no. 1 (1995), p. 269-287.

<sup>75</sup> Rick Fantasia, *Cultures of Solidarity: Consciousness, Action, and Contemporary American Workers*, op. cit., p. 8-9.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 9-11.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 17.

des degrés variables et dans une multitude de lieux<sup>79</sup>. Premièrement, elles se constituent dans le cadre de la lutte de classe. Deuxièmement, à travers les activités, les valeurs et les formes organisationnelles que la lutte génère tout au long d'un conflit, il se crée « an alternative cultural formation in many respects distinct from, and in opposition to, the dominant society »<sup>80</sup>. C'est ce phénomène que nous nous proposons de démontrer à travers notre étude du mouvement des sans-emploi à Montréal.

#### 1.4 « Événement-matrice » et hégémonie

Dans son ouvrage *Rebels, Reds, Radicals: Rethinking Canada's Left History*<sup>81</sup>, Ian McKay propose une nouvelle méthode pour aborder l'histoire de la gauche et du mouvement socialiste au Canada<sup>82</sup>. Aux fins de notre étude, nous nous limitons au concept de « matrix-event » (que nous traduisons par événement-matrice)<sup>83</sup>. Cette notion nous permet de lier la confluence d'idées issues du mouvement socialiste au Canada et la mobilisation d'une partie des sans-emploi montréalais entre 1930-1935<sup>84</sup>. Pour Ian McKay la Grande Dépression est un événement-matrice. Dans ce contexte, l'hégémonie libérale n'est plus seulement contestée par les « suspects habituels », c'est-à-dire les

---

<sup>79</sup> Fantasia donne l'exemple d'événements culturels ou de divertissement (piqueniques, concerts, danses, etc.), mais aussi de manifestations, piquets de grève, diffusion de propagande, auto-organisation, confrontation avec la police et le système judiciaire, etc. *Ibid.*, 304 p.

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 217.

<sup>81</sup> Ian McKay, *op. cit.*, 254 p.

<sup>82</sup> La méthode que propose McKay dans son ouvrage est beaucoup plus riche et complexe. Elle vise à produire une histoire décloisonnée du mouvement socialiste au Canada. L'objectif n'est pas d'attribuer les victoires ou les défaites à tel ou tel courant socialiste, mais plutôt à identifier les caractéristiques et les défis qui traversent les moments clés de l'histoire du socialisme au Canada.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 92-122.

<sup>84</sup> Aux fins de notre recherche, nous limitons notre étude au PCC. Cependant, loin de nous l'idée d'affirmer qu'il représente à lui seul le mouvement socialiste canadien ou encore qu'il soit l'unique acteur de gauche à interagir avec la mobilisation des sans-travail.



gauchistes, mais par de larges couches de la population. Un événement-matrice est un moment qui reconfigure profondément l'hégémonie tant au niveau structurel qu'au niveau de la conscience. Ce type d'événement transforme à la fois la perception et la compréhension des rapports sociaux, mais aussi le langage du politique<sup>85</sup>.

These events alter, to some degree, the fundamental economic processes of society—the ways in which surplus value is extracted from labour, the family is reproduced and gender/sex roles determined, the state constituted and reconstituted, the nation imagine—and set in motion social and cultural processes of such magnitude that they cannot be assigned to any one particular person or set of persons. They constitute times that rigorously test the quality of the left analysis and activism that preceded them<sup>86</sup>.

Pour clore ce chapitre, retenons que le Canada, le Québec et, plus spécifiquement Montréal, sont durement frappés par la Crise. La classe ouvrière montréalaise, dans sa diversité et sa complexité, subit les contrecoups de la Dépression. Le PCC, malgré sa marginalité, est la première organisation ouvrière à tenter d'organiser les sans-travail de Montréal et la seule à le faire autour d'un programme de lutte. L'historiographie canadienne, et plus timidement, l'historiographie québécoise démontrent qu'une partie des sans-emploi refusent de subir la Crise et se mobilisent en conséquence. Quant à elle, l'historiographie québécoise est très fragmentaire à ce sujet, tout comme sur la question de l'interaction des sans-travail et du PCC. Pour combler en partie ce vide historiographique, nous proposons d'étudier ce phénomène à partir des concepts de

---

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 95-96.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 96-97.

conscience de classe, de cultures de solidarité et d'événement-matrice. C'est en gardant en tête ces différents aspects qu'il est maintenant possible d'entreprendre cette tâche.

## CHAPITRE II : « BATTEZ-VOUS, NE VOUS LAISSEZ PAS AFFAMER ! »<sup>1</sup>

Ce deuxième chapitre a comme principal objectif de cerner les prémisses de l'intervention du Parti communiste du Canada (PCC) auprès des sans-emploi canadiens. Nous cherchons à comprendre quelle est sa stratégie organisationnelle, quel est le discours qu'il porte et comment il cherche à mobiliser la classe ouvrière et à développer sa combativité. Par la suite, il nous sera possible de voir, dans les chapitres III et IV, de quelles manières se concrétisent ces éléments à Montréal. Comme le souligne l'historien Lorne Brown, pour comprendre le mouvement des sans-travail dans la période 1930-1935, il faut tenir compte du fait que « [the] struggle around unemployment would be fought out on the local level by necessity within a national context »<sup>2</sup>. Bien que certains éléments de discours, certaines formes organisationnelles et certains modes d'action soient constants tout au long de la période 1930-1935, un tournant s'opère à partir de 1932. De 1930 au début de 1932, c'est la *National Unemployed Workers Association* (NUWA) qui est en charge de la mobilisation des sans-emploi. À partir du printemps 1932 et jusqu'en 1935, la tâche est confiée au *National Council of Unemployed Councils* (NCUC).

### 2.1 Discours, mots d'ordre et revendications

Fidèle à l'analyse de la situation mondiale présentée par l'Internationale communiste (IC) lors de son 6<sup>e</sup> congrès en 1928, le PCC se sent bien armé sur le plan

---

<sup>1</sup> Traduction libre d'un sous-titre de la première page du journal *The Worker*. « Nation Wide Hunger Demonstration February 25th! Mobilize All Forces!: Destitute Masses of Town and Country! Fight, Don't Starve! », *The Worker*, vol. 8, no. 427 (7 février 1931), p. 1.

<sup>2</sup> Lorne Brown, « Unemployed Struggles in Saskatchewan and Canada, 1930-1935 », *Prairie Forum*, vol. 31, no. 2 (2006), p. 194.

théorique lorsque la Crise frappe le Canada<sup>3</sup>. En effet, le parti voit la « Troisième période » du capitalisme comme un contexte d'instabilité économique, marqué par le chômage de masse permanent et qui mène inexorablement à la guerre<sup>4</sup>. Selon H. Sula, secrétaire du NCUC en 1933, « [the] most serious danger in the present crisis is seen in the extensive war preparations by the capitalists governments who are looking for war as the way to solve the crisis. We are faced with hunger to-day and war and destruction tomorrow »<sup>5</sup>. Selon le PCC, le chômage est inhérent au capitalisme. L'État, les politiciens et les leaders ouvriers réformistes ne cherchent pas à enrayer le chômage, mais plutôt à se débarrasser des sans-emploi. La guerre, « as a means of temporary disposing of the unemployed [is] effective, but as a solution to unemployment it is worse than useless. There is only one solution to unemployment, and that is the smashing of the system that breeds it »<sup>6</sup>.

Dans ce contexte, la cause des sans-emploi doit être au cœur de l'ensemble des actions du parti et de ses organisations de masse. D'ailleurs, reprenant les grandes lignes adoptées par le 10<sup>e</sup> *Plenum* du Comité exécutif de l'Internationale communiste, le *Worker* affirme : « [not] a single strike, not a single movement of the proletariat must occur without the demands of the unemployed being placed among the chief demands of the workers »<sup>7</sup>. En raison de la crise mondiale du capitalisme, les sans-emploi doivent s'organiser tant aux niveaux local, national, qu'international. « A hungry disposed

<sup>3</sup> John Manley, 'Starve, Be Damned!' Communists and Canada's Urban Unemployed, 1929-1939 », *The Canadian Historical Review*, vol. 79, no. 3 (1998), p. 467.

<sup>4</sup> W.B., « A Solution for Unemployed », *The Worker*, vol. 7, no. 375 (18 janvier 1930), p. 4; H. Sula, « Introduction », *Building a Mass Unemployed Movement*, Toronto, 1933, p. 6.

<sup>5</sup> H. Sula, *op. cit.*, p. 6.

<sup>6</sup> W.B., *op. cit.*

<sup>7</sup> « The International Fight Against Unemployed », *The Worker*, vol. 7, no. 381 (1 mars 1930), p. 3.

worker in Shanghai or Toronto has everything in common that makes for common action »<sup>8</sup>. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, le PCC organise dans les principaux centres canadiens, dont Montréal, une série de manifestations suite aux appels de l'IC pour la tenue de journées internationales des sans-travail.

Contrairement au discours dominant de l'époque, le PCC ne voit pas le chômage comme un phénomène relevant de la responsabilité individuelle du travailleur. Il martèle que la production de la richesse provient du labeur de la classe ouvrière, elle possède donc tous les droits d'en bénéficier. Lors de l'assemblée de fondation de l'Association des sans-emploi de Pointe-Saint-Charles, en mars 1930, un dénommé Lebreaux<sup>9</sup> s'adresse aux chômeurs canadiens-français, en français, en ces termes :

The workers of this country have made Canada one of the most prosperous countries in the world, but the workers are starving while millions of dollars in profits are piling up in the pockets of the idle rich. The workers are producing the wealth of this country but all they get is a bowl of soup. Only by organizing and fighting will they get their demands<sup>10</sup>.

Cet extrait est assez caractéristique du discours livré aux sans-emploi. Non seulement ils sont dans leur légitimité d'exiger et de revendiquer leur droit à la richesse, mais ils doivent aussi s'organiser et se battre, car les autorités publiques n'ont aucunement l'intention de céder à leurs revendications sans y être forcées. D'ailleurs, le NCUC

---

<sup>8</sup> « Can Unemployment Be Remedied While Capitalism Lasts? », *The Worker*, vol. 7, no. 379 (15 février 1930), p. 1 et 4.

<sup>9</sup> Il a été impossible de trouver son prénom. Nous n'avons pas recensé d'autres mentions de ce militant dans les sources.

<sup>10</sup> W. Sydney, « Unemployed of Point St. Charles Organize Into Unemployed Assoc. », *The Worker*, vol. 7, no. 383 (15 mars 1930), p. 2.

rappelle qu'il y a un lien entre la lutte et le niveau de secours auquel peuvent espérer les familles victimes du chômage.

The workers have been forced to fight for every bit of the relief that they receive to-day. For this reason the relief is better in those parts of the country where the workers are organized, have actually struggled for relief, or where the very threat of struggle has compelled the governments to grant some relief. For this reason also, the amount of the relief that is handed out varies greatly all over the country<sup>11</sup>.

Un autre aspect important du discours est l'unité de classe entre ouvriers et ouvrières d'origines ethniques différentes, mais aussi entre travailleurs salariés et travailleurs sans salaire. La question de la diversité ethno-linguistique est particulièrement importante dans le contexte montréalais. Cet enjeu est soulevé dans les pages du *Worker*. Par exemple, lors d'une assemblée publique organisée par le Conseil des sans-emploi de Montréal le 15 octobre 1930, un dénommé Freed<sup>12</sup>, Jeanne Corbin et Harvey Murphy rappellent à la foule, en anglais et en français, l'importance de l'unité entre « Français, Anglais et Polonais », ainsi que la nécessité de lier la lutte des chômeurs et des travailleurs, car ces derniers pourraient eux aussi se retrouver sans travail dans un futur rapproché<sup>13</sup>. L'importance de l'unité d'action est aussi soulignée dans la brochure du NCUC.

For this movement we must secure the support of **all workers**, unemployed or employed. [...] It is clear, and must be made clear to all workers, that their interests, as a class, and consequently also as individual members of the working class, are the same. [...] The lower the living

---

<sup>11</sup> H. Sula, *op. cit.*, p. 8.

<sup>12</sup> Il a été impossible de trouver son prénom dans les sources. Nous n'avons pas recensé d'autres mentions de ce militant dans les sources.

<sup>13</sup> « Militant Demonstration by Montreal Unemployed: Worker's Unity League Leading Struggle of Sixty Thousand Jobless in Metropolis », *The Worker*, vol. 7, no. 412 (25 octobre 1930), p. 1.

standards of the unemployed are, the easier it is to drive down the conditions of the employed workers to the same level. [...] On the other hand the unemployed workers must support and participate in the struggles of employed workers against wage-cuts, speed-up, worse working conditions, and lay-offs<sup>14</sup>.

Bien que la mise sur pied d'un régime d'assurance-chômage à caractère non contributif demeure au cœur des revendications du PCC au cours de la période 1930-1935<sup>15</sup>, son approche et ses mots d'ordre, au niveau revendicatif, évoluent pour s'adapter à la situation. Certains historiens ont souligné ce fait. Marcel Fournier, voit un tournant s'opérer à partir de 1932 avec l'entrée en action de la Solidarité Féminine à Montréal<sup>16</sup>. John Manley, quant à lui, expose les principales raisons de ce tournant qui sont aussi organisationnelles et que nous verrons plus loin dans le chapitre<sup>17</sup>. Jusqu'à la campagne de pétition de 1931 pour exiger un programme d'assurance-chômage, le parti met surtout l'accent sur le slogan « work or full maintenance » pour une somme de 25 \$ par semaine par sans-emploi tant à Montréal qu'ailleurs au pays<sup>18</sup>. Cette revendication ne semble pas convaincre les sans-travail montréalais comme le constate Chalmers.

Many of the unemployed have never earned more than 15 dollars a week. Consequently our demands, 25 dollars for married men, and 18 dollars a week for single men don't sound sincere to them. Many of them think that our party is only exploiting the unemployment situation for political purposes. [...] Therefore we should draw up a list of

---

<sup>14</sup> H. Sula, *op. cit.*, p. 8-9.

<sup>15</sup> Georges Campeau, « Aux origines de l'assurance-chômage canadienne : la revendication d'un régime non contributif », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no. 2 (2001), p. 132-143.

<sup>16</sup> Marcel Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec 1920-1950*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979, p. 66-71.

<sup>17</sup> John Manley, *op. cit.*, p. 468-473.

<sup>18</sup> G. Dubois, « Montreal Jobless Fight for "Work or Wages" », *The Worker*, vol. 7, no. 388 (19 avril 1930), p. 2.

concrete demands and not a host of generalities that the unemployed can't comprehend<sup>19</sup>.

À partir de 1932, le PCC relègue en arrière-plan cette demande pour se concentrer sur les problèmes quotidiens et les revendications immédiates des sans-travail et de leurs familles<sup>20</sup>. À la lecture du programme du NCUC, diffusé en 1933 et qui est en fait un guide pratique pour l'organisation du mouvement des sans-travail<sup>21</sup>, à l'exception du premier point qui concerne l'assurance-chômage non contributive, nous constatons que les neuf autres éléments de la plate-forme sont assez larges pour s'adapter aux réalités locales et aux demandes formulées par les conseils de sans-emploi. Ces lignes directrices touchent les différents aspects de la réalité des sans-travail et de leurs familles (secours, logement, transport, services médicaux, travaux forcés, gestion de l'administration des secours, la discrimination contre les militants, le droit à des espaces de rassemblement, la déportation des sans-emploi d'origine étrangère, etc.)<sup>22</sup>.

## 2.2 « Building a Mass Unemployed Movement »

De 1930 à 1935, le PCC consacre beaucoup d'énergie à la construction d'un mouvement pancanadien des sans-emploi. Sa stratégie organisationnelle sera cependant

<sup>19</sup> D. Chalmers, « On Some Shortcomings in Unemployed Organizing », *The Worker*, vol. 7, no. 419 (6 décembre 1930), p. 3.

<sup>20</sup> *Ibid.* ; Marcel Fournier, *op. cit.*, p. 66-71. Ces revendications semblent d'ailleurs plus flexibles et s'adapter aux réalités locales. Par exemple, à Montréal la question du logement devient centrale en 1932-1933. Il y a aussi par exemple une plate-forme spécifique pour les jeunes chômeurs célibataires qui se retrouvent à travailler dans les camps de travail. À ce sujet, voir Marcel Fournier, *op. cit.*, p. 61-62.

<sup>21</sup> Ce document semble circuler largement et *The Worker* en fait la promotion dès sa publication. La publicité se lit ainsi : « Send Prepaid Order Now! "Building an Unemployed Mass Movement" "Committees and Councils Organization and Methods of Work" ». *The Worker*, vol. 12, no. 541 (22 avril 1933), p. 2.

<sup>22</sup> National Committee of Unemployed Councils, *Building a Mass Unemployed Movement*, Toronto, 1933, p. 2. Pour plus de détails sur la plate-forme du NCUC, voir l'annexe A.



appelée à évoluer. Elle prend diverses formes et utilise de nombreux véhicules. Par contre et à ce jour, comme l'affirme John Manley, les historiens ont démontré peu d'intérêts quant à la contribution du parti à la lutte des sans-travail urbains au Canada dans les années 1930<sup>23</sup>. Il est donc difficile de dessiner un portrait global et précis de son activité à cet égard en s'appuyant sur l'historiographie. Par contre, en ayant recours à quelques études, jumelées à nos sources, nous sommes en mesure d'en esquisser les grandes lignes. Comme nous l'avons observé dans la première partie du chapitre, l'objectif du parti est de mettre au cœur de ses interventions la question des sans-emploi. Il cherche à fédérer les groupes locaux de sans-emploi à l'échelle canadienne.

With unemployment a chronic and structural phenomenon of capitalism, with an unemployed army made up of not only "seasonal" migratory workers but to a marked degree of steady skilled workers - we must ONCE AND FINALLY deal with the problem of building a permanent Unemployed Movement from coast to coast<sup>24</sup>.

À Montréal, le PCC tient une première assemblée à ce sujet le 4 janvier 1930 dans les locaux de l'Union industrielle des travailleurs de l'aiguille. C'est lors de cette réunion qu'est fondée l'Association des sans-emploi de Montréal qui sera par la suite renommée le Conseil des Sans-Emploi de Montréal (CSEM). Un compte rendu de l'événement est publié dans l'édition du *Worker* du 18 janvier 1930<sup>25</sup>. Tout au long de 1930 et 1931, c'est la Ligue d'unité ouvrière (LUO) qui coordonne l'action du parti auprès des sans-emploi à Montréal, comme en témoigne une conférence qui réunit quelques dizaines de délégués de différentes organisations en octobre 1930.

---

<sup>23</sup> John Manley, *op. cit.*, p. 466.

<sup>24</sup> « Unemployed Organization Key Task Unity League: W.U.L. Calls Upon Provinces to Rally Unemployed for a National Association », *The Worker*, vol. 7, no. 392 (31 mai 1930), p. 3.

<sup>25</sup> C.A.M., « Jobless of Montreal Organize Under Lead of Communist Party », *The Worker*, vol. 7, no. 375, 18 janvier 1930, p. 1 et 3.

The convention opened Sunday morning, Oct. 19, with 44 delegates representing local unions of the A.F. of L. [American Federation of Labour], minority groups, unemployed and delegates from the revolutionary unions, the Industrial Union of Needle Trades Workers and the Lumber Workers Union<sup>26</sup>.

Au cours de sa première année d'activité, la NUWA cherche surtout à recruter des militants chez les jeunes chômeurs célibataires et itinérants. Ceci est démontré par l'expérience des actions menées à Vancouver et sur la côte ouest, où ils sont jugés plus aptes à l'action radicale et aux combats de rue contre les forces de l'ordre<sup>27</sup>. En février 1930, le PCC appelle même à la constitution de groupes de défense ouvriers pour faire face à la répression policière à l'occasion des rassemblements et des manifestations<sup>28</sup>. Cette prédisposition à la confrontation ouverte se manifeste aussi à Montréal lors de certaines assemblées. Par exemple, lors d'une réunion au Temple du travail à l'automne 1930, Weiss<sup>29</sup> s'adresse à la foule, en français et en anglais, et recommande aux sans-emploi de se munir d'une lourde canne pour la manifestation du 7 novembre<sup>30</sup>. À Montréal, des tentatives de recrutement auprès des jeunes célibataires ont aussi cours, comme le constate un correspondant du *Worker* lors de l'intervention de militants au refuge de l'école Dufferin le 13 décembre 1930. Elle se solde par quelques altercations physiques avec les responsables du lieu et la police, mais sans grand succès<sup>31</sup>. Un autre article du journal confirme la difficulté de l'organisation à s'implanter dans ces

<sup>26</sup> « Worker's Unity League Conference at Montreal: Forty-Four Delegates Plan Wide Campaign to Organize Unorganised and Unemployed Workers », *The Worker*, vol. 7, no. 412 (25 octobre 1930), p. 1.

<sup>27</sup> John Manley, *op. cit.*, p. 467-468.

<sup>28</sup> « Unemployment Relief at the Cost of the Capitalist Government: Build Workers' Defense Corps Against Fascist Police! », *The Worker*, vol. 7, no. 382 (8 mars 1930), p. 1.

<sup>29</sup> Il a été impossible de trouver son prénom dans les sources, bien que son nom revienne à quelques reprises.

<sup>30</sup> « Unemployed of Montreal Rally to Com. Party: Preparing for Mass Demonstration », *The Worker*, vol. 7, no. 415 (8 novembre 1930), p. 1.

<sup>31</sup> « Workers Demonstrate in Rotten Mulligan Joint: Police Called to Suppress Protest of Workers at Rotten Slop and Treatment », *The Worker*, vol. 7, no. 420 (20 décembre 1930), p. 3.

institutions<sup>32</sup>. Cette approche, jumelée à la revendication du 25 \$ par semaine ou le maintien à l'emploi, est jugée contre-productive du point de vue organisationnel par les responsables montréalais qui peinent à rejoindre et à organiser les sans-travail, surtout ceux qui ont des responsabilités familiales. Un débat s'ensuit entre les cadres de Montréal et de Vancouver en 1930 et 1931. Ces derniers accusent leurs camarades d'être à la queue du mouvement plutôt qu'à son avant-garde. Une directive de l'IC finit par donner raison à la position modérée et la direction du PCC à Toronto tranche alors en faveur du point de vue du groupe montréalais<sup>33</sup>.

C'est dans ce contexte et celui de répression presque systématique en Ontario et au Québec que le PCC dissocie la NUWA de la LUO et la renomme le *National Council of Unemployed Councils* (NCUC) en mars 1932. Elle jouira d'une certaine indépendance organisationnelle comparativement à son ancêtre. L'adoption de la tactique de front uni à la base permet aux militants communistes de sortir de leur période de sectarisme. Cette nouvelle approche permet aussi de former des alliances locales avec d'autres groupes qui ne sont pas dans la sphère d'influence du PCC. On convainc alors les sans-emploi qu'ils n'ont pas besoin d'être communistes pour rejoindre les conseils de rue et de quartier. Au Canada anglais, ce tournant permet de rejoindre davantage les travailleurs d'origine anglo-celtes<sup>34</sup>. Comme nous le verrons dans le chapitre 4, ce phénomène est aussi observable chez les travailleurs canadien-français. L'objectif est donc maintenant de créer une organisation flexible et se déclinant à

---

<sup>32</sup> D. Chalmers, *op. cit.*

<sup>33</sup> John Manley, *op. cit.*, p. 468.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 473.

plusieurs niveaux. L'idée maîtresse n'est plus de créer une structure regroupant un maximum d'adhérents, mais de déployer un front uni d'action des travailleurs à la base, au-delà des sympathies politiques ou de l'appartenance formelle à une organisation<sup>35</sup>.

The individual membership organization does not fully meet needs, because these organizations always tend to limit their scope to those who pay dues or profess certain economic or political beliefs. This movement needs the support of all the workers, **employed and unemployed**, whether they are conservatives, liberals, socialists or communists, or profess no political affiliations. It must include all the workers, men, women, youth and children, into a United Front of all working class forces, irrespective of religion, nationality, sex, race or political beliefs<sup>36</sup>.

Le noyau de cette structure organisationnelle est le *Block Committee* (que nous traduisons par « comité de rue »). Le comité de rue « strive to embrace all the workers within a given block or similar area, who agree with each other to take joint action on the needs of any or all the unemployed in their area [...] » peu importe qu'ils soient membres ou non de celui-ci<sup>37</sup>. Ce dernier élit ses responsables et nomme les délégués pour le représenter au niveau du quartier.

Block and Neighborhood meetings should be held regularly and should at all times be open to all workers in the area, with full right to take part in all discussions, in the making of all decisions and voicing their grievances. Mass meetings and conferences, where the workers work out the demands, policies, and tactics, should be a common feature of the work of the unemployed councils. [...] Permanent affiliation is not so important as unity in struggle, which is developed from stage to stage<sup>38</sup>.

La principale tâche des comités est de recueillir les griefs des sans-emploi et d'agir pour remédier à la situation. « The committee will have to go out and discover grievances, by

<sup>35</sup> National Committee of Unemployed Councils, *op. cit.*, 32 p.

<sup>36</sup> H. Sula, *op. cit.*, p. 10.

<sup>37</sup> National Committee of Unemployed Councils, *op. cit.*, p. 13.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p.17.

constantly looking for them ». L'enjeu pour cette structure de base n'est pas tant de posséder un nombre important d'adhérents, mais plutôt sa capacité à réagir rapidement et à mobiliser le quartier derrière les griefs des sans-travail et de leurs familles<sup>39</sup>. À travers leurs actions, les comités de rue et de quartier doivent aussi développer le travail collectif ainsi que le leadership des sans-emploi, tout en travaillant vers l'unité d'action entre travailleurs et chômeurs. Finalement, ils doivent servir comme lieu d'éducation populaire, ainsi qu'organiser la vie sociale de la communauté<sup>40</sup>.

Les différents délégués des comités de quartier forment par la suite un conseil sur le territoire de la municipalité ou de la ville où sont aussi conviés des représentants « from unemployed associations, from flop-house, soup-kitchen, hostel and relief job committees, from various working class mass organizations, such as trade unions, or trade union unemployed committees or groups, etc., which function in its area [...] »<sup>41</sup>. Par la suite, ces structures sont appelées à se fédérer tant aux niveaux provincial que pancanadien. Bien que ce ne soit pas le but de notre recherche, il est difficile, à partir de nos sources, d'identifier précisément comment cette dynamique organisationnelle se matérialise à Montréal. Comme l'affirme Marcel Fournier, et le laisse sous-entendre Andrée Lévesque, les organisations, associations et comités où sont présents les militants communistes, ou qui émanent directement d'eux, sont multiples au cours de la période<sup>42</sup>. Ils deviennent parfois difficiles à identifier et à suivre dans le temps.

---

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 24-28.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>42</sup> Marcel Fournier, *op. cit.*, p. 64-66 ; Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit, les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal, Boréal express, 1984, p. 41-69.

Cependant, dans le chapitre IV, nous verrons comment cette nouvelle structure participe à dynamiser le mouvement à Montréal. Bien que la brochure du NCUC souligne l'importance de la forme d'organisation qu'il préconise et le type de travail à effectuer auprès des sans-travail, elle rappelle que l'objectif premier est la lutte.

Some workers may feel shy or alarmed at the persistent emphasis on "struggle". Yet, our experience has proved beyond all shadow of doubt that mass pressure, action and struggle alone have achieved results. Where improvements and concessions have been granted they were achieved solely because the unemployed were mobilised to bring pressure on the relief officials and authorities<sup>43</sup>.

Par la suite, ils se trouvent énumérées les différentes formes d'actions préconisées et utilisées par le mouvement<sup>44</sup>. Comme nous le verrons dans les chapitres III et IV, plusieurs de ces moyens sont utilisés à Montréal.

### 2.3 Au-delà du terrain politique

Nous n'avons pas l'espace nécessaire pour traiter de manière exhaustive de l'intervention du PCC et de ses organisations affiliées hors du terrain politique. Nous jugeons tout de même important de l'aborder, car il constitue un aspect non-négligeable du mouvement communiste de la période. De plus, comme nous le verrons brièvement dans le chapitre IV, les autorités montréalaises redoutent les moments de temps libre dans les refuges et l'utilisation des lieux publics comme espaces récréatifs pour les sans-emploi. Elles craignent que ces occasions et ces lieux servent à la politisation et à l'organisation du mouvement. Pour poursuivre la forme du présent chapitre, nous

---

<sup>43</sup> National Committee of Unemployed Councils, *op. cit.*, p. 30.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 30-31. Pour une liste exhaustive des moyens d'action suggérés par le NCUC, voir l'annexe B.

débuterons donc cette section par des considérations générales et applicables à l'échelle canadienne. Nous terminerons par quelques exemples montréalais, ce qui nous permettra ainsi d'introduire la suite des événements qui se déroulent dans la métropole et qui seront analysés dans les chapitres suivants.

Au-delà de la lutte politique, une des tâches du mouvement des sans-travail préconisée par le NCUC est l'éducation et l'organisation des activités sociales de la classe ouvrière.

The unemployed movement should likewise organize the social and recreational activities of workers in the neighborhoods. Social activities are a powerful factor in developing solidarity of the workers [...] The forms of social activities are numerous [...] Dances, house parties, picnics, outings, etc., are common forms in addition to which it is advisable to organize bands, orchestras, choirs, dramatic groups, sports activities, etc. Social and recreational activities are a medium through which the aims of the unemployed movement can reach new sections of the workers and create possibilities to draw in new forces into our work and our educational activities<sup>45</sup>.

La mise en place de telles formes d'encadrement est commune à l'ensemble des différentes organisations affiliées au PCC. D'ailleurs, Manley souligne qu'un aspect à ne pas négliger de l'intervention de l'organisation auprès des sans-emploi est la vie sociale qu'elle engendre. Par exemple les joutes sportives, les danses, les banquets et les pique-niques sont des activités qui ont pour effet d'attirer en grand nombre les sans-travail et leurs familles. Pour ces derniers, échapper à la dure réalité de la période joue un rôle

---

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 27.

important<sup>46</sup>. Le sport est un de ces aspects de l'intervention culturelle du PCC. Ceci est confirmé par le compte rendu d'un agent de police présent à une réunion de la cellule numéro deux du district de Montréal tenue le 25 novembre 1935. Un militant procède à un résumé de la dernière réunion du *Plenum* de la Jeunesse communiste tenue à Toronto :

The most important decision at (sic), at the Plenum, was to the effect that in (sic) future the league will largely work through mass organizations and clubs. It will be the special task of the members of the league to join various clubs and sports associations for the purpose of "boring from within"<sup>47</sup>.

Les militants communistes ne se limitent pas à infiltrer les associations sportives. Le parti met aussi sur pied ses propres ligues et activités. Par exemple, le 24 et 25 mai 1931 la *Workers' Sport Association* (WSA), affiliée au PCC, organise une journée pancanadienne de compétitions sportives nommée le « Spartakiade Day ». Elle se déroule simultanément à Montréal, Toronto, Sudbury et Port Arthur. Sont aussi prévues des joutes entre des organisations sportives ouvrières canadiennes et américaines.

National Spartakiade Day must be a day of the mass mobilization of adult and young workers around issue of Workers' Sport versus Bosses' Sport. All sport clubs, trade Unions, etc., must be approached and their members rallied for these meets. National Spartakiade Day must be a day for mass demonstration of young workers for Workers Sport Unity<sup>48</sup>.

---

<sup>46</sup> John Manley, *op. cit.*, p. 466-491.

<sup>47</sup> « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 784 (4 décembre 1935), dans Gregory S. Kealey et Red Whitaker éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, p. 620.

<sup>48</sup> « Prepare National Spartakiade Day », *The Worker*, vol. 8, no. 436 (11 avril 1931), p. 3.



En quoi ces pratiques culturelles nous intéressent-elles dans le cadre de cette recherche ? Contrairement à John Manley, nous croyons qu'il faut analyser ce phénomène plus en profondeur et ne pas le voir strictement comme un exutoire pour les sans-emploi et leurs familles. Bien que les initiatives présentées ne soient pas développées de façon autonome par la classe ouvrière mais se développent plutôt dans des lieux d'encadrement mis en place par le PCC, de telles manifestations participent néanmoins à la construction de cultures de solidarité et influent sur le développement de la conscience de classe. Elles se construisent et se développent en dehors du cadre des institutions de loisir et de divertissement offertes par les patrons, l'État, les institutions religieuses, etc. Ces manifestations culturelles se produisent sur un terrain qui se situe, du moins partiellement, en opposition à la classe dominante. Elles visent et attirent un public plus large que les seuls membres et sympathisants de l'organisation. Ces lieux de regroupement et de rencontre participent ainsi à certaines formes de socialisation à travers des pratiques culturelles qui tendent à échapper partiellement à la culture dominante et sont ainsi complémentaires à la lutte politique. Selon Harry Cleaver, un des éléments importants à retenir du *Capital* de Marx est la dynamique totalisante du capitalisme qui impose sans fin le travail à toutes les sphères de l'activité humaine<sup>49</sup>. Du travail découle l'aliénation. L'aliénation par le travail et l'aliénation des fruits du travail peuvent s'étendre à d'autres sphères sociales qui ne sont pas nécessairement reliées au travail salarié. L'aliénation s'applique aussi à d'autres activités humaines touchant à la reproduction de la force de travail.

---

<sup>49</sup> Harry Cleaver, *Forword: Sports ?*, dans Ben Carrington et Ian McDonald, dir. *Marxism, Cultural Studies and Sport*, New York, Routledge, 2009, p. xxvi-xxvii .

Education is reshaped as schoolwork, preparing and sharing food or taking care of children is reshaped as housework. Athletic activity is reorganised as sport- some waged, some unwaged. Each cluster of activity become work and each kind of work involves alienation<sup>50</sup>.

Cleaver souligne qu'un des slogans des ouvriers luttant pour la journée de huit heures au 19<sup>e</sup> siècle était « Eight hours of work, eight hours of sleep and eight hours for *what we will* »<sup>51</sup>. À mesure que la classe ouvrière obtient la réduction du nombre d'heures de travail par jour et la réduction des jours travaillés par semaine, la bourgeoisie intervient de plus en plus pour empêcher que le temps libre serve à organiser la lutte, tendant plutôt à orienter l'ensemble des activités hors des lieux de travail en fonction de ses intérêts. À chaque fois que la classe ouvrière réussit à organiser des activités sociales à l'extérieur des cadres imposés et aménagés par le capitalisme, elle fait preuve de résistance et se libère ainsi en partie de l'aliénation<sup>52</sup>.

Une de ces pratiques culturelles qui a attiré notre attention est le recours aux chants lors des rassemblements et des manifestations. En fait, c'est lors de la lecture d'un extrait de rapport de police où l'agent spécifie que les manifestants s'abstiennent de chanter des chants révolutionnaires, que nous nous sommes intéressés à cette question<sup>53</sup>.

---

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. xxvii.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. xxx.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. xxix-xxxi. Pour illustrer son propos, Cleaver donne l'exemple des *sit-downs* utilisés durant la Grande Dépression dans l'industrie du caoutchouc à Akron aux États-Unis. Selon un commentateur de l'époque, ce moyen de lutte tire son origine d'une partie de baseball entre les ouvriers de deux usines. Ces derniers s'assoient sur le terrain et refusent de jouer pour protester contre la présence d'un arbitre non syndiqué. « The method was soon carried by the workers into their factories. Clearly not only was playing baseball helping those workers survive their obnoxious, unregulated conditions of work but it sparked an idea of struggle that swept through and beyond the US labour movement to become a worldwide tactic on all kinds of terrain ». , *Ibid.* p. xxxii.

<sup>53</sup> Voici l'extrait en question : « Approximately 100 people attended a farewell demonstration at Moreau Station, Montreal, Que., on 6th September, when the five arrested in Montreal last May on charges of

Par la suite, nous avons remarqué dans les pages du *Worker* et dans celles des bulletins de sécurité de la GRC de nombreuses références aux chants<sup>54</sup>. Ils sont parfois spontanés ou, à d'autres occasions, ils sont interprétés par une chorale. Il nous apparaît donc pertinent de questionner la signification de telles pratiques culturelles. Des universitaires tels Serge Denisoff, Vincent J. Roscigno et William F. Danaher se sont penchés sur ce sujet<sup>55</sup>. Denisoff définit la fonction du chant militant en six points :

- 1- the song solicits and arouses outside support or sympathy for a social movement or attitudinal orientation;
- 2- the song reinforces the value system of individuals who are a priori supporters of a social movement or ideology;
- 3- the song creates cohesion and solidarity in organization or movement supporting the singer's or composer's ideological position;
- 4- the song attempts to recruit individuals to join a specific social movement;
- 5- the song invokes solutions to real or imagined social phenomena in terms of action to achieve a desired goal; and
- 6- the song directs attention to some problem, situation or discontent, generally in emotion laden terminology<sup>56</sup>.

Pour Roscigno et Danaher une telle pratique au sein des luttes ouvrières participe au développement de la conscience de classe. Se référant au concept de cultures de

---

“sedition” left for Amos to stand trial. A large number of Constables were on duty but there was no singing of revolutionary songs ». « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 773 (18 septembre 1935), dans Gregory S. Kealey et Red Whitaker éd. *op. cit.*, p. 496.

<sup>54</sup> Par exemple, au cours de l'année 1934, *The Worker* publie une section intitulée « Sing as You Fight » où sont reproduits les différents classiques des chants révolutionnaires ou du mouvement ouvrier. On y retrouve aussi des adaptations de chansons sur des airs connus à l'occasion de certaines campagnes politiques ou manifestations.

<sup>55</sup> Serge Denisoff, « Protest Movements: Class Consciousness and the Propaganda Song », *Sociological Quarterly*, vol. 9, no. 2 (1968), p. 228-247; Vincent J. Roscigno et William F. Danaher, « Media and Mobilization: The Case of Radio and Southern Textile Worker Insurgency, 1929 to 1934 », *American Sociological Review*, vol. 68 (2001), p. 21-48.

<sup>56</sup> Serge Denisoff, *op. cit.*, p. 229-230.

solidarité, ils affirment que la musique et le chant permettent une appropriation collective de la lutte et des revendications, ainsi que la création de solidarités.

Nous constatons qu'entre 1930 et 1935, la classe ouvrière montréalaise est aussi conviée à participer à différentes activités culturelles et sociales initiées par le parti et ses différentes organisations. Par exemple, à l'occasion de la journée internationale des femmes en mars 1930, un encadré du journal annonce un discours de Beckie Buay suivi d'un concert et d'activités spéciales<sup>57</sup>. En janvier 1932, un article du *Worker* invite les travailleurs à assister à un concert au Flamingo Hall. La prestation est donnée par un orchestre ouvrier nouvellement formé. On souligne, « [it] is to be hoped that a large number of workers will take advantage of this opportunity to hear some fine music [...]. At the same time, a large assistance will also encourage these worker-players in their important work »<sup>58</sup>. Le parti offre aussi d'autres types d'activités. Par exemple, il met à la disposition des familles ouvrières un camp de vacances à l'extérieur de Montréal. La publicité se lit ainsi « ATTENTION MONTREAL ! Camp Nitgedieget. The only proletarian camp around Montreal opens June 17. New Improvements. Physical and cultural activities. Rates \$11 and \$13 per week. »<sup>59</sup>. Ces activités et événements ne servent pas exclusivement de lieu pour propager le discours de l'organisation mais ils servent aussi de lieux de socialisation et de solidarité. Ils servent aussi à financer la défense légale des sans-emploi, comme un bazar organisé par la Ligue canadienne de

---

<sup>57</sup> *The Worker*, vol. 7, no. 381 (1 mars 1930), p. 4.

<sup>58</sup> « Form Workers' Orchestra », *The Worker*, vol. 10, no. 476 (23 janvier 1932), p. 4.

<sup>59</sup> *The Worker*, vol. 11, no. 493 (21 mai 1932), p. 2.

défense ouvrière (LCDO) les 5, 6 et 7 mai 1932 où la danse est au rendez-vous les trois soirs de l'événement<sup>60</sup>.

Au niveau sportif, la WSA anime par exemple une ligue de soccer ouvrière à Montréal où les membres du PCC sont regroupés au sein de trois équipes (une de la section finlandaise, une de la section hongroise et une dite internationale). Des efforts semblent aussi dirigés vers la création d'une ligue féminine. On retrouve dans cette ligue des noms d'équipes telles que : *Workers*, *Workers Spartak*, *W.S.A. Juveniles*, mais aussi *Rosemount*, *Wolfs* et *Bluebonnets*<sup>61</sup>. Une partie amicale entre les équipes d'étoiles des ligues montréalaise et torontoise du WSA est même organisée le 13 septembre 1931 dans la métropole<sup>62</sup>. La ligue de soccer est toujours active en 1934, alors que le *Worker* annonce dans les activités à venir : « All organizations and workers are requested to keep Sunday, April 22nd open for the Grand Banquet, to open the football season » au Sylva Hall, situé au 3956 boulevard St-Laurent. Discours, rafraîchissements et animation sont alors au menu de la soirée et le prix d'entrée est fixé à 25 sous<sup>63</sup>.

Chez les francophones, c'est plutôt la balle-molle qui semble avoir la cote. Dans ses mémoires, le militant communiste Henri Gagnon relate comment il entre en contact

<sup>60</sup> « Montreal CLLD Plans Defense BAZAAR », *The Worker*, vol. 11, no. 488 (16 avril 1932), p. 3.

<sup>61</sup> S.S., « Montreal Workers Sports Developing Its Activities », *The Worker*, vol. 11, no. 495 (4 juin 1932), p. 3.

<sup>62</sup> « Soccer Rally in Montreal », *The Worker*, vol. 8, no. 457 (12 septembre 1931), p. 4.

<sup>63</sup> « Coming Events », *The Worker*, vol. 12, no. 592 (14 avril 1934), p. 2.

avec le parti et le mouvement des chômeurs au milieu de la décennie 1930. C'est en participant à une ligue de balle-molle pour sans-emploi qu'il amorce sa politisation.

Après avoir complété mes années d'apprentissage, je devins électricien durant les années de crise. J'avais une licence C, mais pas de travail. Comme j'avais beaucoup de temps libre, je devins un assidu du parc Lafontaine. Avec d'autres chômeurs, j'ai contribué à former un club de balle molle et, par la suite, une ligue composée de six équipes. La particularité de cette ligue était d'être entièrement composée de chômeurs. Dans le groupe, il y avait un conférencier de l'Association humanitaire de la salle Montcalm, des frères Godin. Il nous invitait à joindre son organisation, pour y compléter des discussions souvent commencées, mais jamais finies. [...] C'est au cours de ces années que je connus Jos Duchêne. Mais ce n'est que plusieurs années après, que j'appris que Duchêne était un membre du Parti communiste, des plus militants. Il devint l'un de mes meilleurs camarades. À ma connaissance, il était un militant sur lequel le parti pouvait compter en tout temps<sup>64</sup>.

Un autre témoignage d'un militant de la Jeunesse communiste confirme le rôle et l'importance des activités sportives.

On avait un centre sur la rue Sainte-Catherine. On montrait la lutte, la boxe, le ping-pong. On jouait aux cartes, on était connus dans le quartier. C'était surtout des jeunes en chômage qui venaient. [...] On a même créé un club de balle-molle et on lui a donné le nom de *Clarté*, comme le journal. On distribuait le journal pendant les parties et des gens qui supportaient le club de la Fédération criaient : « Allez-y les communistes »<sup>65</sup>.

---

<sup>64</sup> Henri Gagnon, *Les militants socialistes du Québec : d'une époque à l'autre*, St-Lambert, Héritage, 1985, p. 51.

<sup>65</sup> Marcel Fournier, « À la défense des intérêts immédiats : les années trente », dans Robert Comeau et Bernard Dionne, dir. *Le Droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, VLB, 1989, p. 74.

Quant aux chants, leurs mentions reviennent assez régulièrement lors de différents événements. Par exemple, lors d'un grand rassemblement au Stade De Lorimier le 28 décembre 1935, l'agent de la GRC explique que « Fred Rose then introduced Tim Buck. Tremendous applause followed by the singing of "The International" greeted the introduction »<sup>66</sup>. Autre exemple, la LCDO organise une soirée commémorative en mars 1935 pour les martyrs de la Commune de Paris. La foule est estimée à 1000 individus par la police. L'agent décrit la scène ainsi : « [the] meeting opened with the singing of French revolutionary songs rendered by a group of young men on the stage »<sup>67</sup>. De telles références reviennent aussi dans les pages de l'hebdomadaire du parti. De plus, alors que se prépare une série de marches de la faim en 1932 devant les assemblées législatives provinciales et la Chambre des Communes à Ottawa, le *Worker* publie des chansons thématiques, sur des airs connus de l'époque, que l'on encourage à chanter lors des manifestations<sup>68</sup>.

Pour conclure ce chapitre, il est important de retenir que de 1930 à 1935 le PCC, à travers de multiples organisations, porte un discours et des revendications où le chômage et les droits des sans-emploi occupent une place centrale. Ses militantes et ses militants, bien que déterminés, doivent surmonter de nombreux obstacles et adapter leurs stratégies et leurs discours en conséquence. Le but premier est de créer une structure organisationnelle pancanadienne de lutte afin de porter et de défendre le plus

<sup>66</sup> « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 739 (9 janvier 1935), dans Gregory S. Kealey et Red Whitaker éd. *op. cit.*, p. 24.

<sup>67</sup> « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 750 (27 mars 1935), dans Gregory S. Kealey et Red Whitaker éd. *op. cit.*, p. 197.

<sup>68</sup> A. Nesbitt, « The Crusade for Work », *The Worker*, vol. 10, no. 478 (6 février 1932), p. 4; M.G., « Hunger March Song », *The Worker*, vol. 10, no. 480 (20 février 1932), p. 4.

efficacement possible les intérêts des sans-travail. Suite à des tentatives infructueuses en Ontario et au Québec, l'organisation adapte son véhicule pour se porter à la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière par l'entremise de comités de rue et de comités de quartier, ainsi qu'à travers des nombreuses structures qu'elle a créées et auxquelles elle participe. De plus, le parti élargit son champ d'activité afin de rejoindre les travailleurs et les travailleuses sur un terrain qui n'est pas strictement politique. Ainsi, le PCC, contribue, en partie, à la création d'espaces de solidarité qui se manifestent par des pratiques culturelles tel que le sport, le chant et les activités sociales. Ces pratiques servent au développement de la conscience de classe. Les deux chapitres suivants permettront d'étudier plus concrètement comment ce mouvement se développe à Montréal.



## CHAPITRE III : LA PÉRIODE NUWA À MONTRÉAL ET LES DÉBUTS DIFFICILES DU MOUVEMENT (1930-1932)

Ce troisième chapitre vise à expliquer les causes des débuts difficiles du mouvement des sans-emploi à Montréal entre 1930 et 1932. Sur le terrain, les campagnes et les revendications du Parti communiste du Canada (PCC) et de la *National Unemployed Workers Association* (NUWA) semblent avoir de la misère à rejoindre les sans-travail montréalais. Ces derniers sont quelque peu apathiques face à la mobilisation, sauf à quelques occasions (certaines manifestations remportent un certain succès, mais la constitution d'une structure de lutte est beaucoup plus difficile). Malgré tout, une certaine agitation règne sur le terrain et les autorités craignent l'éruption éventuelle de la classe ouvrière montréalaise, comme en témoigne la répression des manifestations, les arrestations et les procès. Le chapitre se divise en quatre parties. La première introduit la dure réalité quotidienne des sans-emploi. La seconde aborde les défis de la construction d'un mouvement dans le contexte d'une classe ouvrière hétérogène et divisée. La troisième porte sur les difficultés organisationnelles du mouvement. La dernière s'intéresse à l'anticommunisme et à la répression.

### 3.1 Une dure réalité

En 1930 et 1931, les pages du *Worker* regorgent de faits divers dépeignant la misère et les drames humains engendrés par la Crise. Par exemple, un chômeur dénommé Bélisle est surpris en octobre 1930 alors qu'il cambriole une épicerie afin de nourrir sa famille. Pris en flagrant délit, il abat un policier. Bélisle est pendu le 19

décembre 1930<sup>1</sup>. Autre exemple, durant l'été 1931, environ 70 ou 80 chômeuses dorment sur le Mont-Royal, faute d'être en mesure de se payer un logement<sup>2</sup>. Le journal estime d'ailleurs qu'à l'automne 1931, environ 300 sans-emploi, qui sont aussi sans-abris, vivent dans des abris de fortune au cœur de la décharge municipale<sup>3</sup>. La situation n'est pas nécessairement plus rose pour ceux qui ont accès aux secours. *The Worker* rapporte la mort d'un chômeur le 10 mars 1931 au refuge Dufferin. Ce dernier, gravement malade, se voit refuser l'admission à l'hôpital. Selon le journal, il y aurait eu de six à dix morts au cours de l'hiver 1931 dans les refuges Dufferin et Meurling. L'auteur estime que ces morts sont le résultat des mauvaises conditions d'hygiène et d'une alimentation abjecte<sup>4</sup>. Les responsables des secours sont aussi perçus comme arrogants et sont soupçonnés de favoritisme. Cette façon de faire pousse certains sans-emploi à la colère et à des gestes de violence spontanés. Par exemple, un travailleur s'en prend physiquement au directeur du Bureau protestant de l'emploi en mars 1931. Il écope de 12 mois de prison<sup>5</sup>. Le matin du 7 janvier 1931, des sans-emploi qui patientent en file, en espérant être embauchés par la municipalité pour déneiger les rues de Verdun, expriment leur colère et en viennent à la bousculade avec les policiers<sup>6</sup>. Bien entendu, le PCC se sert de ces faits divers pour illustrer les conditions misérables de la classe ouvrière montréalaise. Par ces exemples, l'organisation cherche à démontrer la nécessité de l'organisation et de la lutte. Au-delà des objectifs de propagande, de tels événements

<sup>1</sup> « Hunger is Cause of Murder », *The Worker*, vol. 7, no. 411 (18 octobre 1930), p. 3; « Jobless Worker to be Hung », *The Worker*, vol. 7, no. 413 (1 novembre 1930), p. 3.

<sup>2</sup> T.A., « Girls Forced to Sleep Out », *The Worker*, vol. 8, no. 450 (18 juillet 1931), p. 3.

<sup>3</sup> J.C., « 300 Living on Montreal Dump », *The Worker*, vol. 8, no. 458 (19 septembre 1931), p. 3.

<sup>4</sup> Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, l'hygiène et la piètre nourriture font l'objet de plaintes récurrentes de la part des chômeurs qui fréquentent les refuges. T et A.M., « Workers Die in "Refuge" Joint », *The Worker*, vol. 8, no. 433 (21 mars 1931), p. 3.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> « Unemployed Revolt Against Police Bulls », *The Worker*, vol. 8, no. 424 (17 janvier 1931), p. 3.

démontrent l'insuffisance des mesures publiques pour contrer les effets de la Dépression. De plus, ces cas laissent entendre que de nombreux sans-travail préfèrent recourir spontanément à des actions individuelles et à la débrouillardise, plutôt qu'à l'action collective pour tenter de survivre. Transformer cette résignation en mobilisation représente un défi de taille. Ce n'est pas le seul.

### 3.2 Une classe ouvrière hétérogène

Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre I, la composition ethnolinguistique de la région de Montréal est unique au Canada. La population francophone y est de loin majoritaire. C'est donc elle qui est numériquement la plus affectée par les effets de la Crise. Mais, comme le souligne Bernard Dansereau, le PCC fait figure d'intrus dans le paysage du mouvement ouvrier dans les années 1930. Il rompt avec l'ensemble des traditions issues du mouvement ouvrier nord-américain depuis le 19<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. De plus, comme le démontrent les études sur les origines du mouvement socialiste au Canada, ce dernier est surtout le fait de l'immigration issue des Îles britanniques, d'Europe centrale et d'Europe de l'Est<sup>8</sup>. Le PCC jouit d'ailleurs d'un réseau d'influence qui déborde sa structure dans certaines communautés immigrantes à travers des organisations sociales

---

<sup>7</sup> Bernard Dansereau, « La présence communiste au Québec (1929-1939) ou la présence de "l'homme au couteau entre les dents" », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no. 2 (2001), p. 22.

<sup>8</sup> Ian McKay, *Reasoning Otherwise: Leftists and the People's Enlightenment in Canada, 1890-1920*, Toronto, *Between the Lines*, 2008, 643 p.; Andrée Lévesque, « Célébrations et manifestations des camarades. La culture internationale et l'identitaire communiste au Canada pendant l'entre-deux-guerres ». *Labour/Le Travail*, no. 49 (2002), p. 83-92; Ian Angus, *Canadian Bolsheviks, The Early Years of the Communist Party of Canada*, Victoria, Trafford, 2004 [1981], 339 p.

et culturelles<sup>9</sup>. Ces cultures et idées politiques sont assez nouvelles et étrangères pour la classe ouvrière canadienne-française<sup>10</sup>. Selon les informations obtenues par Marcel Fournier auprès de militants de l'époque, les membres francophones du PCC ne sont que 20 au Québec en 1930<sup>11</sup>. Il est donc plus difficile de trouver des organisateurs aguerris pour mobiliser les sans-travail canadiens-français. D'ailleurs, la NUWA à Montréal semble calquer les mêmes structures que le PCC en organisant les sans-emploi en sections linguistiques<sup>12</sup>. Selon le *Worker*, les Canadiens français ne sont pas totalement indifférents aux appels à l'action lancés par le parti. Ils semblent composer la large majorité des sans-emploi présents lors de plusieurs assemblées et manifestations<sup>13</sup>. Ils sont aussi enclins à participer lors des assemblées et verbalisent leurs conditions de vie et leurs griefs. Lors d'une série d'assemblées de quartier organisées par le Conseil des sans-emploi de Montréal (CSEM), en octobre 1930, un correspondant du *Worker* affirme : « It is a tonic to see French speakers put forth in their own language the

<sup>9</sup> Rhonda L. Hinthner, « Raised in the Spirit of the Class Struggle: Children, Youth, and the Interwar Ukrainian Left in Canada », *Labour/Le Travail*, no. 60 (2007), p. 43-76; Carmela Patrias, *Relief Strike: Immigrant Workers and The Great Depression in Crowland, Ontario, 1930-1935*, Toronto, New Hogtown Press, 1990, 54 p.

<sup>10</sup> Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit*, *op. cit.*, p. 41-45. Bernard Dansereau souligne aussi que l'anticommunisme est un des principaux éléments de propagande de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) auprès de la classe ouvrière canadienne-française, ce qui complexifie la tâche des communistes. Bernard Dansereau, *op. cit.*, p. 22.

<sup>11</sup> Marcel Fournier, *op. cit.*, p. 47.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 47. Voir aussi l'ouvrage de Ian Angus qui analyse en détail la structure organisationnelle du parti de sa fondation jusqu'au début des années 1930. Ian Angus, *op. cit.* Nous savons qu'en février 1932 il existe dans la structure montréalaise une section canadienne-française, une section anglo-saxonne, une section finlandaise, une section ukrainienne et probablement une section lithuanienne. Information tirée de la liste des délégués de la NUWA montréalaise arrêtés le 18 février 1932 à leur départ pour Québec. R.O.W., « Quebec Govt. Shows Teeth », *The Worker*, vol. 10, no. 481 (27 février 1932), p. 1 et 3.

<sup>13</sup> C.A.M., « Jobless of Montreal Organize Under Lead of Communist Party », *op. cit.*; « Reactionary Forces Unite To Terrorize Unemployed », *The Worker*, vol. 7, no. 377 (1 février 1930), p. 1; « Terrorism in Montreal Communist Leader Placed on Grill », *The Worker*, vol. 7, no. 379 (15 février 1930), p. 1; « 20,000 In Demonstration at Montreal », *The Worker*, vol. 7, no. 383 (15 mars 1930), p. 1; D. Chalmers, « Drive to Organize Montreal Jobless », *The Worker*, vol. 7, no. 405 (6 septembre 1930), p. 1.

conditions and solutions of Montreal unemployed »<sup>14</sup>. Bien entendu, il faut quand même faire preuve de discernement face à de telles affirmations, mais elles démontrent néanmoins la détermination et la volonté des communistes à rejoindre les sans-emploi francophones.

Les différences ethniques, linguistiques et religieuses sont des préoccupations pour le PCC comme en témoignent leurs nombreux appels à l'unité. Les militants sont conscients que ces éléments contextuels dans la métropole peuvent nuire à l'action et à l'organisation du mouvement. Par exemple, dans une lettre adressée au *Worker*, un chômeur décrit une petite émeute à l'école Dufferin suite à la visite de militants du CSEM le 13 décembre 1930. Il souligne en conclusion : « [the] unemployed of Montreal are suffering miserably; there are many languages, several religions with more or less of an influence; many difficulties »<sup>15</sup>. Ou encore, un autre correspondant décrit son désarroi face au sort des chômeurs provenant d'Europe centrale. Ceux-ci semblent dépassés par la situation :

This morning groups of dumbfounded Central Europeans hung around Vitre St., the place where tickets have been issued to them and other unemployed workers for a meal [...] Most of them do not understand English and have no chance at all of bumming a meal. [...] Polacks or Slave they are still men born to this world with stomachs and feelings the same as any other race and they have to be filled regardless of what the government class thinks<sup>16</sup>.

---

<sup>14</sup> « Montreal Unemployed are Organizing for Struggle », *The Worker*, vol. 7, no. 410 (11 octobre 1930), p. 2.

<sup>15</sup> « Workers Demonstrate in Rotten Mulligan Joint », *The Worker*, vol. 7, no. 420 (20 décembre 1930), p. 3.

<sup>16</sup> « Workers Unite! », *The Worker*, vol. 8, no. 453 (8 août 1931), p. 3.

La religion catholique et ses structures d'encadrement de la classe ouvrière peuvent aussi s'avérer un obstacle majeur. Par exemple, des sans-emploi canadiens-français de Lachine font appel à des militants de Verdun à l'occasion d'une assemblée de la Ligue des Citoyens de Lachine<sup>17</sup>. Un témoin des événements semble mystifié par ce qu'il observe lors de l'assemblée.

The delegation from Verdun was surprised to find that the assembly started with prayer and that the next morning at 4 o'clock the unemployed were to start on a pilgrimage to Brother Andre oratory where prayers would be said for the jobless so that they would be able to procure jobs<sup>18</sup>.

Par la suite, un membre de la délégation de Verdun s'adresse à la foule. Il souligne la nécessité de lutter pour obtenir la satisfaction des revendications. Ceci entre en conflit avec la passivité religieuse exprimée par les sans-emploi quant à leurs conditions. D'ailleurs, de tels propos ne semblent pas faire l'unanimité au sein de l'assemblée<sup>19</sup>. Le danger de se solidariser avec d'autres nationalités, cultures et religions est ouvertement exprimé par certains participants. Cependant, une partie des travailleurs affirment qu'ils en ont assez des sermons, car ils y ont droit tous les dimanches à l'Église et qu'il est donc temps de passer à l'action. Ceci sous-entend que ce n'est pas l'ensemble des chômeurs canadiens-français, mêmes catholiques et pratiquants, qui sont rébarbatifs à l'action. Certains affichent donc une volonté de rompre avec la passivité prônée par les organisations ouvrières catholiques<sup>20</sup>.

---

<sup>17</sup> Il est intéressant de noter que des délégués de Lachine sont présents le 9 juillet 1932 à une conférence du conseil central de la NCUC à Montréal. M. P., « Montreal Economic Conference Success », *The Worker*, vol. 11, no. 501 (16 juillet 1932), p. 1.

<sup>18</sup> « Citizen's League of Lachine Seeks Contact With N.C.U.C Although They are Badly Led », *The Worker*, vol. 11, no. 515 (22 octobre 1932), p. 3.

<sup>19</sup> Probablement des militants de la CTCC. L'auteur de l'article les désigne comme étant des bureaucrates ouvriers.

<sup>20</sup> *Ibid.*

La langue et la religion peuvent être des obstacles, tant dans l'organisation que pour l'accès aux secours. Bien que la presse du PCC soit publiée en 16 langues<sup>21</sup>, le *Worker*, qui est la principale publication de l'organisation, est édité en anglais à Toronto. Maintenir une publication française semble difficile et elles sont éphémères (*L'Ouvrier canadien* 1930-1931, *Vie Ouvrière* 1933-1934 et *Clarté* 1935-1939). Les deux premières tentatives se butent à la répression, qui marque la fin de leur existence<sup>22</sup>. Cependant, les sources font souvent état de divers orateurs qui s'adressent à la foule en plusieurs langues, notamment en français, lors des différentes manifestations et assemblées<sup>23</sup>. Par exemple, à l'occasion d'une réunion du CSEM en prévision de la manifestation du 7 novembre 1930, la grande majorité des quelques centaines de travailleurs présents dans l'assistance sont d'origine européenne. Néanmoins, les orateurs, au nombre de quatre, s'adressent en français et en anglais à la foule (Bella Gordon, Weiss, Thomas Miller et Ritchie qui n'ont pas des noms à consonance francophone). Quant au président de séance, Don Chalmers, il anime la réunion en anglais<sup>24</sup>. Ces rassemblements se déroulent donc dans un contexte multilinguistique. Autre exemple, une assemblée de la Ligue d'unité ouvrière (LUO) dans Rosemont en avril 1932 tenue aux Shops Angus, suite à des mises à pied massives, est décrite ainsi :

<sup>21</sup> « Militant labor papers in Canada are printed in the following languages: English, Polish, Jewish, Lithuanian, Croatian-Serbain, Hungarian, Bulgarian, Scandinavian, Russian, Slovak, Finnish, Ukrainian, French, German, Italian and Japanese. » Fred Hodgson, « Revolutionary Press of Canada Has Nearly a Million Readers », *The Worker*, vol. 13, no. 669 (2 mars 1935), p. 5.

<sup>22</sup> En ce qui concerne *L'Ouvrier canadien*, Andrée Lévesque mentionne aussi comme difficultés le manque de ressources humaines et financières. Il est plausible de croire que cette situation prévaut aussi, à un certain degré, pour *Vie Ouvrière* et *Clarté*. Andrée Lévesque, *Scène de la vie en rouge : l'époque de Jeanne Corbin 1906-1944*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1999, p. 99-100.

<sup>23</sup> *The Worker*, Toronto, 1930-1935; Gregory S. Kealey et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part I, 1933-1934*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1994, 514 p.; Gregory S. Kealey et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, 728 p.

<sup>24</sup> « Unemployed of Montreal Rally to Com. Party », *The Worker*, vol. 7, no. 415 (8 novembre 1930), p. 1.

« A volunteer was called to speak in French to the French-Canadian workers and for half an hour handled the situation in that language. The chairman spoke for a few minutes [mots illisibles] questions to be followed by discussion<sup>25</sup> ». Or, la présence irrégulière d'organiseurs en mesure de s'exprimer en français laisse entrevoir certaines difficultés quant à la diffusion du discours du PCC. Ceci témoigne aussi de la difficulté de recrutement auprès des sans-emploi francophones tant à la LUO qu'au CSEM.

La langue est donc un enjeu dans la mobilisation et semble affecter la construction du mouvement. Sans vouloir minimiser les difficultés qu'engendre un contexte ethnolinguistique éclaté, il faut cependant les relativiser. Comme le démontre Carmela Patrias, dans son étude sur la Grande Dépression et les travailleurs immigrants à Crowland en Ontario, l'action collective permet aux différentes communautés immigrantes de transcender les barrières linguistiques et culturelles, à la fois entre elles, mais aussi à l'égard de la population d'origine (dans ce cas précis, les travailleurs de descendance britannique). Le contexte de lutte permet donc de dévoiler les intérêts de classe et reléguer à l'arrière-plan les divisions identitaires et communautaires<sup>26</sup>. Le développement du mouvement entre 1933 et 1935, comme il sera démontré dans le chapitre suivant, permet de surmonter en partie cet obstacle initial et corrobore les conclusions de Patrias. De plus, comme le souligne Lorne Brown : « [the] organized unemployed movement played a significant role in bringing people of different national backgrounds together when there were some who would have divided them against

---

<sup>25</sup> « W.U.L. Meeting With Angus Shopmen », *The Worker*, vol. 11, no. 489 (23 avril 1932), p. 4.

<sup>26</sup> Patricia Patrias, *op. cit.*, 54 p.



themselves »<sup>27</sup>. Malgré ces défis, un mouvement se matérialise timidement à Montréal au cours de la période NUWA.

### 3.3 Un mouvement qui se cherche

Cette partie du chapitre expose les difficultés du PCC à rejoindre les sans-emploi montréalais au cours de l'expérience NUWA (janvier 1930 à mars 1932). Son intervention est avant tout constituée de mots d'ordre, de slogans et d'appels à des manifestations qui sont généralement sans lendemain. Le tout s'inscrit dans une démarche très centralisée. Les sans-travail de Montréal répondent timidement à ces appels, ayant de la difficulté à se reconnaître dans les revendications et de s'approprier la lutte. Nous dénombrons huit manifestations et 11 assemblées entre le 4 janvier 1930 et le 7 février 1932<sup>28</sup>. Sans entrer dans la description de chacun de ces événements, le scénario est sensiblement le même. Le PCC et les organisations qui lui sont affiliées lancent une date pour l'action. Il y a ensuite une série de rassemblements en prévision de la manifestation. Ces réunions élisent un comité d'action. On diffuse l'information en prévision de l'événement à travers les journaux, brochures, pamphlets et tracts. Ensuite, on manifeste, généralement, en essayant de se rendre à l'Hôtel de Ville pour qu'une délégation tente de soumettre les revendications aux élus municipaux; la police charge, il y a des arrestations et le même cycle recommence jusqu'à la prochaine manifestation. Bien qu'il existe une organisation centralisée de sans-emploi dans la région de Montréal, elle ne semble pas être en mesure de s'appuyer initialement sur des groupes locaux de

---

<sup>27</sup> Lorne Brown, *op. cit.*, p. 212.

<sup>28</sup> Pour une liste des manifestations et des rassemblements, voir l'annexe C.

sans-travail dans les quartiers et banlieues afin de dynamiser le mouvement et de lui donner une existence propre entre les dates d'assemblées et de manifestations. Dave Chalmers, membre du PCC et un des principaux organisateurs du CSEM, en fait le constat dès septembre 1930 :

Our Headquarters were besieged last week by a group of unemployed workers begging us to call a meeting. Such shortcomings as the above must be rectified, if we are to win the working class to our programme; we must lead and not hang in the rear. Otherwise we are destined to remain a purely sectarian body<sup>29</sup>.

Les critiques de Dave Chalmers se poursuivent à la fin de l'année 1930. Il fait un bilan assez critique, et parfois négatif, du travail auprès des sans-emploi à Montréal. « What should be one of the easiest tasks of our party (organising the unemployed) has turned out to be a very difficult proposition. Up to date we have not been able to place the unemployed movement on a real organisational basis »<sup>30</sup>. Selon lui, ces difficultés organisationnelles se résument en trois points. Le premier est l'impossibilité de maintenir une structure permanente qui réussisse à mobiliser plus que quelques centaines de sans-travail dans des manifestations sans lendemain, alors que la ville compte plus de 75 000 chômeurs. Deuxièmement, les sans-emploi ne s'identifient pas aux revendications, slogans et mots d'ordre, car ils sont perçus comme irréalistes ou ne sont carrément pas compris. Ce faisant, les revendications devraient plutôt être formulées à partir des besoins immédiats des travailleurs et des chômeurs. Finalement, les militants du parti à Montréal n'ont pas une approche saine et productive quant au travail à

---

<sup>29</sup> Dave Chalmers, « Jobless Workers Demand to be Organised », *The Worker*, vol. 7, no. 409 (4 octobre 1930), p. 2.

<sup>30</sup> Dave Chalmers, « On Some Shortcomings in Unemployed Organizing », *The Worker*, vol. 7, no. 419 (6 décembre 1930), p. 3.

effectuer : « Many of them when they are laid off for a few weeks, go around like pocket edition, Rockfellers on a perpetual vacation. It is beneath their dignity to do active work in the unemployed movement »<sup>31</sup>. Pour remédier à la situation, Chalmers annonce qu'il a été décidé par le groupe de Montréal de mettre sur pied des comités dans les institutions et lieux fréquentés par les sans-emploi. Ces comités ont pour fonction de colliger les griefs des sans-travail afin de formuler des revendications qui rejoignent les besoins immédiats; propager la nécessité d'un mouvement fort des sans-emploi; attirer aux assemblées, réunions et manifestations les chômeurs qui se retrouvent dans les différentes institutions de secours<sup>32</sup>. Comme nous l'avons souligné dans le chapitre précédent, les critiques formulées par Chalmers et les responsables de Montréal font l'objet de débats et sont loin de faire l'unanimité au sein du PCC. Il faut cependant attendre juillet 1931 à Verdun et décembre 1931 à Montréal avant de voir la NUWA s'orienter vers le travail de terrain dans les rues et les quartiers<sup>33</sup>.

C'est en janvier 1931 que le parti amorce un changement d'attitude quant à la formulation des revendications. Le Comité central donne alors la directive aux sections de la NUWA et de la LUO de mettre de l'avant des revendications locales concernant les secours en prévision de la manifestation du 25 février<sup>34</sup>. À Montréal, une telle plateforme contenant sept points est adoptée le 19 janvier 1931 lors d'une assemblée au

---

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> « Growing Spirits At Verdun, Que. », *The Worker*, vol. 8, no. 453 (8 août 1931), p. 3; « Workers Urging A Rent Strike », *The Worker*, vol. 10, no. 472 (26 décembre 1931), p. 2.

<sup>34</sup> Central Committee of the Communist Party of Canada, « Destitute Masses of Town and Country: Fight, Don't Starve! », *The Worker*, vol. 8, no. 427 (7 février 1931), p. 1-2

Temple du Travail<sup>35</sup>. En ce début d'année, la LUO et la NUWA ont pour principale tâche de mener une campagne de pétition pancanadienne adressée au gouvernement fédéral afin d'exiger un régime d'assurance-chômage non contributif. Le point fort de cette campagne doit être la journée de manifestation du 25 février appelée par l'Internationale communiste (IC) à l'occasion de la journée internationale des sans-emploi. L'année précédente, cette journée se tenait le 6 mars. L'objectif est de réunir 100 000 signatures pour avril 1931. Bien que l'assurance-chômage soit la revendication principale de la journée, le slogan de « Work or full maintenance » ou « Work or Wages » (indemnisation de 25 \$ par semaine pour les hommes mariés et de 18 \$ par semaine pour les célibataires), demeure néanmoins central<sup>36</sup>.

La manifestation est vue comme un échec à Montréal puisque celle de l'année précédente avait été jugée la plus importante et la plus militante au pays, alors que 20 000 sans-emploi défilaient à Montréal<sup>37</sup>. L'édition du *Worker* du 28 février ne fait même pas état de la manifestation dans la métropole. Par contre, on peut y lire un article portant sur les événements à Toronto, ainsi que quelques brèves qui résument le déroulement de la journée dans les autres centres canadiens<sup>38</sup>. *La Presse* et *Le Devoir* ne consacrent pas non plus d'article à la manifestation<sup>39</sup>. Il faut attendre l'édition du 21

---

<sup>35</sup> LCDO, « Meeting of Montreal Jobless Invaded by Police-8 Arrests », *The Worker*, vol. 8, no. 424 (24 janvier 1931), p. 1. Pour la liste des revendications, voir l'annexe D.

<sup>36</sup> Central Committee of the Communist Party of Canada, *op. cit.*; LUO, « Demand Jobless Insurance in Masses on February 25! », *The Worker*, vol. 8, no. 428 (14 février 1931), p. 4.

<sup>37</sup> « 20,000 In Demonstration at Montreal », *The Worker*, vol. 7, no. 383 (15 mars 1930), p. 1. Bernard Dansereau, *op. cit.*, p. 25.

<sup>38</sup> *The Worker*, vol. 8, no. 430 (28 février 1931).

<sup>39</sup> *La Presse*, vol. 47, no. 112 (26 février 1930) ; *Le Devoir*, vol. 22, no. 46 (26 février 1930).

mars du *Worker* pour lire une mention quelconque à propos de Montréal. Dans une résolution du *Politburo* diffusée dans le journal, la direction du parti estime que cette journée fut la plus importante et militante de l'histoire du mouvement, mais souligne certaines faiblesses concernant Montréal. En premier lieu, dans une critique plus générale, le bureau politique souligne la difficulté des associations locales de sans-emploi à assurer une direction et à maintenir le mouvement dans le temps. Ces dernières doivent concentrer leurs efforts d'organisation auprès des chômeurs « résidents » qui sont plus nombreux et plus difficiles à mobiliser que les sans-emploi migrants. En deuxième lieu, ces résultats médiocres doivent être attribués aux militants montréalais qui « due to their failure to make proper arrangements were isolated by the police and actually had nothing to do with the demonstration besides calling it »<sup>40</sup>. Bien que les faiblesses organisationnelles mentionnées par la direction expliquent en partie l'insuccès du 25 février, le *Politburo* passe cependant à côté d'une réalité majeure qui heurte le mouvement à Montréal. En effet, une vague d'arrestations frappe les militants du parti, de la Ligue canadienne de défense ouvrière (LCDO) et du CSEM. Les autorités montréalaises procèdent à l'arrestation de 27 militants ouvriers entre novembre 1930 et février 1931 (nous calculons un total de 36 arrestations, mais la différence provient du fait que la LCDO ne comptabilise pas les militants arrêtés à plus d'une reprise au cours des quatre mois)<sup>41</sup>. Parmi les arrêtés, on retrouve Dave Chalmers (membre du PCC, leader du CSEM et arrêté à trois reprises), Weiss (membre du PCC), Thomas Miller (membre du PCC et arrêté à deux reprises), Dave Kashton (membre de la Jeunesse

---

<sup>40</sup> Bureau politique du PCC, « Resolution of Political Bureau on the Results of Feb. 25<sup>th</sup> in Canada », *The Worker*, vol. 8, no. 433 (21 mars 1931), p. 2.

<sup>41</sup> « Montreal Workers Framed Up for Long Prison Terms », *The Worker*, vol. 8. No. 429 (21 février 1931), p. 1.

communiste), Fred Rose (membre du PCC), Charles Clément (membre du CSEM), Bella Gordon (secrétaire de la section montréalaise de la LCDO) et Sydney Sarkin (vice-président de la section montréalaise de la LUO). Toutes ces personnes contribuent à l'organisation du mouvement des sans-emploi dans la métropole. La période d'inactivité relative qui s'ensuit confirme que le mouvement est surtout le fruit du travail d'un petit noyau militant, dont une bonne partie est citée à procès. Voyons maintenant comment la répression se matérialise à Montréal durant cette période.

### 3.4 Anticommunisme et répression

Selon l'historienne Andrée Lévesque, l'anticommunisme au Québec est avant tout catholique. Dans les années 1930, il est le résultat de la crainte que pourrait engendrer la réaction populaire au chômage. Sa manifestation spécifique au cours de cette période s'appuie à la fois sur la virulence du discours du clergé, ainsi que sur la répression politico-légale exercée par le gouvernement fédéral<sup>42</sup>. Selon Marcel Fournier, cet anticommunisme se traduit par « [l'] interdiction de littérature "subversive"; [l'] arrestation de militants; [l'] interdiction de la tenue d'assemblée publique; [la] déportation, etc. »<sup>43</sup>. L'adoption de telles mesures est étroitement liée au contexte idéologique lui-même, ainsi qu'à la conjoncture politique et, plus précisément, au

---

<sup>42</sup> Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit*, *op. cit.*, p. 121. En ce qui concerne le gouvernement fédéral, c'est principalement l'article 98 du *Code criminel* qui sera utilisé contre les activités « communistes » ou « subversives ». Selon la LCDO, cette disposition de la loi n'est pas employée par la justice montréalaise avant février 1932. « First Section 98 Case in Montréal », *The Worker*, vol. 10, no. 479 (13 février 1932), p. 1.

<sup>43</sup> Marcel Fournier, *op. cit.*, p. 53.

rapport de force entre les différents partis et organisations politiques.<sup>44</sup> Ce discours est présent dans les journaux, la radio et il est également véhiculé par les différentes structures d'encadrement de l'Église catholique, ainsi que par de nombreux intellectuels canadiens-français<sup>45</sup>. Par exemple, l'École Sociale Populaire, qui fait œuvre de propagande cléricale au sein de la classe ouvrière, diffuse son *Manuel antibolchévique* en 1931. Abordant la présence du PCC et de ses différentes organisations affiliées au Canada, on peut y lire : « Ces organisations où domine l'élément étranger groupent peu de Canadiens français. Un travail de propagande se fait cependant dans nos milieux, en particulier à Montréal »<sup>46</sup>. On cherche alors à susciter un sentiment de peur, alimenté entre autres, par un discours xénophobe.

La fin de l'année 1930 et le début de l'année 1931 marquent le début d'une forte campagne anticomuniste. Cette situation est paradoxale, car le mouvement des sans-emploi et les communistes ne sont pas alors en posture de confronter l'État de manière soutenue. La police de Montréal, la presse et le clergé lancent une offensive dès décembre 1930. Le 14 décembre, six militants de la LCDO sont arrêtés alors qu'ils font du porte-à-porte pour amasser des fonds en prévision de la défense légale des sans-emploi arrêtés lors des manifestations de 1930. Le 15 décembre, la police interrompt une réunion de la section montréalaise du PCC à la Salle finlandaise. Elle menace les responsables de l'endroit de fermer l'établissement s'il sert de nouveau à des réunions

---

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 52-53 ; Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit*, *op. cit.*, p. 121-145.

<sup>46</sup> École Sociale Populaire, « Manuel antibolchévique », *Publications de l'ESP*, no. 207-208 (1931), p. 41.

communistes<sup>47</sup>. Le 19 janvier, les forces de l'ordre envahissent un rassemblement de sans-emploi organisé par le CSEM. On procède à l'arrestation du président de séance alors qu'il lit la liste de revendications adoptée par l'assemblée. Au total, huit personnes sont arrêtées, dont les quatre orateurs (Dave Chalmers, Phillip Richard, David Kashton, Thomas Miller, Fred Rose, Walter Horne, Charles Clément et Jeffrey Barrington)<sup>48</sup>. Trois jours plus tard, à l'occasion d'une assemblée commémorative pour l'anniversaire de la mort de Lénine organisée par le PCC à la Salle Prince-Arthur, 1 200 personnes se réunissent pour entendre les discours de deux orateurs venus de Toronto (plus de 2000 personnes selon Andrée Lévesque). Environ 150 policiers font irruption et procèdent à 18 arrestations, dont celles des deux tribuns qui sont accusés de sédition (Leslie Morris, membre du PCC et Phillip Halperin, éditeur de la publication juive du parti *Der Kampf*)<sup>49</sup>.

Les autorités, le clergé et la presse francophone s'alarment qu'entre 1000 et 2000 travailleuses et travailleurs rendent hommage à Lénine. Le lendemain, *La Presse* titre « Notre police a arrêté 18 communistes »<sup>50</sup>. Le dimanche 25 janvier, Mgr Gauthier, archevêque de Montréal, fait lire dans toutes les paroisses de Montréal une lettre contre

<sup>47</sup> Bella Gordon, « Montreal Starts C.L.D.L. Campaign », *The Worker*, vol. 7, no. 419 (6 décembre 1930), p. 2; « Boss Terror in Montreal Grows More Vicious », *The Worker*, vol. 7, no. 420 (20 décembre 1930), p. 2.

<sup>48</sup> « Meeting of Montreal Jobless Invaded by Police-8 Arrests », *op. cit.* Le 27 mai 1931, Dave Chalmers, Dave Kashton, Phillip Richard, Fred Rose et Tom Miller sont reconnus coupables de sédition et seront éventuellement condamnés à un an de travaux forcés. Bella Gordon, « To Organize is Sedition », *The Worker*, vol. 8, no. 445 (13 juin 1931), p. 4. Dave Chalmers est déporté en Écosse en juillet 1933, après avoir été incarcéré presque un an à la prison de Bordeaux. « D. Chalmers Deported », *The Worker*, vol. 12, no. 553 (15 juillet 1933), p. 2.

<sup>49</sup> Huit sont accusés d'entrave au travail des policiers et huit autres sont accusés d'avoir obstrué la voie publique. Leslie Morris écoperait éventuellement d'un an de travaux forcés et Phillip Halperin décède avant la tenue de son procès. Bella Gordon, « Police Raid Montreal Lenin Meeting, Arrest Eighteen Workers », *The Worker*, vol. 8, no. 426 (31 janvier 1931), p. 1; Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit*, *op. cit.*, p. 135-136.

<sup>50</sup> « Notre police a arrêté 18 communistes », *La Presse*, vol. 47, no. 83 (24 janvier 1931), p. 27.



la menace communiste. Dans son édition du lundi 26 janvier, *Le Devoir* reprend intégralement cette lettre en première page<sup>51</sup>. Le discours anticommuniste et les arrestations ont sans aucun doute un effet dissuasif chez les militants communistes francophones et les sans-emploi qui sympathisent avec le mouvement. Comme le mentionne Marcel Fournier, l'arrestation et la condamnation des huit dirigeants du parti à Toronto en août 1931 provoquent une vague de désaffection chez les militants montréalais. Leur nombre passe d'une trentaine à cinq... « Quand ils ont arrêté les chefs en 1931, les peureux ont lâché, raconte un militant francophone qui était alors au P.C. depuis moins d'un an. On ne faisait plus d'assemblées »<sup>52</sup>.

Au-delà de la vague anticommuniste et des arrestations, manifester peut être une expérience périlleuse. La police montréalaise, à la demande des autorités municipales et provinciales, réprime systématiquement les manifestations. Généralement, les manifestants cherchent à se rendre à l'Hôtel de Ville. La police tente alors d'empêcher le rassemblement ou cherche à disperser la foule si elle se met en marche. Du côté des forces de l'ordre, on ne lésine pas avec l'utilisation de la force : chevaux, motocyclettes, matraques, agents en civil ou en uniforme. Voici comment est décrite l'intervention policière par un correspondant du *Worker* lors de la manifestation du 7 novembre 1930 :

By 11 o'clock, thousands of workers were milling around the square, trying to form a meeting [...] But police orders were "no meetings at all cost" and upon the first attempt to rally a meeting in the centre of the square, the police charged into the crowd of workers [...] They charged

<sup>51</sup> Mgr Gauthier, « S. G. Mgr Gauthier et le bolchevisme », *Le Devoir*, vol. 22, no. 19 (26 janvier 1931), p. 1-2.

<sup>52</sup> Marcel Fournier, *op. cit.*, p. 55.

around like madmen, horses mounting the side-walks,  
their riders urging them to tread down the workers<sup>53</sup>.

Alors qu'une partie de la manifestation tente de se regrouper aux Champ-de-Mars, la police charge de nouveau : « squads uniformed and plainclothes smashed up any small knots who remained around. One young worker was brutally kicked by two of these plug-uglies. An old man, George Story, 55 years of age, was slugged over the head. »<sup>54</sup>. De telles scènes se reproduisent presque à chaque occasion. Les sans-emploi, qui participent aux actions organisées par les communistes, doivent donc s'attendre à subir la répression violente des forces de l'ordre.

La répression n'a cependant pas toujours l'effet escompté, du moins, comme le prétend le *Worker*. Les histoires d'un certain Mr Smith et de Joseph Walsh le sous-entendent. Bien entendu, le journal utilise ces témoignages afin d'encourager ses lecteurs à ne pas céder devant la vague répressive et afin de dévoiler la vraie nature de l'appareil policier. En juillet 1931, M. Smith écrit une lettre au *Worker*. Il explique qu'il était hostile à l'origine au communisme. L'année précédente, il avait lu dans les journaux qu'une manifestation de communistes et de sans-emploi avait lieu au Temple du Travail sur la rue St-Dominique. Il espérait alors que les forces de l'ordre donnent une bonne leçon à ces agitateurs. Il devait aller chez le dentiste ce jour-là. Curieux, il décide donc de faire un détour par la rue St-Dominique avant de se rendre à son rendez-vous. Il aperçoit alors une foule importante. Il décide donc de s'approcher d'un policier et lui demande ce qui se passe. Pour réponse, il se fait bousculer violemment. Par la suite, il

<sup>53</sup> « Jobless of Montreal Fight For Work or Maintenance », *The Worker*, vol. 7, no. 15 (15 novembre 1930), p. 1.

<sup>54</sup> *Ibid.*

tente d'obtenir des explications et des excuses d'un supérieur, mais en vain. Il conclut sa lettre par les mots suivants :

My resentment turned me to study a bit of Communism so I began buying the paper, *The Worker*, every week. At present I am working in a factory and we have to work overtime or else be the first to lose our jobs [...] Keep up the good work. I will help in every way to bring about the downfall of capitalism curse of our misery and sufferings<sup>55</sup>.

Quant à lui, Joseph Walsh est arrêté à la manifestation du 25 janvier 1932. Il s'y rend par simple curiosité après avoir entendu à la radio le maire Houde et l'inspecteur Bilodeau demander aux « citoyens respectables » de ne pas se rendre manifester. Dans une lettre adressée au *Worker*, il raconte ainsi son expérience : « The warning of course made people curious. Unemployed and employed alike were clubbed kicked and punched. It was lunch time and the workers from factories and offices, coming and going from lunch, were given equal treatment »<sup>56</sup>. Le 18 février 1932, il est ensuite sauvagement battu par des agents de police en face des bureaux du CSEM au 1295 St-Urbain. Il était alors venu assister au départ d'une délégation de sans-emploi pour Québec. Le rapport du docteur Arthur Lesage, qui l'examine le 19 février, fait état de graves blessures<sup>57</sup>. J. Walsh, un étudiant provenant d'une « bonne famille », devient un sympathisant du PC suite à ces malencontreuses expériences<sup>58</sup>. Des événements répressifs, dans un contexte de lutte, rendent ces histoires plausibles, et peuvent susciter une identification à la cause comme en témoignent les événements entourant la mort de Nick Zynchuck en 1933. Cette histoire est détaillée dans le chapitre suivant.

---

<sup>55</sup> M. Smith, « Police Clubs Make Rebels », *The Worker*, vol. 8, no. 449 (11 juillet 1931), p. 3.

<sup>56</sup> « From a New Friend », *The Worker*, vol. 10, no. 481 (27 février 1932), p. 3.

<sup>57</sup> B.G., « Cops Maul Spectator », *The Worker*, vol. 10, no. 481 (27 février 1932), p. 3.

<sup>58</sup> « Frame-Up by Police », *The Worker*, vol. 11, no. 488 (16 avril 1932), p. 3.

La réponse répressive des autorités freine quelque peu la mobilisation, sans pour autant y mettre fin. Bien que l'on observe une certaine accalmie dans la deuxième partie de l'année 1931, alors que les énergies sont surtout concentrées autour de la défense des arrêtés, les manifestations reprennent en janvier 1932. Le 25 janvier, le CSEM compte envoyer une délégation de neuf personnes pour présenter les revendications des sans-emploi au Conseil municipal (cinq militants syndicaux des métiers du bâtiment et des chemins de fer, ainsi que quatre délégués représentant des groupes locaux de sans-emploi), alors qu'une manifestation est prévue en appui. Quelques jours auparavant, Camilien Houde déclare à la radio et dans la presse qu'il ne rencontrera aucune délégation et qu'aucune manifestation ne sera tolérée. *Le Devoir* rapporte les propos suivants :

M. Houde a aussi profité de l'occasion pour avertir solennellement les communistes que la cité de Montréal ne tolérerait pas de manifestation comme celle que l'ont veut tenir sur la place Victoria lundi midi, et pour demander aux gens d'attendre patiemment quelques jours, le temps pour les autorités de mettre les travaux de chômage en marche<sup>59</sup>.

Néanmoins, une foule de 4 000 personnes, selon *The Worker*, se rassemble au square Victoria à midi et fait face aux charges de la police. Pendant ce temps, le Conseil municipal reçoit la délégation de sans-travail malgré les déclarations précédentes du maire. L'article du *Worker* résume les propos que Houde livre à la délégation : « The mayor denied that such misery exists among the unemployed, that no reports of deaths from starvation had reached the city hall, that all desperate cases are specially cared for,

<sup>59</sup> « L'emprunt de Montréal », *Le Devoir*, vol. 23, no. 17 (23 janvier 1931), p. 1.

and other such innocent remarks ». Houde termine son allocution en avouant que la tâche de maintenir les secours est quasiment impossible et qu'il aimerait la collaboration de la délégation quant à leur planification<sup>60</sup>. Il est intéressant de noter que dans leur édition respective du 26 janvier, *La Presse* et *Le Devoir* ne font ni état de la rencontre, ni de la manifestation, alors que *The Gazette* décrit l'intervention musclée de la police<sup>61</sup>. Ces événements démontrent qu'un certain rapport de force commence à s'installer entre le mouvement des sans-emploi et l'administration montréalaise, alors que le Conseil municipal rencontre la délégation malgré son refus initial.

Le 5 février 1932, la NUWA tient une assemblée pour faire le bilan de la journée du 25 janvier. Alex Gauld, Charles Clément et Dave Chalmers s'adressent aux 1000 sans-emploi présents. On juge l'administration municipale hypocrite et démagogue. L'inspecteur Bilodeau et une cinquantaine d'agents en civil, accompagnés d'un sténographe, assistent à la réunion. Une résolution condamnant l'intervention musclée de la police lors de la manifestation est adoptée. Un comité de dix personnes est aussi élu. Son mandat est d'organiser les préparatifs pour l'envoi d'une délégation de sans-emploi rencontrer le premier ministre Taschereau à Québec le 19 février. Une manifestation est aussi prévue dans la Capitale provinciale pour appuyer les délégués.

---

<sup>60</sup> « Demonstrating Masses Force Houde to Receive Delegates », *The Worker*, vol. 10, no. 477 (30 janvier 1932), p.1 et 4.

<sup>61</sup> Par contre, *La Presse* consacre un article à la réunion du Conseil, sans mentionner ni la rencontre avec la délégation, ni la manifestation. On peut y lire « L'attention de nos élites se porte, de ce temps-ci, surtout sur l'aide à donner aux chômeurs ».

*Le Devoir*, vol. 23, no. 19 (26 janvier 1932); « Mounted Police Disperse Alleged Communist Crowd », *The Gazette*, vol. 161, no. 22 (26 janvier 1932), p. 3; « Le tramway a investi deux millions pour l'autobus et le déficit est de \$182,800 », *La Presse*, vol. 48, no. 85 (26 janvier 1932), p. 15-27.

Cette campagne s'inscrit dans une série de « marches de la faim » qui doit converger vers les législatures provinciales, ainsi qu'à Ottawa en février et mars 1932<sup>62</sup>.

Taschereau n'a aucunement l'intention de recevoir une délégation de « rouges » au parlement<sup>63</sup>. Le matin du 18 février, devant les bureaux montréalais de la NUWA rue St-Urbain, l'Escouade rouge<sup>64</sup> intervient alors que la délégation composée de 20 personnes s'apprête à monter dans le camion qui doit la transporter à Québec. Une trentaine d'agents tabassent la foule venue assister au départ du convoi et procèdent à l'arrestation de 15 membres de la délégation pour rassemblement illégal. L'inspecteur Bilodeau affirme alors à l'avocat de la LCDO qu'il agit à la demande du gouvernement provincial<sup>65</sup>. Un article du journal *La Presse*, reprenant une déclaration de Bilodeau, confirme que l'ordre d'empêcher la délégation de quitter la ville vient de plus haut<sup>66</sup>. La LCDO s'empresse alors de dénoncer l'intervention par l'envoi d'un télégramme au premier ministre du Québec. Taschereau répond personnellement à l'organisation de défense. Le contenu de son télégramme confirme la volonté du gouvernement d'opposer une fin de non-recevoir aux demandes des sans-emploi. Pour ce dernier, les manifestations ne sont que la conséquence de la propagande communiste. Citant la

---

<sup>62</sup> F. « Jobless Meet in Montreal », *The Worker*, vol. 10, no. 479 (13 février 1932), p. 2.

<sup>63</sup> Au sujet de cet événement, les ouvrages biographiques d'Antonin Dupont et de Bernard Vigod sur Taschereau sont silencieux. Antonin Dupont, *Taschereau*, Montréal, Guérin, 1997, 366 p.; Bernard Vigod, *Taschereau*, Sillery, Septentrion, 1996, p. 392.

<sup>64</sup> Escouade de la police de Montréal spécialement attitrée à la surveillance des activités subversives.

<sup>65</sup> Les personnes arrêtées sont : Robert Wright (secrétaire de la Conférence du Front Uni), Louis Vasil (secrétaire de l'Union industrielle des travailleurs de l'aiguille), Max Klamane (chauffeur de la délégation), Paul Stukas (organisateur de la section lithuanienne); les délégués de la NUWA sont : Henri Charon (Rue Vitré, NUWA francophone), Z. Léonard, S. Couture, Léo LeBrun, Charles Ouimet (syndicat des débardeurs), Robert Weir (Rue Vitré), John Mkenrensky (NUWA ukrainienne), Charles Clement (NUWA francophone), T. Vasall (secouriste, NUWA finlandaise), Victor Kevela (NUWA finlandaise) et Ralph Ongley (Rue Vitré). R.O.W., « Quebec Govt. Shows Teeth », *op. cit.*

<sup>66</sup> « L'excursion des chômeurs interrompue », *La Presse*, vol. 48, no. 106 (19 janvier 1932), p. 15.

condamnation des huit dirigeants du PCC par la Cour Suprême de l'Ontario en 1931, il déclare que les activités communistes ne sont pas tolérées au Canada<sup>67</sup>.

De 1930 à 1932, la mise sur pied d'un mouvement de lutte des sans-travail représente un défi majeur pour le PCC et la NUWA. Premièrement, il s'agit de convaincre la classe ouvrière montréalaise que seule la lutte collective est en mesure de transformer la dure réalité de ce début de crise. Ensuite, il est nécessaire de transcender les divisions apparentes d'une classe ouvrière hétérogène et orienter celle-ci vers ses intérêts communs. Le PCC et la NUWA doivent aussi tirer les leçons appropriées de leurs échecs organisationnels, notamment en permettant aux sans-emploi de se reconnaître et de s'approprier les moyens de lutte et les revendications. Finalement, le mouvement doit faire face à la répression et à l'intransigeance de l'État. Comme il en sera question dans le chapitre suivant, cette tâche ne s'avère pas impossible et le mouvement saura, en partie, remédier à ces différents obstacles à partir du printemps 1932.

---

<sup>67</sup> « Quebec Premier's Reply to CLDL Protest Telegram », *The Worker*, vol. 10, no. 481 (27 février 1932), p. 3. Pour une reproduction du télégramme du premier ministre Taschereau, voir l'annexe E.

#### CHAPITRE IV : LA PÉRIODE NCUC, LA CONSOLIDATION DU MOUVEMENT, LA CONSCIENCE ET LES SOLIDARITÉS (1932-1935)

Ce quatrième et dernier chapitre traite de la consolidation du mouvement à Montréal. Malgré que de 1932 à 1935, certains obstacles au développement de la mobilisation soient toujours présents dont, notamment, la répression qui ne connaît pas d'accalmie, nous cherchons davantage ici à cerner ce que l'historien britannique E.P. Thompson nomme l'expérience de classe<sup>1</sup>. Bien que le mouvement n'englobe pas la totalité des sans-emploi de cette période, il demeure néanmoins significatif à l'égard du développement de la conscience et de l'expression de l'agencité de la classe ouvrière montréalaise. Ces phénomènes, la conscience et l'agencité, se révèlent à travers une culture et des pratiques communes aux sans-travail de Montréal (grèves des secours, résistance aux évictions, rejet des conditions dans les refuges, etc.). À travers la trame des événements, les sans-emploi expriment ce que Rick Fantasia nomme des cultures de solidarité<sup>2</sup>. Nous verrons aussi que ces cultures ne sont pas exclusives à Montréal et s'inscrivent dans un mouvement plus large et fait écho au mouvement dans le reste du Canada, comme le démontre la mobilisation en vue de la Marche sur Ottawa de 1935. La nouvelle stratégie déployée par le Parti communiste du Canada (PCC) et le *National Council of Unemployed Councils* (NCUC) s'avère plus prometteuse et permet aux sans-travail montréalais de se reconnaître dans la démarche et de s'approprier la lutte.

---

<sup>1</sup> E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Londres, Victor Gollancz, 1965 [1963], 848 p.

<sup>2</sup> Rick Fantasia, *Cultures of Solidarity: Consciousness, Action, and Contemporary American Workers*, Berkeley, University of California Press, 1989, 315 p.; Rick Fantasia, « From Class Consciousness to Culture, Action and Social Organization », *Annual Review of Sociology*, vol. 21, no. 1 (1995), p. 269-287.



#### 4.1 Le NCUC et le Front Uni

Suite à la vague de répression de 1931 et 1932 à Montréal, l'activité du parti auprès des sans-emploi connaît une pause. La reprise de la lutte et les nouvelles tactiques organisationnelles, qui coïncident avec la réorganisation du mouvement des sans-emploi par le Parti communiste du Canada (PCC), connaissent leurs débuts dans la métropole en mai et juin 1932 : « After a period of inactivity the Montreal Unemployed Central Council has again started to work among the unemployed, but this time paying more attention to the residents »<sup>3</sup>. On affirme qu'« [e]verything possible will be done to link up the unemployed from all parts of the city into one big movement for Non-Contributory Unemployment Insurance and immediate cash relief »<sup>4</sup>. On annonce également la création de comités de rue et l'implantation plus large de ces structures<sup>5</sup>. En date du 31 mai, il se crée la section montréalaise de la Ligue des vétérans de la classe ouvrière (*The Working Class Ex-Servicemen's League*). Le PCC craint particulièrement que cette catégorie de sans-emploi soit recrutée par des groupes profascistes et vienne à servir de fier-à-bras contre les travailleurs et les sans-travail. Selon le *Worker*, le recrutement va bon train et la nouvelle section est composée essentiellement de Canadiens français<sup>6</sup>. Le 9 juillet 1932 se tient la Conférence économique de Montréal, parrainée par le Conseil des sans-emploi de Montréal (CSEM), en prévision de la Conférence économique des travailleurs prévue en août à Ottawa. La rencontre de Montréal est qualifiée de succès. Elle démontre effectivement une étape dans la

---

<sup>3</sup> « Montreal Unemployed Demand Immediate Relief », *The Worker*, vol. 11, no. 497 (18 juin 1932), p. 3.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> « Worker Veterans Turn To Militant Action », *The Worker*, vol. 11, no. 495 (4 juin 1932), p. 2.

construction du Front uni. Des organisations de sans-emploi de Verdun, Lachine, Ville-Émard, Rosemont et de plusieurs quartiers de Montréal sont alors réunies. Plusieurs syndicats sont aussi présents. Au total, plus de 100 délégués participent à la réunion. Le *Worker* en conclut alors que : « [t]his splendid representation from all parts of Montreal made the conference a real united front of the working class forces in this city. »<sup>7</sup>.

Le Conseil central des sans-emploi de Montréal (CCSEM) se forme en décembre 1932. Il vise à fédérer les différents conseils locaux et les différentes organisations qui veulent lutter sur la question du chômage, suivant ainsi la tactique de front uni. Lors de la première réunion, 12 conseils de sans-emploi de quartier sont représentés, ainsi que huit syndicats locaux et 18 autres organisations diverses (dont un bon nombre d'organisations de masse du PCC)<sup>8</sup>. Le mouvement des sans-emploi obtient une petite victoire au début de l'année 1934. Le 10 janvier, suite aux pressions exercées, les sans-emploi reçoivent dorénavant les secours sous forme d'argent au lieu de bons<sup>9</sup>. Selon le *Worker*, Montréal est le premier grand centre à accorder une telle mesure. Pour S. Sula, secrétaire national du NCUC, cette victoire donne l'exemple à suivre pour le mouvement ailleurs au Canada<sup>10</sup>. Le 15 novembre 1934, une manifestation de 1000 sans-emploi canadiens-français se rassemble devant l'Hôtel de Ville<sup>11</sup>. La délégation qui rencontre le

<sup>7</sup> M. P., « Montreal Economic Conference Success », *op. cit.*

<sup>8</sup> « Montreal Jobless Form Central Unemployed Council for City », *The Worker*, vol. 523 (17 décembre 1932), p. 3.

<sup>9</sup> « Montreal Jobless Get Cash Relief », *The Worker*, vol. 12, no. 584 (17 février 1934), p. 3.

<sup>10</sup> « Jobless of Montreal Obtain Cash Relief », *The Worker*, vol. 12, no. 580 (20 janvier 1934), p. 5.

<sup>11</sup> Beatrice Ferneyhough, « Montr'l Workers Present Demands at City Hall », *The Worker*, vol. 13, no. 639 (17 novembre 1934), p. 1. Cette information est aussi confirmée par la GRC. « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 734 (28 novembre 1934), dans Gregory S. Kealy et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins*:

maire Houde et le Conseil exécutif est exclusivement composée de militants francophones. Elle est formée de Charles E. Perry<sup>12</sup> (Conseil des chômeurs de Montréal Nord), Louis Brouillette (Association humanitaire), Jean Charpentier (pour les jeunes sans-emploi), J. O. Bédard et Hertel Larocque. Le rapport sur la manifestation, produit par la GRC, est assez instructif. On y apprend que le CCSEM regroupe désormais 27 associations de sans-emploi, dont l'Association humanitaire (AH) et des comités de quartier<sup>13</sup>. La note conclut que des éléments communistes sont derrière la manifestation et que cette dernière « was the most significant unemployed demonstration that has been staged in Montreal and it is an indication that the Communists are getting a grip on the French-Canadian masses »<sup>14</sup>. L'agent de la GRC exagère quelque peu. Cependant, certains indices démontrent qu'en 1934, cette portion de la classe ouvrière montréalaise est de moins en moins indifférente au mouvement des sans-emploi et s'implique de plus en plus dans les organisations de masse du parti. En janvier 1934, le PCC tient deux soirées commémoratives pour la mort de Lénine dont, pour la première fois, une spécifiquement adressée aux travailleurs et travailleuses francophones<sup>15</sup>.

Un autre événement qui démontre l'augmentation de la popularité du mouvement communiste auprès des sans-travail canadiens-français survient au cours de la grève des

---

*The Depression Years Part I, 1933-1934*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, p. 423.

<sup>12</sup> Bien que le nom Perry puisse sembler anglo-saxon, il est décrit comme un Canadien français né à Sainte-Anne-des-Monts en Gaspésie. « Perry Likely to Contest St. Denis », *The Worker*, vol. 14, 677 (21 mars 1935), p. 2. Dans un article du *Worker*, il est mentionné que Perry est interviewé par un interprète. « Thumbnail Interviews At The Ottawa Congress », vol. 13, no. 667 (23 février 1935), p. 4.

<sup>13</sup> « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 734 (28 novembre 1934), *op. cit.*, p. 423.

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> « Two Lenin Meetings In Montreal, One in French », *The Worker*, vol. 12, no. 581 (27 janvier 1934), p. 1.

midinettes d'août et de septembre 1934. Cette grève, dirigée par la Ligue d'unité ouvrière (LUO), voit la mobilisation de 4 000 travailleuses et travailleurs de la confection de vêtements pour dames<sup>16</sup>. Le 25 août 1934, un individu à la solde des patrons se rend au bureau de secours du district St-Michel où il recrute huit chômeurs sans les aviser de leurs tâches. Une fois arrivé devant les piquets de grève, on leur demande d'agir comme fier-à-bras pour faire passer les briseurs de grève. Ils refusent sur le champ et accusent l'échevin local d'être derrière cette manœuvre<sup>17</sup>. Dans une lettre adressée au *Worker* le 2 septembre, l'échevin Dave Rochon nie les faits et affirme qu'il s'agit d'une campagne de calomnies à son égard. En signe de bonne foi, le journal publie la lettre en question et joue la carte de la neutralité en affirmant que c'est aux travailleurs de St-Michel de résoudre cette question et de décider de l'attitude à adopter face à leur élu municipal<sup>18</sup>. À la réunion du 19 septembre du Club ouvrier indépendant de St-Michel, une résolution est adoptée à 25 contre 11 à l'effet de joindre les rangs de la Ligue canadienne de défense ouvrière (LCDO)<sup>19</sup>. Dave Rochon s'en mêle le 27 septembre et menace d'interdire l'accès aux locaux du Club si la majorité des membres persiste à vouloir rejoindre l'organisation de défense. Une partie des sans-emploi quittent le club et forme une section de 101 membres de la LCDO<sup>20</sup>. Les sans-emploi canadiens-français expriment ainsi leur solidarité de classe en refusant de servir de briseurs de

---

<sup>16</sup> Bernard Dansereau, « La présence communiste au Québec (1929-1939) ou la présence de "l'homme au couteau entre les dents" », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no. 2 (2001), p. 25.

<sup>17</sup> « Catholic Workers Refuse to Act as Scabs or Police », *The Worker*, vol. 13, no. 617 (1 septembre 1934), p. 1.

<sup>18</sup> Dave Rochon, « Denial is Made of Montreal Strike Breaker Article », *The Worker*, vol. 13, no. 619 (8 septembre 1934), p. 2.

<sup>19</sup> « French-Canadian Workers Establish Branch of CLDL », *The Worker*, vol. 13, no. 624 (6 septembre 1934), p. 3.

<sup>20</sup> « Montreal Workers Give the Lie to Alderman's Charge », *The Worker*, vol. 13, no. 627 (6 octobre 1934), p. 6.

grève<sup>21</sup>. John Manley souligne d'ailleurs que la grève des midinettes, malgré un échec apparent à l'égard des objectifs initiaux du débrayage, est un tournant quant au développement de la solidarité de classe, alors qu'on assiste à une solidarisation entre le prolétariat juif et le prolétariat canadien-français au cours du conflit<sup>22</sup>.

Le 22 octobre, les locaux de la section francophone du CCSEM sont établis au 7396 rue St-Hubert. Cette section semble se développer autour de sa propre plateforme de revendications, qui rejoint les grandes lignes du mouvement, et elle produit son propre matériel d'information<sup>23</sup>. En décembre 1934, le CCSEM revendique 16 360 membres dans la région de Montréal. Charles Perry, issue du mouvement à Montréal-Nord et organisateur de la section francophone du CCSEM, est élu président de l'organisation<sup>24</sup>. Cependant, l'événement de 1934 qui démontre le plus l'évolution positive du mouvement des sans-emploi et son influence croissante chez les Canadiens français est sans aucun doute la visite de Tim Buck à Montréal suite à sa libération du pénitencier de Kingston. Ce rassemblement est totalement ignoré par *La Presse* et *Le Devoir*. Le 28 décembre, le Stade De Lorimier est plein à craquer et on refuse des gens à

<sup>21</sup> En octobre 1934, la section canadienne-française de LCDO de Montréal compte 350 membres. L'objectif est de recruter 150 nouvelles personnes d'ici décembre. « French-Canadian Workers Protest to Montreal Authorities », *The Worker*, vol. 13, no. 631 (20 octobre 1934), p. 2.

<sup>22</sup> John Manley, « Introduction », dans Gregory S. Kealy et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, p. 16-17.

<sup>23</sup> « French-Canadian Workless Organize for Their Demands », *The Worker*, vol. 13, no. 634 (31 octobre 1934), p. 3. Les locaux feront d'ailleurs l'objet de trois attaques à l'arme à feu en 1935 alors que se tiennent des réunions de quelques centaines de sans-emploi francophones. Le PCC soupçonne des éléments fascistes francophones et la police semble peu encline à mener une enquête. « Fascists Shoot at Unemployed », *The Worker*, vol. 14, no. 673 (12 mars 1935), p. 1; « Shots Fired at Montreal Jobless Hall », *The Worker*, vol. 14, no. 682 (2 avril 1935), p. 1; « Hooligans Smash Windows in Hall », *The Worker*, vol. 14, no. 697 (7 mai 1935), p. 2.

<sup>24</sup> « Montreal, Que. Jobless Hold Successful Meeting 16,360 are Represented », *The Worker*, vol. 13, no. 650 (26 décembre 1934), p. 3.

l'entrée. La foule est évaluée à 8 000 personnes par le *Worker* et à 10 000 par la GRC<sup>25</sup>. En comparaison, le même événement attire une foule de 17 000 personnes au Maple Leaf Gardens de Toronto quelques jours auparavant<sup>26</sup>. La police estime que c'est le plus important événement communiste à s'être tenu à Montréal. Selon la GRC, les Canadiens français composent plus ou moins la moitié des participants. On souligne que de nombreux discours sont prononcés par des militants francophones dans leurs langues (dont ceux de Louis Brouillette, Mme Lebrun et d'Émile Godin qui parlent respectivement au nom des sans-travail, des femmes de la classe ouvrière et de l'Association humanitaire). Tim Buck débute même son discours en français. L'ensemble des différentes organisations du Front uni semble aussi fortement représenté. On décrit l'assistance comme étant survoltée et enthousiaste. *L'Internationale* est chantée à quelques reprises<sup>27</sup>. John Manley affirme que la forte présence de Canadiens français démontre que le parti et ses organisations affiliées réussissent à défier l'obstruction politico-légale du gouvernement provincial et « just about achieved the level of public activity and recognition that had established de facto legality elsewhere in Canada »<sup>28</sup>. Le travail à la base, tant au niveau de l'organisation, des revendications, que l'approche moins sectaire de la période NCUC, s'avère efficace et attire des milliers de sans-emploi dans le mouvement. L'accent porté sur le fait qu'il n'est pas nécessaire d'être communiste pour participer à la lutte semble porter fruit,

<sup>25</sup> « 8,000 Jam Stadium to Greet Tim Buck in Montreal Meet », *The Worker*, vol. 13, no. 652 (2 janvier 1935), p. 1; « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 739 (9 janvier 1935), dans Gregory S. Kealy et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, p. 24.

<sup>26</sup> Gregory S. Kealey, « Introduction », dans Gregory S. Kealy et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part I, 1933-1934*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1994, p. 15.

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> John Manley, « Introduction », *op. cit.*, p. 17.

notamment auprès de la classe ouvrière canadienne-française. À partir de quelques exemples de luttes sur le terrain, observons maintenant comment le mouvement se déploie à la base et permet de développer la conscience et les solidarités.

#### 4.2 Le comité de la rue Vitré et les chômeurs célibataires<sup>29</sup>

Le CSEM tente d'organiser les usagers des refuges de Montréal dès 1930. Bien que les tentatives d'organisation s'avèrent infructueuses au refuge Dufferin, il en va tout autrement pour celui situé sur la rue Vitré. Ce refuge, fréquenté par 5 000 sans-travail, est le symbole de la lutte des chômeurs célibataires en 1932 et 1933<sup>30</sup>. Cette mobilisation s'explique à la fois par une grogne latente, l'attitude autoritaire et le mépris des autorités à l'égard des griefs exprimés, la présence de militants du CSEM dans l'institution et la création d'une structure locale de lutte.

En septembre 1931, on apprend que l'administration de l'institution de la rue Vitré ne tolère pas la critique et sévit à l'égard des chômeurs qui se plaignent de la nourriture et de l'hygiène, notamment ceux qui écrivent dans les quotidiens montréalais

---

<sup>29</sup> Le refuge de la rue Vitré est une institution de charité qui voit le jour en octobre 1931. Entre l'automne 1931 et l'été 1934, il reçoit quotidiennement plus de 2 000 usagers. Il est détruit le 1<sup>er</sup> août 1934. C'est le principal refuge de jour à Montréal au cours de la Crise. À l'origine, il est financé par le *Montreal Council of Social Agencies*, organisme de charité protestant. Par la suite, la Commission consultative du chômage de Montréal prend la relève. L'écrasante majorité des premières recrues au camp de travail de Valcartier provient de cette institution. François Bisson, *La gestion des chômeurs célibataires sans-abri au cours de la dépression : le cas du camp de Val Cartier, 1932-1936*, Mémoire de maîtrise, Québec, Université du Québec à Montréal, 1999, p. 95-98.

<sup>30</sup> « Jobless Present Demands to City », *Montreal Daily Star*, vol. 55, no. 32 (8 février 1933), p. 3 et 24.

pour dénoncer la situation<sup>31</sup>. Les minutes des réunions de la Commission consultative du chômage (CCC) confirment que ces plaintes sont nombreuses dans le courrier des lecteurs des différents quotidiens montréalais jusqu'à l'été 1932. Une délégation de groupes de chômeurs et de syndicats fait d'ailleurs déjà part des mauvaises conditions au Conseil municipal le 19 octobre 1932. L'échevin Desroches rejette alors ces accusations<sup>32</sup>. Les questions d'hygiène et d'alimentation sont au cœur des griefs des chômeurs de la rue Vitré et sont le point de départ de la petite révolte qui s'annonce<sup>33</sup>.

Dès février 1932, il est possible d'identifier un noyau militant au sein de l'institution de la rue Vitré. Il est composé d'Henri Charon, Robert Weir et Ralph Ongley<sup>34</sup>. Weir est secrétaire du Conseil des sans-emploi célibataires (CSEC). Il signe aussi de nombreux articles en lien avec le refuge dans les pages du *Worker*. Au printemps 1932, le PCC craint une détérioration des conditions des chômeurs

---

<sup>31</sup> Deux femmes envoyées par la Croix Rouge inspectent le refuge en septembre 1931 suite à des plaintes sur les conditions d'hygiène et la qualité de la nourriture. Ces dernières s'indignent du traitement réservé aux vétérans. Des mesures sont alors prises pour les séparer des autres sans emploi et leur assurer de meilleures conditions. Le lendemain de cette visite, un chômeur, qui n'a pas la chance d'être un ex-soldat, se plaint de la qualité de la nourriture. On lui retire alors son ticket et on le menace de lui couper les secours. Un autre usager des lieux écrit au courrier des lecteurs du *Montreal Daily Star* pour dénoncer la nourriture infecte qu'on lui sert. Il subit alors le même sort que son camarade. R.G.W. « Workers of Montreal Fight for Cash Relief », *The Worker*, vol. 8, no. 459 (26 septembre 1931), p. 3. Robert Weir semble être l'auteur des articles signés R.G.W..

<sup>32</sup> « Delegation Visits Montreal Council From City Jobless », *The Worker*, vol. 11, no. 515 (22 octobre 1932), p. 5.

<sup>33</sup> Les responsables de l'instance ne voient d'ailleurs pas d'un bon œil la publication de telles lettres. Ils jugent qu'elles sont de la mauvaise publicité envers les secours et exigent plutôt la collaboration des journaux, notamment que ceux-ci attendent qu'il y ait enquête sur les plaintes afin de vérifier leur véracité. Division de la gestion des documents et des archives, procès-verbaux de la Commission consultative du chômage. 126-07-08-01--> 2.3.3, Fonds du service de greffe, « Minutes de la 19<sup>e</sup> réunion de la Commission Consultative du Chômage », 21 juillet 1932, p. 1-2.

<sup>34</sup> R.G.W., « Montreal Jobless Delegates Beaten and Arrested », *The Worker*, no. 481 (27 février 1932), p. 1 et 3. Lors de l'arrestation de la délégation montréalaise qui doit se rendre à Québec pour rencontrer le premier ministre Taschereau, trois des 15 délégués arrêtés sont identifiés comme étant des représentants du comité NUWA de la rue Vitré. Il s'agit d'Henri Charon, Robert Weir et Ralph Ongley.



célibataires qui fréquentent les refuges. Le parti soupçonne les autorités municipales de vouloir couper les secours pour cette catégorie de sans-travail, ce qui entraînerait la fermeture des refuges<sup>35</sup>. Pour illustrer les effets dramatiques<sup>36</sup> que pourraient entraîner de telles mesures, le *Worker* fait grand cas de la mort tragique de Fred Filipov, un chômeur célibataire de 45 ans, empoisonné par de la nourriture avariée dénichée dans le dépotoir de Pointe-St-Charles où plusieurs dizaines de sans-emploi se nourrissent<sup>36</sup>. En novembre 1932, le CSEM lance un appel pour un grand rassemblement extérieur afin de recueillir les griefs des sans-emploi et de leurs familles. Le *Worker* annonce : « Leaflets for this open hearing are being distributed to all trade unions and a special leaflet is to be issued to the Vitre Street flop-house ». La raison consiste en ce que les « conditions of the unemployed single men in Vitre Street flop-house are unbearable, and the unemployed councils are going to concentrate on organizing the men there to fight for better conditions, food, sanitation, etc. »<sup>37</sup>.

Le 30 octobre 1932, Victor Beausoleil, proteste de la maigreur de sa ration. Un constable spécial tente alors de lui confisquer son carnet de rationnement. Il résiste et est arrêté. Il est aussitôt amené devant le greffier de la Cour, un dénommé Leblanc, puis est condamné à six mois de prison. Leblanc déclare : « You are living on the hooks of

---

<sup>35</sup> « Throw Montreal jobless Out », *The Worker*, vol. 11, no. 490 (30 avril 1932), p. 2; « Tragedy Follows Abolition of Single Workers' Relief », *The Worker*, vol. 11, no. 493 (21 mai 1932), p. 3.

<sup>36</sup> « "Kick Them Out Now," The Cry », *The Worker*, vol. 11, no. 495 (4 juin 1932), p. 4; « Workers Are Poisoned by Rotten Food », *The Worker*, vol. 11, no. 493 (21 mai 1932), p. 1

<sup>37</sup> « Montreal Jobless Calling Hearing On Conditions », *The Worker*, vol. 11, no. 517 (5 novembre 1932), p. 3.

charity, and dare to complain. We know what to do with men like you »<sup>38</sup>. Le 3 novembre, un chômeur meurt asphyxié alors qu'on le force à entrer dans une pièce fumigée du refuge pour y porter des matelas. La LCDO distribue un tract le 4 novembre pour dénoncer les autorités de l'institution de la rue Vitré qu'elle accuse de vouloir étouffer l'affaire<sup>39</sup>. Ces événements sont exploités pour démontrer la nécessité de l'organisation et de la lutte. Le message semble trouver écho rapidement suite au travail de propagande et d'organisation opéré par les militants. Les protestations individuelles se multiplient depuis l'automne 1931. Les chômeurs passent donc à l'action collective le 12 novembre 1932. Selon *The Worker*, 500 Canadiens français du tout récent Conseil des sans-emploi de la rue Vitré accueillent le premier ministre Bennett à la gare Centrale lors d'une visite éclair à Montréal<sup>40</sup>. Le même jour, les sans-travail amorcent une « grève de la lenteur » dans la cafétéria du refuge. Les repas sont servis sur une période de deux heures, alors qu'on estime qu'il en faudrait cinq pour que tous puissent manger dans des délais raisonnables.

Instead of allowing themselves to be rushed into eating their meals in about three minutes, many of the jobless are taking about half an hour. More and more of the workers who have to eat here are following this example and it should not be long before it becomes a general practice<sup>41</sup>.

Bien que cette action puisse paraître anodine, elle marque le refus de se plier à la discipline imposée par le refuge. La pratique de forcer les chômeurs à manger

---

<sup>38</sup> « Sentence Protesting Worker to 6-Month Term After Tussle With Police Stool », *The Worker*, vol. 11, no. 519 (19 novembre 1932), p. 3.

<sup>39</sup> « Jobless Worker Dies, Forced to Work for 50 Cents Per Day », *The Worker*, vol. 11, no. 518 (12 novembre 1932), p. 5.

<sup>40</sup> P.D. « 500 French-Canadian Workers Give Bennett Hot Reception When He Visits Montreal », *The Worker*, vol. 11, no. 519 (19 novembre 1932), p. 3.

<sup>41</sup> P.D. « Jobless Council Leads in Growing Will to Struggle », *The Worker*, vol. 11, no. 519 (19 novembre 1932), p. 3.

rapidement a pour objectif, entre autres, d'empêcher les discussions et l'organisation. Cette information est confirmée par les minutes de la CCC. Les responsables veulent à tout prix éviter la socialisation des sans-emploi et ainsi empêcher la diffusion d'idées subversives au sein des institutions charitables.

Le temps libre et les moments récréatifs sont perçus comme des périodes qui permettent aux radicaux de discuter avec leurs camarades et ainsi les motiver à lutter. La question des espaces récréatifs de jour pour les chômeurs fait d'ailleurs l'objet de débats à la CCC :

M. l'échevin Trépanier s'oppose complètement à ce projet et il explique que si l'on donnait suite à cette suggestion cela serait un bon moyen pour faciliter le groupement de l'élément subversif, lequel, nous avons toutes les raisons à croire qu'il existe parmi nos sans-travail [...] Après avoir discuté le pour et le contre dudit projet les membres furent d'accord avec M. Trépanier et décidèrent de rejeter la suggestion en question<sup>42</sup>.

Suite aux événements du 12 novembre, le comité local de sans-emploi estime qu'il gagne de plus en plus d'influence auprès des chômeurs qui fréquentent la rue Vitré pour s'y nourrir. Toujours selon le comité, le sentiment de révolte gagne aussi les pensionnaires qui doivent se satisfaire de matelas et de couvertures infestés de poux. Les militants exploitent aussi le ressentiment envers Frank R. Clarke, le directeur du *Montreal Relief Committee* et qui est également en charge du refuge. On souligne le

---

<sup>42</sup> Division de la gestion des documents et des archives, procès-verbaux de la Commission consultative du chômage. 126-07-08-01--> 2.3.3, Fonds du service de greffe, « Minutes de la 23<sup>e</sup> réunion de la Commission Consultative du Chômage », 16 novembre 1932, p. 4. Lors de cette réunion, les responsables font état du refus fait aux demandes des différentes associations de sans-emploi pour l'utilisation de lieux et de bâtisses à des fins récréatives. Plus spécifiquement, la ville refuse de prêter l'ancienne école de réforme au coin des rues de Montigny et Berri à une association de vétérans. La raison invoquée est que ce lieu pourrait servir d'espace de propagande pour les radicaux. La Ville procède à la destruction de l'édifice pour éviter qu'une autre demande de la sorte soit formulée.

paradoxe de son salaire annuel de 5 000 \$ face aux conditions misérables des usagers<sup>43</sup>. Le bras de fer entre Clarke et les chômeurs s'enclenche en décembre 1932. Le 3, une délégation de neuf militants du conseil de la rue Vitré se rend dans les bureaux du directeur. Un sans-travail vient alors de se faire confisquer son carnet de secours et on veut savoir quel est le motif de cette décision. « As soon as Clarke heard the delegation was from the Unemployed Council he flew into a rage and called the police, charging that the delegation had disturbed the peace and made a lot of noise »<sup>44</sup>. La LCDO prend en charge leur défense et le CSEM appelle à manifester devant le Palais de justice<sup>45</sup>. Début janvier 1933, le harcèlement des militants de la rue Vitré se poursuit. Six d'entre eux sont condamnés à 15 jours de prison pour avoir craché sur le trottoir<sup>46</sup>. Le 8 janvier, les sans-emploi gagnent une manche contre le directeur Clarke. Lors du procès des neuf arrêtés de décembre, les chômeurs se pointent en masse et envahissent la salle d'audience de la Cour. Voici comment le *Worker* décrit la scène :

At 3:35 the elevator came up and disgorged about 20 unemployed workers, the same number reaching the court room simultaneously by way of the stairs. Two more trips of the elevator and the court was getting crowded. Detectives rushed forward and attempted to stop the influx of unemployed but in answer to their question came the reply in every case "witness". When recorder Leblanc took his seat the court room was packed and Clarke was shaking in his shoes. One of the comrades replaced the official court crier and all witnesses for Clarke took one look at the boys from the flophouse busily knocking off lice from themselves and then testified against Clarke. The police lawyer packed up his case and Clarke asked for the protection of the court. The case was dismissed. One of

---

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> « Nine Arrested in Montreal », *The Worker*, vol. 11, no. 522 (10 décembre 1932), p. 3.

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> « Pinched for Spitting », *The Worker*, vol. 11, no. 525 (7 janvier 1933), p. 3.

the boys wanted to sue Clarke for the meals that he had lost during the past six weeks, but upon Clarke promising to behave and give all meal tickets back the boys were content for the time<sup>47</sup>.

Au-delà du style employé par Weir pour décrire le procès, l'événement est assez instructif. Cet extrait montre comment, collectivement, les travailleurs sans emploi font preuve de solidarité et réussissent à tourner le procès à leur avantage en s'appropriant même les règles et le décorum de l'institution pour les détourner à leurs fins. Bien qu'ils ne réussissent pas à résoudre l'ensemble de leurs griefs à l'égard du refuge et de Clarke, ils établissent néanmoins un certain rapport de force face à la direction et à l'appareil judiciaire. L'événement est d'autant plus significatif lorsque l'on considère les préjugés défavorables antérieurement exprimés par l'officier de justice Leblanc envers les usagers de l'institution.

Fort de cette petite victoire, les sans-travail de la rue Vitré décident de s'adresser directement au Conseil municipal. Ils demandent d'abord un permis à la ville pour manifester le 18 janvier 1933. On le leur refuse. Ils décident néanmoins de se rendre en masse à l'Hôtel de Ville pour qu'une délégation puisse y déposer une liste de revendications<sup>48</sup>. Les autorités municipales refusent de recevoir la délégation le 23 janvier. Des manifestations sont de nouveau organisées les 1<sup>er</sup> et 8 février. L'exécutif de

---

<sup>47</sup> R.G.W., « Vitre Street Council by Mass Witnessing Wins Case in Court », *The Worker*, vol. 11, no. 527 (14 janvier 1933), p. 5.

<sup>48</sup> J.D.M., « Cossacks Threaten Jobless Delegates with Arrest », *The Worker*, vol. 11, no. 529 (28 janvier 1933), p. 4.

la ville finit par céder et reçoit la délégation durant la manifestation du 8<sup>49</sup>. Le *Montreal Daily Star* rapporte que plusieurs centaines de manifestants de la rue Vitré sont présents. William James, président du CSEC, s'adresse au Comité exécutif de la ville. L'échevin Legault déclare qu'on ne peut tolérer de telles manifestations, car elles sont l'œuvre des communistes. James le met au défi de prouver de telles allégations et d'aller le répéter devant les manifestants. Le comportement de l'intendant Clarke est aussi au cœur des griefs. Les élus menacent les sans-emploi étrangers de déportation lors de la rencontre<sup>50</sup>. La revendication concernant le 1 \$ par jour pour chaque sans-emploi célibataire reçoit une fin de non-recevoir. Sur la question des trois repas convenables par jour, le Comité exécutif s'engage à remédier à la situation. Après qu'un délégué canadien-français ait présenté aux élus un échantillon de son repas du matin, ils sont forcés d'admettre que ceci n'est pas conforme à la norme<sup>51</sup>. En ce qui concerne les autres revendications, on demande à la délégation de s'adresser à la CCC. Dans l'éventualité où les deux parties n'arrivent pas à s'entendre, le Comité exécutif s'engage à recevoir de nouveau une délégation à l'Hôtel de Ville<sup>52</sup>.

Les événements subséquents laissent entendre que les élus cherchent plutôt à gagner du temps. Dans les jours suivants la rencontre du 8, la CCC refuse de rencontrer le comité de griefs mis sur pied par les sans-travail. Suite à cette impasse, le Comité exécutif refuse à son tour de rencontrer une nouvelle délégation le 15 février, même s'il

---

<sup>49</sup> « Mighty Demonstration by Montreal Jobless », *The Worker*, vol. 11, no. 531 (11 février 1933, p. 2; « Vitre Street Jobless Lead Huge Parade to City Hall », *The Worker*, vol. 11, no. 532 (18 février 1933), p. 3.

<sup>50</sup> « Jobless Present Demands to City », *Montreal Daily Star*, *op. cit.*

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> « Vitre Street Jobless Lead Huge Parade to City Hall », *The Worker*, *op. cit.*

s'y est engagé. La manifestation devant l'Hôtel de Ville est alors dispersée violemment par la police. Suite à la fin de non-recevoir du Comité exécutif et de la CCC, la situation dégénère. Pour faire le point sur la situation, une réunion se tient dans les locaux du CSEM l'après-midi même. Les leaders du conseil appellent au calme et font des mises en garde à l'encontre d'actes individuels et spontanés. Rien n'y fait. À 16h, l'émeute éclate dans la cafétéria du refuge et se poursuit dans la rue. La police intervient et deux chômeurs sont alors blessés et trois autres, arrêtés. Le CSEM rejette la responsabilité des événements sur les autorités municipales<sup>53</sup>.

Les minutes de la CCC nous éclairent sur les raisons de cette intransigeance. Le 14 février, les membres de la commission refusent toute négociation avec le comité de la rue Vitré. Pour eux, ce ne sont que des agitateurs communistes. Les revendications et les gestes posés par les sans-emploi sont le résultat de manœuvres provenant de l'extérieur de l'institution et orchestrées par le PCC. La répression est préconisée à travers l'imposition de mesures disciplinaires et le recours à l'intervention policière. On recommande à la Ville d'agir selon les directives de Québec et d'Ottawa, c'est-à-dire de refuser tout contact et toute correspondance avec les organisations associées au

---

<sup>53</sup> Un des deux blessés se nomme Harry Brown. Les trois chômeurs arrêtés sont trois immigrants : Steve Kusner, Emile Ehrs et Danko Zlyko. Ils seront éventuellement reconnus coupables d'avoir endommagé la propriété publique, d'avoir participé à une émeute et troublé la paix. Ils purgeront des peines de deux mois d'emprisonnement. Steve Kusner est aussi menacé de déportation en vertu de l'article 98 du *Code criminel*. La LCDO réussit cependant à éviter sa déportation le 20 juin 1933. « Workers Seriously Injured by Montreal Police Attack », *The Worker*, vol. 11, no. 533 (25 février 1933), p. 2; « Vitre St. Jobless Protests Results in Serious Charge », *The Worker*, vol. 11, no. 534 (4 mars 1933), p. 4; « Worker Saved from Deportation », *The Worker*, vol. 12, no. 552 (8 juillet 1933), p. 2.

mouvement communiste<sup>54</sup>. Lors du procès de Steve Kusner, d'Emile Ehres et de Danko Zlyko, arrêtés pendant l'émeute du 15, Clarke déclare à la cour : « that he had been expecting trouble for some time. He denied that the food was unsatisfactory to the men. He also blamed "outside influence" for the disturbance. »<sup>55</sup>. L'émeute et la manifestation du 15 février donnent un nouveau prétexte aux autorités pour poursuivre la répression envers les sans-emploi. Le 17 février, l'Escouade Rouge interpelle Adrien Casavant, Robert Weir et William James dans les quartiers généraux du CSEM. Ils sont accusés de sédition. Ils sont tenus responsables de l'émeute. Pourtant, selon la LCDO, aucun des trois n'était présent sur les lieux lors de l'événement. Toujours selon l'organisme de défense, il y a eu un total de 40 arrestations depuis le 2 février en lien avec le refuge de la rue Vitre<sup>56</sup>. Selon nos sources, il s'agit de la plus importante vague de détentions depuis celle de l'hiver 1931-1932. Lors du procès des trois accusés, leurs camarades se montrent solidaires et envahissent de nouveau la Cour. Selon le *Worker*, ils sont environ 500 personnes à assister aux deux audiences préliminaires. La preuve recueillie par l'Escouade Rouge semble mince et farfelue face à la gravité de l'accusation. Elle va même jusqu'à utiliser les commentaires d'un des accusés qui aurait déclaré que Clarke est un porc qui ne fait que grogner lorsqu'on lui demande une question polie. La défense des avocats de la LCDO, la pression de masse des sans-

---

<sup>54</sup> Division de la gestion des documents et des archives, procès-verbaux de la Commission consultative du chômage. 126-07-08-01--> 2.3.3, Fonds du service de greffe, « Minutes de la 27<sup>e</sup> réunion de la Commission Consultative du Chômage », 14 février 1933, p. 6-7; lors de la réunion du 20 avril, les membres reviennent sur les événements de février et font un retour sur les discussions tenues durant l'hiver. Division de la gestion des documents et des archives, procès-verbaux de la Commission consultative du chômage. 126-07-08-01--> 2.3.3, Fonds du service de greffe, « Minutes de la 30<sup>e</sup> réunion de la Commission Consultative du Chômage », 20 avril 1933, p. 4.

<sup>55</sup> « Alleged Leaders In Riot Arraigned », *Montreal Daily Star*, vol. 55, no. 39 (16 février 1933), p. 3.

<sup>56</sup> « Workers Seriously Injured by Montreal Police Attack », *op. cit.*; « Vitre St. Jobless Protests Results in Serious Charge », *The Worker*, *op. cit.*



emploi de la rue Vitré ainsi que la preuve de la Couronne forcent le juge à écarter les charges<sup>57</sup>.

Dès lors, le calme semble revenir au sein de l'institution charitable. Le refus des autorités de négocier et le recours à la répression ne sont cependant pas les seules raisons derrière cette accalmie. Dès le printemps 1933, la CCC constate une diminution massive de l'achalandage au refuge. Selon elle, cette situation est attribuable à l'envoi de 1 700 chômeurs célibataires de Montréal au camp de travail de Valcartier<sup>58</sup>. De plus, en juin, la commission envisage le déménagement de l'institution de la rue Vitré dans un bâtiment sur la rue des Inspecteurs<sup>59</sup>. Cet épisode démontre que la nouvelle approche du PCC auprès des chômeurs est plus fructueuse. La lutte a comme point de départ les frustrations quotidiennes vécues par les jeunes chômeurs célibataires et le mépris que les autorités affichent à leur égard. À l'origine, ils ne veulent qu'un minimum de dignité et de confort. On met un visage sur cette injustice à travers la personne de Franck R. Clarke, qui par son rôle et ses actions, semble peu apprécié des usagers. Bien que cette révolte ne débouche pas sur des gains concrets, outre de petites victoires vis-à-vis l'appareil judiciaire, elle dévoile la vraie nature des autorités municipales, des secours et

---

<sup>57</sup> « Fail To Frame Unemployed With Tales of Red Squad », *The Worker*, vol. 11, no. 535 (11 mars 1933), p. 2.

<sup>58</sup> Selon François Bisson, le refuge de la rue Vitré est le principal lieu de recrutement pour le camp de Valcartier. François Bisson, *L'État et le placement des chômeurs au Québec, les premiers bureaux d'emploi publics, 1909-1932*, Thèse de doctorat, Québec, Université du Québec à Montréal, 2007, p. 230.

<sup>59</sup> Division de la gestion des documents et des archives, procès-verbaux de la Commission consultative du chômage. 126-07-08-01--> 2.3.3, Fonds du service de greffe, « Minutes de la 34<sup>e</sup> réunion de la Commission Consultative du Chômage », 31 mai 1933, p. 2; Division de la gestion des documents et des archives, procès-verbaux de la Commission consultative du chômage. 126-07-08-01--> 2.3.3, Fonds du service de greffe, « Minutes de la 35<sup>e</sup> réunion de la Commission Consultative du Chômage », 27 juin 1933, p. 3.

de la justice. Ces derniers considèrent les sans-emploi comme citoyens de seconde zone et qui, en raison de leur statut social, n'ont ni le droit de cité, ni le droit à un minimum de dignité. Cette expérience de lutte, de solidarité et ce moment de prise de conscience collective ne s'arrêteront pas à la rue Vitré. Comme plusieurs des chômeurs de l'institution décident éventuellement de tenter leur chance au Camp de Valcartier, il semble plausible que la conscience acquise au cours de ces mois de mobilisation jouera éventuellement un rôle dans la grève de juillet 1935.

#### **4.3 La question du logement et la lutte contre les évictions (1932-1935)**

L'enjeu du logement devient central à Montréal au plus fort de la Crise en 1932 et 1933. Confrontées au chômage de masse et à l'insuffisance des secours pour remédier à la situation, les familles de la classe ouvrière montréalaise seront confrontées à l'incapacité d'assumer les charges relatives à leur lieu de résidence (électricité, loyer, chauffage et eau) ou à la possibilité d'être évincées de leur logement. L'objectif de cette section est d'étudier les moyens utilisés par les sans-travail et leurs familles afin de résister aux conditions de logement et d'éviter de se retrouver sans toit. Nous porterons une attention particulière à la mort de Nick Zynchuck, car les événements qui s'y rattachent synthétisent plusieurs éléments de cette lutte. Un an après la mort de Nick Zynchuck, l'échevin Schubert est pleinement conscient que la question du logement pose un danger potentiel à l'ordre social alors qu'il intime la Ville de Montréal et la CCC de trouver une solution au problème criant des évictions de locataires. Il déclare que des solutions à cet effet « must be adopted if we are to avoid serious disturbances,

and if we are to preserve the faith of the people in organised government and respect resolutions and laws passed by the Council »<sup>60</sup>.

Dès la fin de l'année 1931, le PCC et les organisations de sans-emploi tentent de faire de cet enjeu un axe majeur de lutte. Le 17 décembre 1931, la Ligue du Travail Féminin tient une première assemblée publique sur le sujet à la Salle Prince Arthur. On y dénombre entre 500 et 1000 résidents du quartier St-Louis. L'objectif est de mettre sur pied un comité de locataires. Un comité est élu et l'assemblée adopte une série de revendications relatives à la question du logement<sup>61</sup>. On annonce que les militants feront du porte-à-porte dans le quartier dans le but d'organiser les résidents rue par rue. Si l'initiative s'avère efficace, cette forme d'organisation sera étendue à d'autres quartiers<sup>62</sup>. L'expérience atteint éventuellement ses objectifs, car ce mode organisationnel sera aussi implanté à Verdun et dans Rosemont en 1932, ainsi que dans St-Denis en 1933<sup>63</sup>. D'ailleurs, l'historienne Andrée Lévesque et l'historien John Manley ont déjà souligné un certain succès des sans-emploi de la région de Montréal à lutter efficacement contre les évictions<sup>64</sup> ce qui, selon nous, n'est pas étranger à l'organisation par comité de rue. À la veille du 1<sup>er</sup> mai 1932, date du renouvellement des baux à Montréal, le PCC lance un appel aux familles ouvrières de Montréal : « workers

<sup>60</sup> « Schubert Wants Scrip for Rental », *The Montreal Daily Star*, vol. 66, no. 69 (22 mars 1934), p. 3.

<sup>61</sup> D.C., « Fight Against High Rents », *The Worker*, vol. 10, no. 474 (9 janvier 1932), p. 4. Pour la liste des revendications, voir l'annexe G. L'auteur derrière les initiales D.C. est probablement Dave Chalmers.

<sup>62</sup> *Ibid.*; D.C., « Tenants Want Lower Rents », *The Worker*, vol. 10, no. 477 (30 janvier 1932), p. 3.

<sup>63</sup> « Montreal Unemployed Demand Immediate Relief », *The Worker*, vol. 11, no. 497 (18 juin 1932), p. 3; « Verdun Unemployed Organization Grows », *The Worker*, vol. 11, no. 507 (27 août 1932), p. 3; « French Tenant's League in Montreal », *The Worker*, vol. 12, no. 557 (12 août 1933), p. 2.

<sup>64</sup> Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit, les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal, Boréal, 1984, p. 60-69; John Manley, « 'Starve, Be Damned!' Communists and Canada's Urban Unemployed, 1929-1939 », *The Canadian Historical Review*, vol. 79, no. 3 (1998), p. 474.

must meet this emergency with the up-building of neighborhood unemployed councils and mass struggle against evictions »<sup>65</sup>. Il faut cependant attendre l'hiver 1933 pour identifier des formes de résistance active et des gestes de solidarité entre les locataires de Montréal. Ces gestes prennent de nombreuses formes. Généralement, la famille en danger d'éviction avise le voisinage, contacte un comité de sans-emploi local ou s'adresse directement au CSEM. Ensuite, des troupes sont rapidement mobilisées et passent à l'action. Par exemple, les sans-emploi occupent le logement par dizaines ou se massent dans la rue par centaines et empêchent l'huissier et la police de procéder à l'éviction des locataires ou à la vente forcée de la propriété. Ou encore, lorsqu'un huissier procède à un encan après la saisie des meubles, afin de rembourser l'arriéré de loyer au propriétaire, les sans-travail prennent le contrôle de la vente en fixant le prix. On rachète ainsi les effets de la famille pour les lui rendre. Le montant recueilli sert alors à rembourser la somme due au propriétaire pour maintenir les locataires dans les lieux ou encore on les déménage dans un nouveau logement<sup>66</sup>. Voici comment le *Montreal Daily Star* décrit un encan suite à une éviction le 2 mars 1933 à Verdun :

The unemployed congregated en masse at the sale, so crowding the house that brokers and ordinary people had no chance to get in. Having the field to themselves they kept the bidding down so that the highest price fetched by anything was a nickel, and the house of furniture complete, sold for 69 cents, or slightly more than one per cent of what the court order and other expenses connected with the auction cost. Meanwhile, the evicted tenant had

<sup>65</sup> « Plan to Evict Thousands in Montreal », *The Worker*, vol. 11, no. 490 (30 avril 1932), p. 1.

<sup>66</sup> « Unemployed Prevent Sale by Purchasing Themselves », *The Worker*, vol. 11, no. 536 (18 mars 1933), p.3; S. W., « Tenant's League Stands By Ten Hours to Defend Jobless Worker », *The Worker*, vol. 12, no. 542 (29 avril 1933), p. 3; « Rosemount Tenants' League Scores Another Victory », *The Worker*, vol. 12, no. 544 (13 mai 1933), p. 3; « Militant Montreal Jobless Put A Bailiff to Flight », *The Worker*, vol. 12, no. 551 (1 juillet 1933), p. 7; « Workers Stop Bailiff From Selling Home », *The Worker*, vol. 12, no. 583 (10 février 1934), p. 2 ; « Montreal Jobless Band Together to Help Save Homes », *The Worker*, vol. 13, no. 635 (3 novembre 1934), p. 3.

found another flat and his unemployed comrades carted his furniture to the new place and installed it there<sup>67</sup>.

Les problèmes liés au logement touchent aussi les charges qui y sont associées, comme le chauffage, l'électricité et l'eau. Par exemple, en avril 1935, les 26 organisations représentées au congrès du CCSEM décident de faire circuler une pétition pour exiger que la CCC paye la facture d'électricité et de gaz pour les sans-travail montréalais<sup>68</sup>. Le 22 mai, une manifestation se tient pour dénoncer le prix exorbitant des factures de la *Montreal Light Heat and Power*<sup>69</sup>. En fait, ce qui motive ces actions, c'est que la justice s'en prend massivement aux travailleurs qui refusent ou sont incapables de payer leurs factures. Toujours en avril 1935, la Ville de Verdun convoque en cour 1 400 résidents pour défaut de paiement de la facture d'eau<sup>70</sup>. Ou encore, le *Worker* estime qu'en novembre 1935, 150 personnes sont emprisonnées par semaine à Montréal pour avoir trafiqué leurs compteurs de gaz et d'électricité. Cette réalité est corroborée par une militante de la période. Cette dernière explique aussi le rôle pédagogique joué par le PCC et les groupes de sans-travail pour montrer aux familles ouvrières comment utiliser gratuitement certains services :

Des gens nous ont montré comment poser des jumpers : avec des bouts de fil, on faisait des crochets pour arrêter les meeters. Nous, on montrait ça aux gens : ils avaient l'électricité sans payer. C'était la même chose pour le gaz (...). Il y a eu beaucoup de causes devant la cour, plus de

<sup>67</sup> « Unemployed Win Tilt With Landlord », *Montreal Daily Star*, vol. 65, no. 52 (3 mars 1933), p. 2.

<sup>68</sup> « Dockers Back Jobless Council », *The Worker*, vol. 14, no. 689, 18 avril 1935, p. 2.

<sup>69</sup> « Sentenced for Price Protest », *The Worker*, vol. 14, no. 705 (25 mai 1935), p. 2.

<sup>70</sup> « 1,400 Summonses Issued in Verdun », *The Worker*, vol. 14, no. 693 (27 avril 1935), p. 2.

17 000. Des chômeurs ont fait un mois de prison [...] On montrait ça aux gens. Les gens étaient ingénieux<sup>71</sup>.

Les tactiques et stratégies employées par les chômeurs dans la lutte pour le logement concordent avec celles décrites par le NCUC dans sa brochure intitulée *Building a Mass Unemployed Movement*<sup>72</sup>. Ces modes d'organisation et d'action sont donc mis en application à Montréal et font l'objet d'une appropriation de la part des sans-travail. La nature de nos sources ne nous permet malheureusement pas de quantifier l'importance de ces actes de résistance individuels et collectifs. Sans affirmer que ces différentes pratiques soient systématiques, elles ne semblent pas non plus être des cas isolés. Le témoignage recueilli par Marcel Fournier confirme que ces pratiques sont répandues que ce soit au niveau des évictions ou au niveau des services d'utilité publique<sup>73</sup>.

Selon l'historien John Manley, « [a]n eviction in 1933 precipitated the single event that thrust the CPC into the consciousness of working-class Montreal: the 'murder' of Nick Zynchuck. »<sup>74</sup>. Pour nous, cet épisode est révélateur de la tension sociale qui règne à Montréal et qui s'exprime à la fois par la réaction de la classe ouvrière et la réponse que lui oppose l'État. Il confirme aussi certaines des pratiques de résistance mentionnées plus haut. Le 3 mars 1933, les Wlostizozsk, un couple de sans-emploi d'origine ukrainienne logeant au 3962 rue St-Dominique, reçoit la visite d'un huissier, René Clouette. Ils sont expulsés pour non-paiement de loyer. L'appartement est

<sup>71</sup> Marcel Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec 1920-1950*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979, p. 69-70.

<sup>72</sup> National Committee of Unemployed Councils, *Building a Mass Unemployed Movement*, Toronto, 1933, 32 p. Pour plus de détails, voir annexe B.

<sup>73</sup> Marcel Fournier, *op. cit.*, p. 69-70.

<sup>74</sup> John Manley, *op. cit.*, p. 475.

alors cadenassé, mais leur mobilier n'est pas immédiatement saisi. Le lendemain, le 4 mars, Mme Wlostizozsk, accompagnée de Nick Zynchuck, ancien chambreur du couple, rencontre l'échevin Joseph Schubert, l' élu du district, afin de lui demander d'intervenir dans le dossier. Il leur conseille alors de négocier avec le propriétaire pour trouver une solution. Le 5 mars, Clouette revient pour saisir les meubles, mais constate que le couple est de retour dans l'appartement et l'occupe avec quelques voisins venus prêter main-forte. Il revient cependant dans l'après-midi du 6 mars, accompagné de la police et de 12 assistants<sup>75</sup>. Alors que les huissiers procèdent à la saisie des meubles, un groupe d'hommes se rend à la Salle Prince-Arthur pour chercher des renforts : ils reviennent à 50. Au même moment, le voisinage accourt par centaines et encourage le couple à résister. Il y a alors cohue. La foule, estimée alors à 2000 personnes, s'en prend au camion des huissiers pour l'endommager alors que d'autres déchargent son contenu. La police appelée en renfort du poste 12 arrive sur les lieux. Zynchuck tente de récupérer certains de ses effets qui sont saisis. Un témoin raconte qu'un des policiers crie à son collègue Joseph Zappa de tirer. Nick Zynchuck est abattu d'une balle dans le dos. Selon un autre témoin, qui contredit la version officielle, Zynchuck n'a pas tenté d'agresser le constable. Toujours selon le témoin, devant l'hostilité de la foule, Zappa crie que son revolver contient de la mort pour cinq autres personnes<sup>76</sup>.

---

<sup>75</sup> Andrée Lévesque, « Du Rouge sur la 'Main' pendant les années trente ». *Bulletin des chercheurs et chercheuses en histoire du travail au Québec (RCHTQ)* (printemps 2003), p. 39-51; « La mort de Nick Zynchuck », *Le Devoir*, vol. 24, no. 54 (7 mars 1933), p. 4; « Police Claim Officer Justified in Shooting », *The Montreal Daily Star*, vol. 55, no. 55 (7 mars 1933), p. 3 et 11; « Sa vie étant menacée, l'agent J. Zappa était justifiable de tirer », *La Presse*, vol. 49, no. 119 (7 mars 1933), p. 3 et 19; « Le constable Zappa explique comment il tua Nick Zinchuck », *La Presse*, vol. 49, no. 120 (8 mars 1933), p. 3; « Police Murder Montreal Worker », *The Worker*, vol. 11, no. 535 (11 mars 1933), p. 1 et 2.

<sup>76</sup> « Police Claim Officer Justified in Shooting », *The Montreal Daily Star*, *op. cit.* Alors que le *Montreal Daily Star* s'efforce de donner la version des différents témoins de la scène, *Le Devoir* et *La Presse* ne

Après l'enquête du coroner, qui ne retient que la version de la police, Joseph Zappa est exonéré du meurtre. Fait intéressant, il se justifie en affirmant qu'il était en colère et que le quartier où a eu lieu l'éviction est un « nid de rouges » et que Zynchuck était un communiste, donc qu'il méritait son sort<sup>77</sup>. La LCDO veut rouvrir l'enquête et faire condamner Zappa, mais le juge Cusson n'y voit aucun motif<sup>78</sup>. Le PCC organise des « funérailles rouges » le 11 mars. La classe ouvrière montréalaise afflue par milliers des quatre coins de la ville, dont une délégation de quelques centaines de sans-emploi qui marche de Verdun à la rue des Pins. *La Presse* estime la foule à 10 000 personnes, le *Worker* à 20 000 et le *Montreal Daily Star* à 30 000<sup>79</sup>. La police, au nombre de quelques centaines, charge l'impressionnant cortège qui est pourtant calme et solennel. Les journaux rapportent une scène de chaos où l'on moleste tout ce qui bouge, femmes et enfants compris. *La Presse* et *Le Devoir* applaudissent devant l'intervention policière contre les communistes et les agitateurs<sup>80</sup>. Le son de cloche est différent dans la presse anglophone, alors que *The Montreal Daily Herald* condamne l'intervention et demande une enquête<sup>81</sup>. Le *Montreal Daily Star*, quant à lui, interview le Révérend Maclellan qui déclare qu'une telle action a plus de chance de créer des bolcheviks par centaines que

---

donnent que la version officielle de la police et des huissiers. Ils agitent aussi le spectre de la menace communiste en tenant ces derniers responsables des événements.

<sup>77</sup> « Constable Exonerated In Fatal Shooting », *The Montreal Daily Star*, vol. 55, no. 56 (8 mars 1933), p. 3 et 11; « Le constable Zappa explique comment il tua Nick Zinchuck », *La Presse*, *op. cit.*

<sup>78</sup> « Warrant Sought For Constable's Arrest », *The Montreal Daily Star*, vol. 55, no. 58 (10 mars 1933), p. 3; « Workers Must Demand the Indictment of Zappa », *The Worker*, vol. 11, no. 536 (18 mars 1933), p. 1 et 5.

<sup>79</sup> « Nick Zynchuck porté en terre dans un tumulte », *La Presse*, vol. 49, no. 124 (13 mars 1933), p. 13 et 21; « Police Smash Funeral Procession of Workers », *The Worker*, vol. 11, no. 536 (18 mars 1933), p. 1 et 5; « Investigation Is Sought In The Zynchuck Case », *Montreal Daily Star*, vol. 55, no. 60 (13 mars 1933), p. 3 et 11.

<sup>80</sup> « Aux funérailles de Zynchuck », *Le Devoir*, vol. 24, no. 59 (13 mars 1933), p. 8; Nick Zynchuck porté en terre dans un tumulte », *La Presse*, *op. cit.*

<sup>81</sup> « A Blot On The Police Escutcheon », *The Montreal Daily Herald*, vol. 22, no. 123 (13 mars 1933), p. 1; « Police Over-Awe Crowd at Funeral », *Montreal Daily Star*, vol. 55, no. (13 mars 1933), p. 11.



toute la propagande de Moscou<sup>82</sup>. L'Association des ministres protestants condamne d'ailleurs l'action des autorités et demande une enquête publique sur les événements<sup>83</sup>.

Malgré les tentatives de la LCDO de faire inculper Zappa et les nombreuses protestations formulées suite aux funérailles, le premier ministre Taschereau juge que l'incident est clos. Suite aux pressions exercées, il reçoit néanmoins une délégation du Front Uni le 27 mars dans ses bureaux montréalais. Bella Gordon, la secrétaire montréalaise de la LCDO, dirige cette délégation<sup>84</sup>. Lors de la rencontre, le premier ministre déclare qu'il est de son devoir de maintenir l'ordre, que les évictions suivront leur cours et que si la police doit tirer à nouveau pour faire respecter la loi, elle le fera. Il ajoute aussi que « ceux qui n'aiment pas respirer l'air canadien retournent chez eux »<sup>85</sup>. Pour le PCC, les paroles de Taschereau sont une menace à peine voilée contre la classe ouvrière et ses éléments les plus militants. On souligne que l'usage d'une arme à feu contre un chômeur lors d'une éviction est un dangereux précédent, alors que 30 000 familles pourraient se retrouver à la rue le 1<sup>er</sup> mai 1933<sup>86</sup>.

Les événements qui ont cours en mars 1933 sont très révélateurs. D'une part, ils démontrent qu'une culture de résistance et une conscience de classe commencent à se

<sup>82</sup> « Police Over-Awe Crowd at Funeral », *Montreal Daily Star*, vol. 55, no. (13 mars 1933), p. 11.

<sup>83</sup> « Investigation Is Sought In The Zynchuck Case », *Montreal Daily Star*, *op. cit.*

<sup>84</sup> Parmi les organisations ouvrières représentées, on retrouve des groupes de chômeurs et de locataires de différents quartiers, des sections de quartier de la LCDO, des syndicats locaux de la LUO et le local 144 de l'AFL (les plombiers et tuyauteurs). « Liberal Premier Asserts Bullets To Be Used Against Workers Again », *The Worker*, vol. 11, no. 538 (1 avril 1933), p. 1 et 5.

<sup>85</sup> *Ibid.*; « L'affaire Zappa est close », *Le Devoir*, vol. 24, no. 71 (27 mars 1933), p. 3; « L'affaire Zappa M. Taschereau », *La Presse*, vol. 49, no. 136 (27 mars 1933), p. 3.

<sup>86</sup> « Liberal Premier Asserts Bullets To Be Used Against Workers Again », *op. cit.*

dessiner chez les sans-travail montréalais. La présence d'une foule de 2000 personnes pour empêcher l'éviction du couple Wlostizozsk et la présence de milliers de travailleurs aux funérailles de Nick Zynchuck en témoignent. D'ailleurs, l'échevin Schubert affirme qu'il n'est pas surpris d'une telle réaction :

The reason why people gathered around on Monday afternoon were excited or enraged is simple. They have already been hundred evictions in the neighborhood, and many of the crowd must have themselves been either victims of past eviction or in fear of being made victims in the near future<sup>87</sup>

Cette histoire démontre aux sans-emploi que les législateurs ne protègent pas les victimes du chômage, mais préfèrent plutôt recourir à la répression et les laisser ces derniers à la merci des propriétaires et des huissiers<sup>88</sup>. Autre élément à noter, nous savons que le PCC est bien implanté dans le quartier à travers ses différentes organisations<sup>89</sup>. Comme nous l'avons vu plus tôt, il y a création d'un comité de locataires dès décembre 1931. Des comités de rues sont aussi implantés. Ce n'est pas un hasard si les voisins du couple Wlostizozsk ont le réflexe d'aller chercher de l'aide à la salle Prince Arthur, lieu de rassemblement pour différentes activités reliées au mouvement communiste. Autre hypothèse, Zynchuck est impliqué dans les démarches du couple de chômeurs pour empêcher leur éviction deux jours avant les événements tragiques. Il est un ancien employé du *Canadian-Pacific Railways* aux *Shops Angus*. C'est un lieu d'implantation et d'activités de la LUO et du PCC tout au long de la Crise<sup>90</sup>. Alex Gauld, membre du PCC et un des responsables de la LCDO montréalaise, et

---

<sup>87</sup> « No Justification Seen For Shooting », *The Montreal Daily Star*, vol. 55, no. 58 (10 mars 1933), p. 3.

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> Andrée Lévesque, « Du Rouge sur la 'Main' pendant les années trente », *op. cit.*

<sup>90</sup> Marcel Fournier, *op. cit.*, p. 81.

Édmond Simard, aussi membre du parti, y sont très actifs<sup>91</sup>. Il est donc plausible que Zynchuck ait participé à certaines de ces activités et ait été en contact, ne serait-ce qu'indirectement, avec le discours et les actions proposés par le parti.

Du côté de l'État et d'une fraction de la bourgeoisie, ces événements révèlent, encore une fois, que tout acte de résistance active de la part des sans-emploi est vu comme une manifestation du péril communiste. Le recours à la répression et la justification de celle-ci témoigne d'une peur de la révolte des sans-travail. Les déclarations du premier ministre dans cette histoire laissent sous-entendre qu'il y a une crainte réelle que les chômeurs canadiens-français s'identifient au sort de Zynchuck en déclarant que l'événement est lié à des éléments étrangers qui refusent de se plier aux lois canadiennes. L'accent porté dans les articles de *La Presse* et du *Devoir* sur les origines polonaises de Zynchuck, au lieu de sa condition de chômeur, vise aussi à empêcher une identification à son statut social en cherchant à diviser la classe ouvrière entre Canadiens français et étrangers. D'ailleurs, il est possible d'identifier des traces de solidarité entre travailleurs canadiens-français et travailleurs d'origines immigrantes dans le contexte de la lutte contre les évictions<sup>92</sup>. Nick Zynchuck deviendra aussi une icône de la lutte des sans-emploi et de la classe ouvrière pour le PCC. Il sera le sujet d'un poème et d'une pièce de théâtre<sup>93</sup>. Le 6 mars 1934, un an après sa mort, une soirée commémorative est organisée à la Salle Prince-Arthur. Sidney Sarkin, le candidat

---

<sup>91</sup> Bernard Dansereau, *op. cit.*, p. 24.

<sup>92</sup> « Militant Montreal Jobless Put A Bailiff to Flight », *The Worker*, *op. cit.*

<sup>93</sup> Andrée Lévesque, « Du Rouge sur la 'Main' pendant les années trente », *op. cit.*; John Manley, *op. cit.*, p. 475.

communiste de St-Louis aux élections municipales, ainsi que des représentants des associations de locataires et de la LCDO, lui rendent hommage. Le 18 mars 1935, lors d'une soirée commémorative en l'honneur de la Commune de Paris organisée par la LCDO à la Salle Prince-Arthur, une minute de silence lui sera aussi consacrée. La GRC estime l'audience à 1000 personnes et presque exclusivement composée de Canadiens français<sup>94</sup>.

#### 4.4 Les secours, la grève et la Marche sur Ottawa (1933-1935)

Les années 1934 et 1935 voient une augmentation de l'activité du PCC et de ses alliés à Montréal. Cette constatation est aussi valable pour le mouvement des sans-emploi. Comme le souligne l'historien Marcel Fournier, l'année 1935, qui est aussi celle de la Marche sur Ottawa, est particulièrement agitée à Montréal<sup>95</sup>. Notre objectif dans cette section n'est pas de recenser l'ensemble de ces événements, mais plutôt d'étudier les grèves des secours à Verdun et à Montréal-Nord, ainsi que les échos de la Marche sur Ottawa et de la grève dans les camps de travail de l'Ouest canadien. Bien entendu, ces manifestations n'ont pas l'ampleur d'événements similaires ailleurs au Canada. Par exemple, si l'on compare à la grève des secours à Crowland<sup>96</sup> ou, encore à l'émeute de Régina<sup>97</sup>. Elles prouvent néanmoins que le mouvement des sans-emploi à Montréal

<sup>94</sup> « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 750 (27 mars 1935), dans Gregory S. Kealy et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, p. 197.

<sup>95</sup> Marcel Fournier, *op. cit.*, p. 64.

<sup>96</sup> Carmela Patrias, *Relief Strike: Immigrant Workers and The Great Depression in Crowland, Ontario, 1930-1935*, Toronto, New Hogtown Press, 1990, 54 p.

<sup>97</sup> Lorne Brown *La lutte des exclus, un combat à refaire*, Montréal, Écosociété, 1997, 310 p.; Victor Howard *We Were the Salt of the Earth!: A Narrative of the On-to-Ottawa Trek and the Regina Riot*,

s'inscrit dans un contexte plus large qui est directement en lien avec ce qui se trame ailleurs au pays. Les autorités municipales sont d'ailleurs conscientes que la situation est potentiellement explosive et craignent une révolte plus généralisée des sans-travail. À la fin décembre 1934, au lendemain du rassemblement au Stade De Lorimier pour la visite de Tim Buck, le maire Houde se rend d'ailleurs à Ottawa pour discuter des secours et de l'application de la *Loi d'émeute*. Les autorités municipales semblent craindre une intensification de la contestation :

Ainsi, la population pauvre de Montréal se soulèverait-elle parce qu'elle manque de secours que le maire, pour remplir son devoir de premier citoyen de la municipalité, devrait aller lire publiquement la loi d'émeute, après quoi la situation serait laissée à l'autorité militaire<sup>98</sup>

La grève des secours à Verdun débute le 18 juillet 1933. La municipalité est alors incapable d'assumer la facture des secours suite au délai de paiement du gouvernement fédéral. Environ 350 chômeurs débrayent. Ils exigent une augmentation de l'échelle de paiement des secours et l'embauche d'un plus grand nombre de sans-emploi<sup>99</sup>. Les grévistes et leurs partisans sont impatients. Ils menacent d'en venir au sabotage des travaux et à la destruction de matériel, ce qui force l'intervention personnelle du maire Ferland sur les piquets afin qu'ils abandonnent l'idée. Les autorités locales envoient un

---

Régina, University of Regina, 1985, 205 p. ; Bill Waiser, *All Hell Can't Stop Us: The On-To-Ottawa Trek and Regina Riot*, Toronto, Fifth House, 2003, 316 p.

<sup>98</sup> « M. Houde étudie la loi d'émeute avant d'aller voir l'hon. M. Bennett », *La Presse*, vol. 51, no. 63 (29 décembre 1934), p. 3.

<sup>99</sup> Selon le *Montreal Daily Star* la grève est respectée par 90% des chômeurs. Selon *The Worker*, seulement 10 d'entre eux retournent travailler le 19 juillet. « Delay in Verdun Grant Explained », *Montreal Daily Star*, vol. 55, no. 169 (19 juillet 1933), p. 3 et 11; Second Verdun Group Start Protest Strike », *Montreal Daily Star*, vol. 55, no. 170 (20 juillet 1933), p. 3; « Verdun Relief Strikers Win », *The Worker*, vol. 12, no. 556 (5 août 1933), p. 1.

télégramme à Ottawa pour faire part de l'urgence de la situation<sup>100</sup>. Une partie de la communauté de Verdun se mobilise en solidarité avec les grévistes. Des piquets de grève sont tenus malgré le harcèlement policier et les menaces. Selon le *Worker*, les femmes sont au premier rang sur les lignes de piquetage et jouent un rôle de premier plan dans les activités de la grève. La municipalité coupe les secours à 200 grévistes et à leurs familles. On réussit néanmoins à nourrir ces personnes pendant neuf jours. La grève, bien que dirigée par l'Association des travailleurs de Verdun, reçoit le support du CSEM et de l'Association des locataires de Rosemont (ALR)<sup>101</sup>. La solidarité exprimée par les sans-emploi de l'extérieur de Verdun joue un rôle non négligeable. L'ALR collecte des fonds et de la nourriture et achemine trois camions de victuailles à Verdun. De son côté, le PCC, par l'entremise du Secours international des travailleurs, organise des points de collecte à Montréal pour recueillir nourriture et vêtements<sup>102</sup>. La toute récente Association de protection de Montréal-Nord achemine aussi un camion de nourriture pour les grévistes et leurs familles<sup>103</sup>. Après avoir essuyé un premier refus à leurs revendications, les chômeurs gagnent la bataille le 27 juillet. La municipalité annonce un nouveau programme de travaux publics qui doit permettre l'embauche de 2 000 sans-travail, ainsi qu'une réévaluation du taux horaire pour les secours<sup>104</sup>. Quelques semaines plus tard, la ville annonce une augmentation du paiement des secours

<sup>100</sup> « Second Verdun Group Start Protest Strike », *Montreal Daily Star*, *op. cit.*; « Les grévistes de Verdun obéissent au maire Ferland », *La Presse*, vol. 49, no. 233 (20 juillet 1933), p. 3; « Relief Strike in Verdun », *The Worker*, vol. 12, no. 554 (22 juillet 1933), p. 1.

<sup>101</sup> « Verdun Unemployed Solid in Relief Strike In Spite of Intimidation », *The Worker*, *op. cit.*; « Verdun Relief Strikers Win » *The Worker*, *op. cit.*

<sup>102</sup> *Workers' International Relief*, section montréalaise; « Verdun Relief Strike is Receiving Enthusiastic Support », *The Worker*, vol. 12, no. 536 (5 août 1933), p. 1.

<sup>103</sup> « Are Building Organization », *The Worker*, vol. 12, no. 556 (5 août 1933), p. 3.

<sup>104</sup> « Increase Refused for Verdun Unemployed », *Montreal Daily Star*, vol. 55, no. 175 (26 juillet 1933), p. 3; « Jobs Given 2,000 Jobless in Verdun », *Montreal Daily Star*, vol. 55, no. 176 (27 juillet 1933), p. 3; « Verdun Relief Strikers Win » *The Worker*, *op. cit.*

directs de 40 % et une augmentation de 50 % de l'échelle du taux horaire pour les chômeurs embauchés sur le nouveau programme de travaux publics<sup>105</sup>.

La grève de Montréal-Nord, du 22 mars 1934, ne semble pas la première si l'on se fie au journal *La Presse* qui titre : « Les chômeurs font encore la grève à Montréal-Nord »<sup>106</sup>. Elle touche 300 chômeurs. Quelques centaines d'autres sans-travail se joignent à eux et marchent vers l'Hôtel de Ville. Les grévistes exigent que le taux horaire soit majoré de 10 sous, plus d'heures de travail, plus de charbon et le paiement du salaire pour les travailleurs malades<sup>107</sup>. Ils reçoivent l'appui des sans-emploi de Verdun qui arrivent sur les lieux en camion ainsi que de ceux de Rosemont<sup>108</sup>. Arrivés à l'Hôtel de Ville, les manifestants sont attaqués par la police. Le maire, Aimé Léonard, ainsi que le Chef de Police Bonneville, font porter la responsabilité des altercations sur la présence de chômeurs extérieurs à la municipalité. 13 sans-emploi sont alors arrêtés en lien avec la grève et sont défendus par la LCDO<sup>109</sup>. Joseph Jacques, le présumé leader, et George Cotter seront finalement condamnés le 3 avril 1935. Ce qui fera dire à un lecteur du *Worker*, suite aux déclarations partiales du juge lors du procès :

---

<sup>105</sup> « Verdun Relief Raised 50 Per Cent. By Struggle », *The Worker*, vol. 12, no. 564 (30 septembre 1933), p. 7.

<sup>106</sup> « Les chômeurs font encore la grève à Montréal-Nord », *La Presse*, vol. 50, no. 132 (23 mars 1934), p. 15.

<sup>107</sup> *Ibid.*; « Montreal North Strike Thirteen Men Arrested », *The Worker*, vol. 12, no. 590 (31 mars 1934), p. 1.

<sup>108</sup> *Ibid.*

<sup>109</sup> « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 711 (20 juin 1934), dans Gregory S. Kealy et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part I, 1933-1934*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1993, p. 88. Les accusés sont : Joseph Jacques, Henri Camirand, Marcel Everard, Clements Cole, Théodore Breton, Charles Lalumière, Redner Graham, Edward Adnum, Joseph Riddell, Maurice Drolet, George Cotter et Francis Smith. « Montreal Unemployed Befor Bosses' Courts », *The Worker*, vol. 12, no. 591 (7 avril 1934), p. 1.

When workers try to prevent scabs from taking their jobs away from them by organizing a picket line this is “intimidation”. When they demonstrate it is “use of force”. If they shout a protest at a cop who is beating up women, this is “using threats against the police”. But when a judge publicly threatens an accused man in his court, this is perfectly just<sup>110</sup>.

Il n'est sûrement pas le seul travailleur montréalais de la période à ressentir une telle injustice à l'égard du système judiciaire suite aux maintes condamnations de sans-travail qui participent au mouvement ou qui tentent simplement de survivre. En juillet 1935, une deuxième grève éclate à Montréal-Nord. Cette dernière se propage à Côte St-Michel et Montréal-Est. Bien que nous n'ayons pu obtenir les détails, nous savons qu'elle force l'intervention de l'échevin Biggar et du député provincial St-Jean qui s'engagent à empêcher la suspension des secours pour les grévistes, à la condition que ces derniers retournent au travail pour 15 jours, le temps de trouver une solution. Le fait qu'une grande proportion des grévistes faisait partie des briseurs de grève de mars 1934 à Montréal-Nord, démontre que la conscience n'est pas un phénomène figé, mais qui évolue dans la lutte<sup>111</sup>. L'implication de sans-emploi dans des conflits qui se passent à l'extérieur de leur territoire démontre aussi la consolidation de la solidarité au sein des sans-emploi de la région de Montréal. De plus, l'intervention rapide et conciliante de certains élus n'est sûrement pas étrangère au contexte socialement chargé à Montréal et ailleurs au Canada.

---

<sup>110</sup> En fait, le juge déclare en cour que si les télégrammes de protestation, exigeant l'acquittement des accusés, continuaient à lui être acheminés, il en tiendrait personnellement Cotter responsable et que sa sentence serait ajustée en conséquence. « Letters to the Editor: Justice », *The Worker*, vol. 14, no. 685 (9 avril 1935), p. 4.

<sup>111</sup> Beatrice Ferneyhough, « Alderman, M.P.P. Promise Increase », *The Worker*, vol. 14, no. 731 (25 juillet 1935), p. 2.



Bien que l'historiographie ait abordé la grève de 1935 dans les camps de travail en Colombie-Britannique et la Marche sur Ottawa, on en sait très peu sur les répercussions de l'émeute de Régina ailleurs au Canada. Quatre groupes de sans-emploi tentent néanmoins de joindre Ottawa et poursuivre la lutte amorcée par leurs camarades de l'Ouest. L'un part de Winnipeg, un deuxième du sud de l'Ontario, un troisième du nord de l'Ontario et, finalement, un quatrième de Montréal<sup>112</sup>. Parallèlement aux préparatifs de la marche de Montréal, une grève éclate au camp de travail de Valcartier le 2 juillet, le lendemain des événements de Régina. Les actions en solidarité avec les grévistes de l'Ouest s'organisent dès juin 1935<sup>113</sup>. Le 13 juin, de 5 000 à 6 500 personnes s'entassent à l'aréna Mont-Royal pour le lancement de la campagne du PCC pour les élections fédérales de 1935. Les candidats ouvriers Jean Perron (*Co-operative Commonwealth Federation*), Max James (Parti ouvrier) et Fred Rose (PCC) expriment leur solidarité avec les marcheurs<sup>114</sup>. Des discussions et des réunions d'organisation pour qu'une marche parte de Montréal font aussi leur chemin. Bien que le PCC et ses différentes composantes supportent l'organisation de cette marche, c'est la Jeunesse communiste et l'AH qui semblent assumer le gros de la mobilisation<sup>115</sup>. Plusieurs assemblées publiques sont organisées dans la ville. 50 000 dépliantes et 20 000 autocollants en français et en anglais sont aussi distribués à Montréal et dans d'autres

<sup>112</sup> « 4 Trek Armies Now Marching Toward Ottawa », *The Worker*, vol. 14, no. 729 (20 juillet 1935), p. 1.

<sup>113</sup> « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 760 (19 juin 1935), dans Gregory S. Kealy et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, p. 359.

<sup>114</sup> « Great Rally Backs Camp Strike Trek », *The Worker*, vol. 14, no. 714 (15 juin 1935), p. 1; « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 761 (26 juin 1935), dans Gregory S. Kealy et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, p. 374-375.

<sup>115</sup> Worker Correspondent, « Montreal Plans March on Ottawa », *The Worker*, vol. 14, no. 715 (18 juin 1935), p. 3; « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 763 (10 juillet 1935), dans Gregory S. Kealy et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, p. 397.

localités pour expliquer la situation des chômeurs célibataires, la Marche sur Ottawa et la grève dans les camps de travail. Montréal doit être le point de convergence des chômeurs venus d'ailleurs en province. Il est impossible de savoir si les sans-emploi de l'extérieur de la région de Montréal sont nombreux, mais nous savons qu'un groupe de 90 d'entre eux en provenance de Magog se rend dans la métropole<sup>116</sup>.

Le 2 juillet, le lendemain de l'émeute de Régina, la grève éclate au camp de Valcartier. 1 500 chômeurs sont alors en grève. Il est convenu d'envoyer 200 grévistes vers Montréal pour rejoindre la marche vers Ottawa. Leur arrivée dans la métropole est prévue le 13 juillet, journée du départ vers la capitale fédérale. Les autres grévistes doivent rester pour étendre le mouvement dans le camp. La grève prend fin le 15 juillet alors qu'on arrête les membres du comité de grève et qu'on expulse du camp les principaux leaders vers Montréal<sup>117</sup>. Tout comme lors des événements de la rue Vitré de 1933, les griefs des grévistes concernent la nourriture, l'hygiène et la discipline en plus des questions « salariales »<sup>118</sup>. Comme de nombreux grévistes ont été recrutés au refuge de la rue Vitré, il est plausible d'affirmer que leur expérience de lutte, la solidarité et la conscience développées lors de l'hiver 1933 à Montréal ne soient pas étrangères aux événements de la grève de Valcartier. De plus, la grève éclate au moment où les grèves se multiplient dans les camps des autres provinces et le lendemain de l'émeute de

<sup>116</sup> « Montreal Plans March on Ottawa », *The Worker*, *op. cit.* R.C.M.P. Security Bulletin », no. 763 (10 juillet 1935), *op. cit.*, p. 397-399.

<sup>117</sup> « 1,900 Men Strike at Valcartier, Que. », *The Worker*, vol. 14, no. 722 (4 juillet 1935), p. 1; « Arrest 2 at Valcartier », *The Worker*, vol. 14, no. 724 (9 juillet 1935), p. 1; « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 763 (10 juillet 1935), *op. cit.*, p. 386; « Le travail est repris au camp de Valcartier », *La Presse*, vol. 51, no. 229 (15 juillet 1935), p. 3 et 19.

<sup>118</sup> « 1,900 Men Strike at Valcartier, Que. », *The Worker*, *op. cit.*

Régina<sup>119</sup>. Ceci prouve que la réaction des chômeurs se situe dans un cadre qui dépasse largement les conditions propres de Valcartier et que les Canadiens français, qui y sont majoritaires, s'identifient à la lutte de leurs camarades du reste du Canada.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la réponse des autorités municipales montréalaises et de la police, qui est sans commune mesure. Elles semblent craindre que les événements de Régina se reproduisent à Montréal. Alors que l'Association humanitaire compte organiser un *tag day* le 10 juillet pour permettre à la population d'afficher son appui pour les marcheurs et les grévistes et de profiter de l'occasion pour recueillir des fonds en vue de la marche de Montréal à Ottawa<sup>120</sup>, la Sûreté provinciale et la police de Montréal « ont donné l'ordre à tous leurs subalternes d'arrêter, sur-le-champ, toute personne qui tenterait de vendre des imprimés, fleurs, boutons, etc. en vue d'un "tag-day", aujourd'hui même », même chose pour « tout individu qui sera pris à distribuer des circulaires communistes ou à coller des papiers de propagande »<sup>121</sup>. La police a aussi l'ordre de ne tolérer aucun rassemblement dans les parcs et terrains de jeux pour l'ensemble de l'été. Tout attroupement de plus de trois personnes au centre-ville ou près de l'Hôtel de Ville doit être dispersé sur le champ. 800 policiers sont mobilisés pour exécuter cette tâche à partir du 10 juillet, et ce, jusqu'à

---

<sup>119</sup> « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 764 (10 juillet 1935), *op. cit.*, p. 386; « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 764 (17 juillet 1935), dans Gregory S. Kealy et Red Whitaker, éd. « *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, p. 400-404.

<sup>120</sup> « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 762 (3 juillet 1935), dans Gregory S. Kealy et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, p. 384.

<sup>121</sup> « La police contre les marcheurs de la faim », *La Presse*, vol. 51, no. 225 (10 juillet 1935), p. 3 et 23.

nouvel ordre<sup>122</sup>. Du 11 juillet au 8 août, la répression s'abat sur les sans-emploi. Un cordon sanitaire est dressé tout autour de Montréal. En plus de la Sûreté provinciale et de la police de Montréal, les agents de la Commission des liqueurs et la police ferroviaire sont mobilisés<sup>123</sup>. Il est difficile d'estimer le nombre total de marcheurs qui se compte néanmoins par plusieurs centaines. Dès le départ, une manifestation de soutien se déroule à Montréal le 11 juillet qui réunit environ 2 000 personnes. Elle est violemment dispersée par la police<sup>124</sup>. Plus de 200 sans-travail seront aussi arrêtés à l'extérieur de Montréal dans les jours qui suivent le départ de la Marche<sup>125</sup>. Il est difficile de quitter Montréal en groupe. La consigne est alors de quitter la ville individuellement ou en groupe de quelques personnes<sup>126</sup>. La CCC enverra même un avis formel aux familles des marcheurs afin de les informer que leurs secours seront coupés en « déclarant qu'elle était forcée d'agir ainsi »<sup>127</sup>. Selon la GRC, les mesures de répression et d'intimidation ont pour effet de couper court à l'organisation d'une vraie marche de la faim à Montréal. Les organisateurs montréalais sont décontenancés et l'intimidation porte fruit auprès des sans-travail. Les différentes organisations, et particulièrement la LCDO, sont dans une situation financière précaire suite aux procès

---

<sup>122</sup> « Police Mobilized To Halt Marchers », *Montreal Daily Star*, vol. 57, no. 162 (10 juillet 1935), p. 3 et 11.

<sup>123</sup> « La loi frappe un groupe de "marcheurs de la faim" », *La Presse*, vol. 51, no. 228 (13 juillet 1935), p. 3; Beatrice Ferneyhough, « Vanguard Slips Through Police Net: Arrest 21 in Camp at Vaudreuil After Trek is Commenced », *The Worker*, vol. 14, no. 726 (13 juillet 1935), p. 1

<sup>124</sup> Beatrice Ferneyhough, « Vanguard Slips Through Police Net: Arrest 21 in Camp at Vaudreuil After Trek is Commenced », *The Worker*, *op. cit.*

<sup>125</sup> « La campagne contre les marcheurs se poursuit », *La Presse*, vol. 51, no. 233 (19 juillet 1935), p. 3 et 11.

<sup>126</sup> « Nouvelles ruses des marcheurs de la faim », *La Presse*, vol. 51, no. 232 (18 juillet 1935), p. 24; « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 765 (24 juillet 1935), dans Gregory S. Kealy et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, p. 417.

<sup>127</sup> « Les familles des marcheurs ne recevront plus de secours », *La Presse*, vol. 51, no. 235 (22 juillet 1935), p. 3.

des marcheurs et aux coûts engendrés par le transport en train de petites délégations pour minimiser les arrestations.<sup>128</sup> Bien que cette tentative d'étendre le mouvement de l'Ouest canadien au Québec puisse sembler *a priori* un échec, il est quand même révélateur quant à l'évolution du mouvement. En tenant compte des noms des sans-emploi cités à procès qui tentent de rejoindre Ottawa, on constate que plus de la moitié sont d'origine canadienne-française, soit 86 des 153 personnes arrêtées<sup>129</sup>. Ceci démontre que le mouvement a progressé au sein d'un pan de la classe ouvrière que l'historiographie québécoise juge rébarbative au discours du PCC.

Bien que jusqu'au printemps 1932, le mouvement a de la difficulté à s'inscrire dans la durée, les années suivantes voient la diversification et l'extension de la participation des sans-travail montréalais à la mobilisation. La lutte s'inscrit dans le temps, se déroule sur de nombreux fronts et voit l'émergence d'un mouvement de la base dans les quartiers ouvriers de la métropole. Bien entendu, à l'exception de quelques petites victoires, ces événements ne sont pas en mesure de changer radicalement le sort des sans-travail dans l'immédiat. Par contre, à travers l'expression de revendications liées à leur quotidien et le déploiement de diverses formes de résistance, une partie non négligeable des sans-emploi refuse de céder à la résignation. Ils et elles s'engagent sur le terrain de la lutte collective, en opposition à l'État et contre les maux engendrés par la crise du capitalisme. Ainsi, la création de solidarités témoigne de l'évolution de la

---

<sup>128</sup> « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 765 (24 juillet 1935), *op. cit.*, p. 417-418; « R.C.M.P. Security Bulletin », no. 766 (31 juillet 1935), dans Gregory S. Kealy et Red Whitaker, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, p. 421.

<sup>129</sup> Pour la liste des personnes arrêtées, voir l'annexe H.

conscience chez les sans-travail montréalais. Les luttes de 1933 à 1935 marquent donc un tournant dans l'expérience de classe du Montréal de la Grande Dépression.

## CONCLUSION

À l'instar des autres centres urbains canadiens, Montréal assiste à la mobilisation des sans-emploi au cours des années 1930-1935. Comme partout au pays, le Parti communiste du Canada (PCC) est un acteur incontournable de ce mouvement. Bien que certains fragments de ces luttes se retrouvent au sein de l'historiographie québécoise, aucun ouvrage, à ce jour, n'avait abordé ce sujet spécifique. Ce mémoire de maîtrise permet en partie de combler ce vide. Quant à l'historiographie portant sur l'activité du PCC au Québec, elle aborde généralement les insuccès institutionnels de l'organisation : faible croissance de ses effectifs et piètres résultats électoraux. Ces analyses sont surtout centrées sur les relations que l'organisation entretient avec la classe ouvrière canadienne-française. L'historiographie en conclut que le PCC ne réussit pas à y percer de façon significative. Sans contredire ces affirmations, ce mémoire démontre qu'une approche analytique de *l'influence* communiste, à travers son impact sur un plus vaste mouvement social, permet de jeter un regard différent sur les succès et les échecs de son intervention. En fait, en ce qui a trait à la mobilisation des sans-emploi, cette recherche laisse envisager que l'influence du PCC est plus grande que ce que l'on pouvait présupposer. Selon nous, par son discours à l'égard du chômage et de la Crise, et par son programme de lutte, il réussit à effectuer une percée auprès des sans-travail canadiens-français. Ces derniers participent en plus grand nombre à la mobilisation à partir de 1933. Ceci permet au PCC d'étendre son influence hors de ses cercles traditionnels. Outre quelques petites victoires, ce mouvement ne réussit pas, dans l'immédiat, à changer radicalement le sort de la classe ouvrière montréalaise. Cependant, le but de cette étude n'est pas tant d'analyser les conséquences politiques du mouvement, mais de

comprendre comment la mobilisation participe à l'expérience de classe. Plus particulièrement, comment elle contribue au développement de la conscience.

En toile de fond, le PCC tente d'articuler le mouvement canadien des sans-travail autour de la revendication d'un régime d'assurance-chômage à caractère non contributif. Cependant, au niveau local les revendications sont multiples. C'est seulement à partir de 1932, où les organisateurs recueillent les nombreux griefs sur le terrain, que les sans-emploi montréalais se reconnaissent dans les revendications et se les approprient. Elles touchent les nombreux aspects de leur réalité quotidienne, que ce soit au niveau des conditions dans les refuges, les questions relatives au logement, ou encore le niveau et les critères d'attribution des secours. Avant tout, les communistes cherchent à créer un mouvement de lutte et ainsi développer la combativité de la classe ouvrière. Le message central est que seule la lutte paye. Au cours de la période 1930 à 1932, où le mouvement est chapeauté par la *National Unemployed Worker Association*, le PCC lance essentiellement des appels à des rassemblements et à des manifestations, en plus d'exhorter les sans-travail à rejoindre ses rangs. La mobilisation est assez inégale à Montréal et ne réussit pas à perdurer dans le temps. C'est seulement après avoir tiré certaines leçons qu'un travail d'organisation à la base se met en branle. Au printemps 1932, suite aux stratégies organisationnelles proposées par le *National Council of Unemployed Councils*, les militants montréalais du Comité des sans-emploi de Montréal amorcent un travail à la base et dans les quartiers ouvriers. L'objectif est alors de créer une structure de lutte dont le point de départ est les comités de base (qu'il soit par rue,



par quartier ou par institution). Ces comités n'ont pas d'objectif de recrutement, mais visent plutôt l'efficacité de la lutte. L'accent est aussi porté sur le fait qu'il n'est pas nécessaire d'être communiste pour y participer. La présence de ces comités de base est déterminante dans plusieurs des luttes de 1933 à 1935 et permet la participation du plus grand nombre. Dès lors, une partie des sans-travail montréalais s'approprie les actions.

De 1930 à 1935, le mouvement est confronté à de nombreux obstacles. Ils doivent tout d'abord convaincre les sans-emploi de ne pas céder à la résignation et donc les convaincre de la nécessité de lutter. Il est aussi fondamental de créer une unité de classe dans le contexte d'une métropole hétérogène et composée d'une classe ouvrière aux origines ethno-linguistiques et religieuses multiples. Avant tout, il faut réussir à rejoindre les sans-travail canadiens-français et les persuader de rompre avec la passivité prônée par l'Église catholique et ses structures d'encadrement de la classe ouvrière. Dès 1933, cette unité de classe se matérialise peu à peu. Par exemple, les sans-travail canadiens-français participent de plus en plus au mouvement, soit à travers leurs propres structures, mais aussi au côté des sans-travail de différentes origines. La forte représentation des Canadiens français lors de la visite de Tim Buck à Montréal en décembre 1934 est un bon exemple. Tout comme le fait qu'ils semblent être la majorité des sans-travail qui tentent de rejoindre Ottawa depuis Montréal en juillet 1935. L'unité et la solidarité de classe s'expriment aussi dans les grèves des secours. Par exemple, les chômeurs et chômeuses de Montréal-Nord, Rosemont et Verdun vont développer des espaces de solidarités entre eux en 1933, 1934 et 1935. Finalement, la grève de

Valcartier et la marche de la faim vers Ottawa en juillet 1935 démontrent que la mobilisation s'inscrit dans un contexte plus grand qui déborde les frontières de Montréal et du Québec.

Cependant, le plus grand obstacle auquel est confronté le mouvement demeure l'État. Dès ses débuts, et tout au long de la période analysée, la mobilisation se heurte à la répression et à l'intransigeance des autorités publiques. Les nombreuses arrestations et les procès, le refus de recevoir des délégations à l'Hôtel de Ville, les évictions, l'attitude de la Commission consultative du chômage à l'égard des usagers du refuge de la rue Vitré, la mort de Nick Zynchuck et le déploiement policier sans précédent, pour empêcher les marcheurs de la faim de quitter Montréal vers Ottawa, en sont quelques exemples. Néanmoins, ces événements dévoilent aux sans-emploi le vrai visage de l'État et ont le mérite de souligner le caractère antagonique des intérêts qui s'opposent.

La répression politico-légale n'est qu'un aspect de l'expérience de classe. Elle est un des nombreux lieux où s'expriment les cultures de solidarité. Les exemples étudiés dans le chapitre IV démontrent un ensemble de pratiques culturelles où se manifestent différentes activités, discours et pratiques organisationnelles en opposition aux valeurs dominantes<sup>1</sup> de la société montréalaise des années 1930. Bien que sensiblement absentes au début du mouvement, ces pratiques sont à la fois le fruit de l'interaction des

---

<sup>1</sup> Rick Fantasia, *Cultures of Solidarity: Consciousness, Action, and Contemporary American Workers*, Berkeley, University of California Press, 1988, p. 6-17.

expériences individuelles et collectives. Elles sont indissociables de l'action. Prenons le cas tragique de Nick Zynchuck. L'événement se produit dans le contexte de nombreuses évictions ou de menace d'éviction. Parallèlement, un ensemble d'actions individuelles et collectives liées à un mouvement de résistance se déroule à Montréal. Hors de ce contexte, la réponse massive des sans-emploi, tant lors de l'éviction de la rue St-Dominique, que lors des funérailles de Nick Zynchuck, aurait été impensable. Ceci démontre en partie l'émergence de la conscience de classe. Ce phénomène n'est pas fixe, mais évolue en fonction des relations humaines et des expériences acquises, individuellement et collectivement, dans un contexte donné. De 1930 à 1935, la classe ouvrière montréalaise détermine sa propre existence à travers les schémas particuliers de son histoire<sup>2</sup>. Il est impossible d'extirper ces événements du contexte dans lequel ils se déroulent. Un événement-matrice, comme la Grande Dépression, reconfigure profondément l'hégémonie tant au niveau structurel qu'au niveau de la conscience. Elle transforme à la fois la perception et la compréhension des rapports sociaux, mais aussi le langage du politique<sup>3</sup>. Ce type d'événement permet ainsi d'étendre des propositions et des discours qui en d'autres circonstances sont relégués à la marginalité ou reste confiné à certains milieux. C'est ce qui explique qu'une partie des sans-emploi deviennent réceptifs à un discours plus radical et plus militant porté par le PCC et ses alliés. Ou encore, qu'une partie des sans-travail canadiens-français deviennent réceptifs aux solutions et aux modes d'action proposés par les organisations affiliées ou alliées au PCC à l'égard de différents enjeux touchant à la Crise. Bien que ce ne soit pas la

---

<sup>2</sup> E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Londres, Victor Gollancz, 1965 [1963], p. 9-11.

<sup>3</sup> Ian McKay, *Rebels, Reds, Radicals. Rethinking Canada's Left History*, Toronto, Between the Lines, 2005 p. 95-96.

majorité des sans-travail montréalais qui se mobilise et que la mobilisation n'est pas toujours soutenue, l'État ne peut ignorer le mouvement. En période de crise, toute lutte des sans-emploi représente une menace à la paix sociale<sup>4</sup>. C'est ce qui explique la réponse répressive et les différents moyens mis en place pour contrer la mobilisation.

Les limites propres à un mémoire de maîtrise ne nous ont malheureusement pas permis d'étudier l'ensemble des luttes et de moyens déployés par les sans-emploi de Montréal. Nous avons dû faire des choix. Bien que les femmes soient mentionnées à quelques reprises dans ce mémoire et qu'elles sont présentes dans la lutte, elles sont pratiquement absentes de notre recherche. Une analyse des rapports de genre au sein de la mobilisation aurait aussi sans aucun doute permis de bonifier cette recherche. Nous avons aussi du passer outre une étude plus approfondie des relations entre les sans-travail de différentes origines ethno-linguistiques. Autre exemple de ces limites, une étude comparative entre Montréal et un autre grand centre urbain canadien aurait pu aussi avoir l'avantage de nous permettre de confronter des phénomènes et réalités, qui à plusieurs égards, représentent des points de divergence, ou sont ignorés mutuellement, par les historiographies québécoise et canadienne. Bien que nos sources nous donnent un aperçu général du mouvement, il a été plus difficile d'étudier en détail certains événements. Le recours aux archives judiciaires ou à des journaux de quartier aurait peut-être pu nous éclairer davantage sur certains aspects des phénomènes étudiés. Par

---

<sup>4</sup> Matthias Reiss et Matt Perry, « Beyond Marienthal: Understanding Movements of the Unemployed », dans Matthias Reiss et Matt Perry, dir. *Unemployment and Protest: New Perspectives on Two Centuries of Contention*, New York, Oxford University Press, 2011, p. 6.

contre, ceci aurait sans aucun doute eu le désavantage de nous éloigner d'une vue d'ensemble du mouvement.

La crise mondiale du capitalisme que nous subissons depuis 2008 n'est pas sans rappeler certains drames de la Grande Dépression. Encore une fois, les conséquences sont avant tout vécues par les derniers responsables de la situation. Comme dans les années 1930, l'État et la bourgeoisie ne s'attaquent pas au chômage, mais bien aux sans-emploi. La nouvelle réforme de l'assurance-chômage au Canada, qui est entrée en vigueur en janvier 2013, en témoigne. Encore une fois, les sans-travail seront appelés à faire preuve d'imagination et de solidarité pour faire face à la situation. C'est pourquoi l'étude de leurs mouvements, leurs luttes et leurs résistances du passé est d'autant plus nécessaire. Comme le soulignent Gaétan Héroux et Bryan D. Palmer : l'histoire des dépossédés se rapporte toujours au mouvement, au possible et au changement, phénomènes qui empruntent des voies souvent difficiles à saisir ou à interpréter. De tout temps, ils ont néanmoins réussi à démontrer leurs ressources inépuisables et leur capacité à confondre la condescendance et les critiques affichés à leur égard<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Gaétan Héroux et Bryan D. Palmer, « 'Cracking the Stone': The Long History of Capitalist Crisis and Toronto's Dispossessed », *Labour/Le Travail*, no. 69 (2012), p. 60.

## ANNEXE A

### PROGRAM OF THE UNEMPLOYED COUNCIL MOVEMENT<sup>1</sup>

1. Non-Contributory Unemployment Insurance.
2. Adequate cash relief for all unemployed and part time workers and their dependents.
3. No evictions, seizures, foreclosures or forced sales of the property (homes, furnishings, etc.) of unemployed for non-payment of rent, interest, principal or taxes.
4. Free medical and health services, free gas, light, water and transportation service for unemployed and dependents.
5. Against all forms of forced labor and task work. Work at trade union rates and conditions.
6. Elected unemployed workers' representation on all bodies in charge of administration of relief.
7. No discrimination against those who are active in the unemployed movement or youth, transients, foreign born or strikers.
8. Free use of public buildings or places for the meetings and activities of unemployed workers and their organizations.
9. No deportation of British or other foreign born workers.
10. Unity of employed and unemployed.

---

<sup>1</sup> National Committee of Unemployed Councils, *Building a Mass Unemployed Movement*, Toronto, 1933, p. 2

## ANNEXE B

### WHAT DO WE MEAN BY STRUGGLE?<sup>2</sup>

Mass meetings; Mass demonstrations and parades at public buildings, squares, etc.; Hunger Marches (Local, Provincial and National); Deputations; Committees to authorities; Strikes of relief workers; Mass picketing of homes and offices of officials to demand improvement of conditions of the unemployed; Mass accompaniment of needy families to relief commissions or city halls; Surrounding homes of workers to prevent eviction or seizure of furniture; Carrying back furniture of evicted families; Conveying evicted families' furniture to City Hall; Organized bidding for furniture at penny prices to stop auction of workers' belongings; Strikes of school children – Mass support and demonstrations at school board meetings for children's demands; Passing protest resolutions against governmental acts which worsen the conditions of unemployed; Circulating petitions for unemployment insurance and other demands; Supporting and assisting strikes of employed workers; Organizing joint actions of employed and unemployed; Organizing protests and demonstrations against lay-offs; Public Hearings to expose and reveal conditions of unemployed and administration of reliefs; Public trials of grafting officials and enemies of unemployed.

---

<sup>2</sup> National Committee of Unemployed Councils, *Building a Mass Unemployed Movement*, Toronto, 1933, p. 29-30.

## ANNEXE C

MANIFESTATIONS ET ASSEMBLÉES DE LA PÉRIODE NUWA À  
MONTREAL (JANVIER 1930 À FÉVRIER 1932)<sup>3</sup>

## MANIFESTATIONS :

- 1- 6 février 1930, « Work or Full maintenance », manifestation devant l'Hôtel de Ville<sup>4</sup>;
- 2- 21 février 1930, « Work or Relief », manifestation devant l'Hôtel de Ville<sup>5</sup>;
- 3- 6 mars 1930, journée internationale des sans-emploi appelée par l'Internationale communiste (IC), manifestation devant l'Hôtel de Ville<sup>6</sup>;
- 4- 7 novembre 1930, manifestation au Carré Dominion et au Champs de Mars<sup>7</sup>;
- 5- 25 février 1931, journée internationale des sans-emploi appelée par l'IC, lieu de la manifestation inconnu<sup>8</sup>;
- 6- 15 avril 1931, pour un régime d'assurance-chômage à caractère non contributif, manifestation au Carré Victoria<sup>9</sup>;
- 7- 1<sup>er</sup> mai 1931, journée internationale des travailleuses et des travailleurs, manifestation au Carré Victoria<sup>10</sup>;
- 8- 25 janvier 1932, manifestation devant l'Hôtel de Ville<sup>11</sup>.

---

<sup>3</sup> *The Worker*, Toronto, 1930-1932.

<sup>4</sup> « Terrorism in Montreal Communist Leader Placed On Grill », *The Worker*, vol. 7, no. 379 (15 février 1930), p. 1.

<sup>5</sup> « Section of Montreal Unemployed Demonstration », *The Worker*, vol. 7, no. 380 (22 février 1930), p. 1; « Montreal unemployed Battle for "Right" to Demonstrate for Relief », *The Worker*, vol. 7, no. 381 (1 mars 1930), p. 1.

<sup>6</sup> « 20,000 In Demonstration at Montreal », *The Worker*, vol. 7, no. 383 (15 mars 1930), p. 1.

<sup>7</sup> « Jobless of Montreal Fight For Work or Maintenance », *The Worker*, vol. 7, no. 416 (15 novembre 1930), p. 1.

<sup>8</sup> « Resolution of Political Bureau On the Results of Feb. 25<sup>th</sup> In Canada », *The Worker*, vol. 8, no. 433 (21 mars 1931), p. 2.

<sup>9</sup> « Montreal Makes Come-Back », *The Worker*, vol. 8, no. 438 (25 avril 1931), p. 3.

<sup>10</sup> « Canadian Toilers Celebrate May Day In Finest Militant Demonstrations On Record », *The Worker*, vol. 8, no. 440 (9 mai 1931), p. 1 et 4.

<sup>11</sup> « Demonstrating Masses Force Houde to Receive Delegates », *The Worker*, vol. 10, no. 477 (30 janvier 1932), p. 1 et 4.



**ASSEMBLÉES :**

- 1- 4 janvier 1930, assemblée dans les locaux de l'Union industrielle des travailleurs de l'aiguille<sup>12</sup>;
- 2- 18 janvier 1930, assemblée dans un lieu inconnu<sup>13</sup>;
- 3- Première semaine de mars 1930, assemblée à Pointe St-Charles<sup>14</sup>;
- 4- 24 septembre 1930, assemblée au Temple du Travail<sup>15</sup>;
- 5- 15 octobre 1930, assemblée à Maisonneuve au numéro 506 de la rue Joliette<sup>16</sup>;
- 6- Début novembre 1930, assemblée au Temple du Travail<sup>17</sup>;
- 7- 19 janvier 1931, assemblée au Temple du Travail<sup>18</sup>;
- 8- 22 janvier 1931, assemblée à la Salle Prince Arthur<sup>19</sup>;
- 9- 28 juillet 1931, assemblée à Verdun<sup>20</sup>;
- 10- 17 décembre 1931, assemblée à la Salle Prince Arthur<sup>21</sup>;
- 11- 5 février 1932, assemblée dans un lieu inconnu<sup>22</sup>.

---

<sup>12</sup> « Jobless of Montreal Organize Under Lead of Communist Party », *The Worker*, vol. 7, no. 375 (18 janvier 1930), p. 1 et 3.

<sup>13</sup> « Reactionary Forces Unite To Terrorize Unemployed », *The Worker*, vol. 7, no. 377 (1<sup>er</sup> février 1930), p. 1.

<sup>14</sup> « Unemployed of Pint St. Charles Organize Into Unemployed Assoc. », *The Worker*, vol. 7, no. 383 (15 mars 1930), p. 2.

<sup>15</sup> « Jobless Workers Demand to be Organized », *The Worker*, vol. 7, no. 409 (4 octobre 1930), p. 2.

<sup>16</sup> T.A. Miller, « Montreal Jobless Council Stages Mass Meeting », *The Worker*, vol. 7, no. 411 (18 octobre 1930), p. 2.

<sup>17</sup> « Unemployed of Montreal Rally to Com. Party », *The Worker*, vol. 7, no. 415 (8 novembre 1930), p. 1.

<sup>18</sup> « Meeting of Montreal Jobless Invaded by Police – 8 Arrests », *The Worker*, vol. 8, no. 424 (24 janvier 1931), p. 1 et 2.

<sup>19</sup> Bella Gordon, « Police Raid Montreal Lenin Meeting, Arrest Eighteen Workers », *The Worker*, vol. 8, no. 426 (31 janvier 1931), p. 1

<sup>20</sup> « Growing Spirits At Verdun, Que. », *The Worker*, vol. 8, no. 453 (8 août 1931), p. 3

<sup>21</sup> D.C., « Tenants Want Lower Rents », *The Worker*, vol. 10, no. 477 (30 janvier 1932), p. 3.

<sup>22</sup> F., « Jobless Meet in Montreal », *The Worker*, vol. 10, no. 479 (13 février 1932), p. 2.

**ANNEXE D****PLATEFORME DE REVENDICATIONS MONTRÉALAISE ADOPTÉE  
LE 19 JANVIER 1931 EN PRÉVISION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE  
DES SANS-EMPLOI DU 25 FÉVRIER 1931<sup>23</sup>**

(1) Immediate granting of cash relief that will insure three square meals and lodging per day to all unemployed workers and their dependents, regardless of nationality or creed. (2) No evictions for non-payment of rent by unemployed workers. (3) Free transportation, clothing and books for unemployed workers' children. (4) Free light, water and fuel for homes of unemployed workers. (5) Abolition of the vagrancy law. (6) All relief work to be paid for at trade union rates. (7) Abolition of all private unemployment agencies.

---

<sup>23</sup> LCDO, « Meeting of Montreal Jobless Invaded by Police-8 Arrests », *The Worker*, vol. 8, no. 424 (24 janvier 1931), p. 1.

## ANNEXE E

**TÉLÉGRAMME DU PREMIER MINISTRE TASCHEREAU EN RÉPONSE  
À LA LIGUE CANADIENNE DE DÉFENSE OUVRIÈRE (FÉVRIER 1932)<sup>24</sup>**

Telegram received. Regret that police would have employed more force than was necessary. But your statement does not agree with the reports received by me. Matter is now before courts which will decide whether assembly was lawful or not. All governments, Federal, Provincial and Municipal, are doing their best to relieve unemployment and are co-operating together. I shall always make it my duty to receive the representations of labor but believe their assemblies and large delegations serve no useful purpose and lead to trouble. You must feel convinced after the recent judgment of the Supreme Court of Ontario that communistic propaganda is unwelcome in Canada and does not help the cause of labor.

---

<sup>24</sup> « Quebec Premier's Reply to CLDL Protest Telegram », *The Worker*, vol. 10, no. 481 (27 février 1932), p.3.

**ANNEXE F****PLATEFORME DE REVENDICATIONS DU COMITÉ  
DES SANS-EMPLOI DE LA RUE VITRÉ<sup>25</sup>**

1) We demand \$1.00 a day for all single unemployed men and women; also free medical attention and hospital for all unemployed. 2) Until the above is put into effect, we demand three square meals per day. 3) The right to the same bed every night, with clean sheets and pillow cases provided. 4) A washroom on every floor, with free towels, and all up to date washing equipment. 5) Free winter clothing, free shoes and rubbers. 6) Free tobacco for the unemployed. 7) The recognition of the Vitre Street Grievance Committee. 8) The right to free speech, organization and assembly. 9) Sleeping quarters to be kept in proper sanitary condition. 10) Sleeping quarters to be kept open until 11 p.m. 11) We demand the abolition of the intimidation and discrimination of every unemployed worker in the Vitre Street refuge; also the recognition of a grievance committee of six elected workers, by the city authorities.

---

<sup>25</sup> J.D.M., « Cossacks Threaten Jobless Delegates with Arrest », *The Worker*, vol. 11, no. 529 (28 janvier 1933), p. 4.

**ANNEXE G****PLATEFORME DE REVENDICATIONS ADOPTÉE LE 17 DÉCEMBRE 1931  
LORS D'UNE ASSEMBLÉE DE LOCATAIRES DU QUARTIER ST-LOUIS<sup>26</sup>**

1. A twenty five per cent reduction in rents; 2. Part-time workers to pay half rent; 3. No unemployed worker to be evicted for non-payment of rent; 4. Landlords to pay water tax instead of tenants; 5. Gas and electric rates to be reduced by one quarter, and no rent for meters; 6. Yearly house-cleanings at landlords' expense; 7. Abolition of yearly leases, and replacement by mutual notices.

---

<sup>26</sup> D.C., « Fight Against High Rents », *The Worker*, vol. 10, no. 474 (9 janvier 1932), p. 4.

## ANNEXE H

LISTE DES SANS-EMPLOI ARRÊTÉS LORS DE LA MARCHÉ VERS  
OTTAWA À PARTIR DE MONTRÉAL, JUILLET 1935<sup>27</sup>

Un total de 153 noms a été recensé. 86 de ceux-ci ont une consonance canadienne-française.

Armand Duval, George Mills, Bill Pisko, Ed Ryan, Onésime Rice, Fred Wilson, Wilfrid Larivière, Louis Larivière, Albert Gauthier, Hilaire De Champlain, Joseph Duchêne, Gage Vridge, Armand Larivière, Teddy Skurdaskas, Roland Samson, Ned Crows, Harold Lamb, Philip Boricuk, Nicholas Bourgeois, Patrick Bourgeois, Armand Bourgeois, Roger Sutherland, Maurice Marcotte, Émile Ladouceur, John Sweeny, Pascal Sérafini, Vincent Fraticelli, Bradley Scarlett, Arthur Wallace, John Mason, Charles McDonald, Amédée Massé, Albert Rivière, Roland Beaudette, Robert Guy, William Rosko, Simon Lebreton, Fred Harvey, Gerard Simpson, Alfred Stonebridge, Ignoti Kosak, Bill Olinski, Bill Florescol, Mike Florescol, la femme Thomas Pinil, Blanche Pinil, Noël Roussy, André Lavigne, Joseph Rousseau, Phillippe Morency, Alfred Contran, Lloyd York, Velio Molson, Mike Kempke, Émile Duchêne, Nick Bercolo, Noël Fabien, H. Sicard, Honoré Smith, Donald Robertson, Napoléon Nadeau, Lucien Demers, Henri Racine, Tom Collins, Joseph Tremblay, Amédée Caron, Georges Dunn, William McCullough, James Pease, Maurice Corbeil, Ronald Beaudin, Harry Shiffer, Steve Buhak, Aldège Bibeau, Phillippe Gonnevillle, Arthur Lachance, Pierre Viau, Roland Blais, Guy Picard, Paul Picard, Samuel Lecours, Thomas Hamel, Donat Duquette, Alphonse Pineault, Roger Gaston, Maurice Binette, Georges Langevin, Albert Dugay, Léo Roy, Dosithée Sénécal, René Roy, Émile Arsenault, Alcide Fortin, Roland Ouellette, Gaston Saint-Louis, Henry Giasson, Camille Benedict, Raymond Roy, Paul Leblanc, Tony Moore, Sydney Williams, Moe Hyman, Melvin Fleming, Albert Soucy, Adélar Soucy, Émile Guilbeault, Albert Clermont, Albert Saint-Denis, George Jackson, Fabien Fleury, Jack McCuade, Eddie Barlow, Norman McNailey, Ailwyn Jonas, John Berry, John Etson, Monique Delaroche, John McArthur, Michel Hone, Vernon Bourgeon, Henri Aubry, Arthur Paquette, Roméo Séguin, Augustin Nitolo, Robert Johnston, Arthur Dupré, Willie Boivin, Joseph Corello, Wilfrid Lamarche, Sylvester Matthews, Gérald Gallant, Russel Smith, James Allen, Gabriel Miron, Aurèle Bray, Jack

<sup>27</sup> « La loi frappe un groupe de "marcheurs de la faim" », *La Presse*, vol. 51, no. 228 (13 juillet 1935), p. 3; « Plusieurs des "marcheurs de la faim" ont des dossiers judiciaires chargés », *La Presse*, vol. 51, no. 229 (15 juillet 1935), p. 3 et 8; « Trente-cinq marcheurs arrêtés par la police », *La Presse*, vol. 51, no. 230 (16 juillet 1935), p.3; « Nouvelle ruses des marcheurs de la faim », *La Presse*, vol. 51, no. 232 (18 juillet 1935), p. 24; « La campagne contre les marcheurs se poursuit », *La Presse*, vol. 51, no. 233 (19 juillet 1935), p. 3 et 11; « Vingt-cinq marcheurs de la faim condamnés », *La Presse*, vol. 51, no. 234 (20 juillet 1935), p. 3 et 25; « Autres arrestations chez les "marcheurs" », *La Presse*, vol. 51, no. 236 (23 juillet 1935), p. 2; « Procès de six autres marcheurs de la faim », *La Presse*, vol. 51, no. 237 (24 juillet 1935), p. 24; « L'acquittement de 43 marcheurs de la faim », *La Presse*, vol. 51, no. 238 (25 juillet 1935), p. 3; « Enquête et procès de marcheurs de la faim », *La Presse*, vol. 51, no. 250 (8 août 1935), p. 3.

Gill, James Smith, Stan Carson, Xavier Boucher, Alidor Bouffar, Mike Bishop, George Reid, Ernest Morrow, Robert Weils, Clayton McLeod, Vincent Dorton, Ralph Thorleifson, William Bowser, Garfiel Gordon, Walter Steeves, Mike McCorvil, Léon Pelletier et Page Hurid.

## BIBLIOGRAPHIE

### Sources :

#### Journaux

*La Presse*, Montréal, 1930-1935

*Le Devoir*, Montréal, 1930-1935

*The Gazette*, Montréal, 1932

*The Montreal Daily Herald*, Montréal, 1933

*The Montreal Daily Star*, Montréal, 1930-1935

*The Worker*, Toronto, 1930-1935

#### Autres sources

Division de la gestion des documents et des archives, procès verbaux de la Commission consultative du chômage. 126-07-08-01--> 2.3.3, Fonds du service de greffe, 1931-1933.

École Sociale Populaire, « Manuel antibolchévique », *Publications de l'ESP*, no. 207-208 (1931).

GAGNON, Henri, *Les militants socialistes du Québec : d'une époque à l'autre*, St-Lambert, Héritage, 1985, 343 p.



KEALEY, Gregory S. et Red WHITAKER, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part I, 1933-1934*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1994, 514 p.

KEALEY, Gregory S. et Red WHITAKER, éd. *R.C.M.P. Security Bulletins: The Depression Years Part II, 1935*, St-Jean T.-N., Canadian Committee on Labour History, 1995, 728 p.

National Committee of Unemployed Councils, *Building a Mass Unemployed Movement*, Toronto, 1933, 32 p.

*The Gazette*, « Mounted Police Disperse Alleged Communist Crowd », vol. 161, no. 22 (26 janvier 1932), p. 3

*The Montreal Daily Herald*, « A Blot On The Police Escutcheon », vol. 22, no. 123 (13 mars 1933), p. 1

### **Ouvrages généraux**

DICKINSON, John A., Brian YOUNG, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Québec, Septentrion, 1992, 382 p.

DUPONT, Antonin, *Taschereau*, Montréal, Guérin, 1997, 366 p.

LINTEAU, Paul-André, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 2000, 627 p.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT et François RICARD, *Histoire du Québec contemporain tome II, le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989 [1979], 834 p.

ROUILLARD, Jacques, *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, Boréal, 1989, 535 p.

VIGOD, Bernard, *Taschereau*, Sillery, Septentrion, 1996, p. 392.

ZINN, Howard, *Une histoire populaire des États-Unis : de 1492 à nos jours*, Montréal, Lux, 2002, 811 p.

### **Les luttes des sans-emploi en occident**

REISS, Matthias et Matt PERRY, dir. *Unemployment and Protest: New Perspectives on Two Centuries of Contention*, New York, Oxford University Press, 2011, 438 p.

### **La Grande Dépression**

ATTALAH, Nadia, « Les quartiers ouvriers de Montréal pendant la Grande Dépression », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, no. 27 (2008) [en ligne]. <http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article402> [consulté le 5 octobre 2010].

BAILLARGEON, Denyse, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1993, 312 p.

BRETON, Pierre, *The Great Depression 1929-1939*, Toronto, McClelland and Stewart, 1990, 555 p.

CAMPBELL, Lara, *Respectable Citizens : Gender, Family, and Unemployment in Ontario's Great Depression*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, 280 p.

HORN, Michiel éd., *The Dirty Thirties: Canadians in the Great Depression*, Toronto, The Copp Clark Publishing Company, 1972, 728 p.

MCKAY, Ian, *Reasoning Otherwise: Leftists and the People's Enlightenment in Canada, 1890-1920*, Toronto, Between the Lines, 2008, 643 p.

NEATBY, Blair, *La Grande Dépression des années '30*, Montréal, La Presse, 1975, 202 p.

SAFARIAN, A.E., *The Canadian Economy in the Great Depression*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2009 (1959), 261 p.

### **Les secours et le chômage**

BISSON, François, *La gestion des chômeurs célibataires sans-abri au cours de la dépression : le cas du camp de Val Cartier, 1932-1936*, Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1999, 195 p.

BISSON, François, *L'État et le placement des chômeurs au Québec, les premiers bureaux d'emploi publics, 1909-1932*, Thèse de doctorat, Québec, Université du Québec à Montréal, 2007, 354 p.

CLAVETTE, Suzanne, *Des bons aux chèques : aide aux chômeurs et crise des années 1930 à Verdun*, Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1987, 364 p.

COPP, Terry, « Montreal's Municipal Government and the Crisis of the 1930s », dans Alan J. Artibise et Gilbert A. Stelter, dir. *The Usable Urban Past: Planning and Politics in the Modern Canadian City*, Toronto, Macmillan of Canada, 1979, p. 112-129.

LARIVIÈRE, Claude, *Crise économique et contrôle social (1929-1937): le cas de Montréal*, Montréal, Éditions coopératives Albert St-Martin, 1977, 265 p.

MACKINNON, Mary, « Relief not Insurance: Canadian Unemployment Relief in the 1930s », *Explorations in Economic History*, vol 21, no. 1 (1990), p. 46-83.

STRUTHERS, James, *No Fault of Their Own: Unemployment and the Canadian Welfare State 1914-1941*, Toronto, University of Toronto Press, 1983, 268 P.

### **La grève dans les camps de travail et la Marche sur Ottawa**

BROWN, Lorne, *La lutte des exclus, un combat à refaire*, Montréal, Écosociété, 1997, 310 p.

HOWARD, Victor, *We Were the Salt of the Earth!: A Narrative of the On-to-Ottawa Trek and the Regina Riot*, Régina, University of Regina, 1985, 205 p.

WAISER, Bill, *All Hell Cant Stop Us: The On-To-Ottawa Trek and Regina Riot*, Toronto, Fifth House, 2003, 316 p.

### **Les luttes des sans-emploi urbains**

BROWN, Lorne, « Unemployed Struggles in Saskatchewan and Canada, 1930-1935 », *Prairie Forum*, vol. 31, no. 2 (2006), p. 193-216.

CAMPEAU, Georges, « Aux origines de l'assurance-chômage canadienne: la revendication d'un régime non contributif », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no. 2 (2001), p. 132-143.

HAK, Gordon, « The Communist and the Unemployed in The Prince George District, 1930-1935 », *BC Studies*, no. 68 (1985), p. 45-61.

PATRIAS, Carmel, *Relief Strike: Immigrant Workers and The Great Depression in Crowland, Ontario, 1930-1935*, Toronto, New Hogtown Press, 1990, 54 p.

MANLEY, John, « 'Starve, Be Damned!' Communists and Canada's Urban Unemployed, 1929-1939 », *The Canadian Historical Review*, vol. 79, no. 3 (1998), p. 466-491.

### **L'Internationale Communiste**

BROUÉ, Pierre, *Histoire de l'Internationale Communiste 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, 1120 p.

MANLEY, John, « Moscow Rules? 'Red' Unionism and 'Class Against Class' in Britain, Canada and the United States, 1928-1935 », *Labour/Le Travail*, no. 56 (2005), p. 9-49.

### **Le PCC au Canada**

ABELLA, Irving M., *Nationalism, Communism and Canadian Labour: The CIO, the Communist Party, and the Canadian Congress of Labour 1935-1956*, Toronto, University of Toronto Press, 1973, 256 p.

ANGUS, Ian, *Canadian Bolcheviks, The Early Years of the Communist Party of Canada*, Victoria, Trafford, 2004 [1981], 339 p.

AVAKUMOVIC, Ivan, *The Communist Party in Canada, A History*, Toronto, The Canadian Publishers, 1975, 309 p.

BURGER, Anne, *The Communist Party of Canada During the Great Depression: Organizing and Class Consciousness*, Mémoire de maîtrise, Colombie-Britannique, Simon Fraser University, 2004, 149 p.

HINTHER, Rhonda L., « Raised in the Spirit of the Class Struggle: Children, Youth, and the Interwar Ukrainian Left in Canada », *Labour/Le Travail*, no. 60 (2007), p. 43-76

MANLEY, John, « 'Audacity, audacity, still more audacity': Tim Buck, the Party and the People, 1932-1939 », *Labour/Le Travail*, no. 49 (2002), p. 9-41.

MANLEY, John, « Canadian Communists, Revolutionary Unionism, and the "Third Period" : The Workers' Unity League, 1929-1935 », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 5, no 1 (1994), p. 167-194.

MCKAY, Ian, *Reasoning Otherwise: Leftists and the People's Enlightenment in Canada, 1890-1920*, Toronto, Between the Lines, 2008, 643 p.

PENNER, Norman, *Canadian Communism: The Stalin Years and Beyond*, Toronto, Methuen, 1988, 319 p.

RODNEY, William, *Soldiers of the International: A History of the Communist Party of Canada 1919-1929*, Toronto, University of Toronto Press, 1968, 204 p.

### **Le PCC au Québec**

COMEAU, Robert et Bernard DIONNE, *Le Droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, VLB, 1989, 542 p.

DANSEREAU, Bernard, « La présence communiste au Québec (1929-1939) ou la présence de "l'homme au couteau entre les dents" », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no. 2 (2001), p. 22-29.

FOURNIER, Marcel, *Communisme et anticommunisme au Québec 1920-1950*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979, 165 p.

GAUVIN, Bernard, *Les communistes et la question nationale au Québec: Sur le Parti communiste du Canada de 1921 à 1938*, Montréal, Presses de l'unité, 1981, 151 p.

LÉVESQUE, Andrée, « Du Rouge sur la 'Main' pendant les années trente ». *Bulletin des chercheurs et chercheuses en histoire du travail au Québec (RCHTQ)*, (printemps 2003), 39-51.

LÉVESQUE, Andrée, « Anniversaires et manifestations des camarades: la culture internationale et l'identitaire communistes au Canada pendant l'entre-deux-guerres. », *Labour/Le Travail*, no. 49 (2002), p. 83-92.

LÉVESQUE, Andrée, *Scène de la vie en rouge : l'époque de Jeanne Corbin 1906-1944*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1999, 309 p.

LÉVESQUE, Andrée, *Virage à gauche interdit, les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal, Boréal express, 1984, 186 p.

LÉVESQUE, Andrée, « Le Québec et le monde communiste : Cowansville 1931 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, no. 2 (1980), p. 171-182.

### **Les États-Unis, les chômeurs et le *New Deal***

HUGHES, Quenby Olmsted, « Red Flame Burning Bright: Communist Labor Organizer Ann Burlak, Rhode Island Workers, and the New Deal », *Rhode Island History*, vol. 67, no. 2 (2009), p. 43-60.

PIVEN FOX, Frances et Richard A. CLOWARD, *Regulating the Poor: the Functions of Public Welfare* New York, Vintage Books, 1972, 389 p.

### **Marxisme, classe et conscience de classe**

CARRINGTON, Ben et Ian MCDONALD, dir. *Marxism, Cultural Studies and Sport*, New York, Routledge, 2009, p. 250.

DENISOFF, Serge, « Protest Movements: Class Consciousness and the Propaganda Song », *Sociological Quarterly*, vol. 9, no. 2 (1968), p. 228-247.

ENGELS, Frederich et MARX, Karl, *Le manifeste du parti communiste*, 1847 [en ligne]. <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000.htm> [consulté le 4 avril 2011].

FANTASIA Rick, « From Class Consciousness to Culture, Action and Social Organization », *Annual Review of Sociology*, vol. 21, no. 1 (1995), p. 269-287.

FANTASIA, Rick, *Cultures of Solidarity: Consciousness, Action, and Contemporary American Workers*, Berkeley, University of California Press, 1989, 315 p.

HÉROUX, Gaétan et Bryan D. PALMER, « 'Cracking the Stone': The Long History of Capitalist Crisis and Toronto's Dispossessed », *Labour/Le Travail*, no. 69 (2012), p. 9-62.

KAYE, Harvey J., *The Education of Desire: Marxists and the Writing of History*, New York, Routledge, 1992, 211 p.

KNIGHT, Kelvin, « Agency and Ethics, Past and Present », *Historical Materialism*, vol. 19, no. 1 (2011), p. 145-174.

MARX, Karl, *Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864 [en ligne]. <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1864/00/18640000.htm> [consulté le 12 juin 2011]

MCKAY, Ian, *Rebels, Reds, Radicals. Rethinking Canada's Left History*, Toronto, Between the Lines, 2005, 254 p.



PALMER, Bryan D., « Historical Materialism and the Writing of Canadian History: A Dialectical View », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 17, no. 2 (2006), p. 33-60.

PALMER, Bryan D., « Reasoning Rebellion: E. P. Thompson, British Marxist Historians, and the Making of Dissident Political Mobilization », *Labour/Le Travail*, vol. 50 (2002), p. 187-216.

ROSCIGNO, Vincent J. et William F. DANAHER, « Media and Mobilization: The Case of Radio and Southern Textile Worker Insurgency, 1929 to 1934 », *American Sociological Review*, vol. 68 (2001), p. 21-48.

THOMPSON, E. P., *The Making of the English Working Class*, Londres, Victor Gollancz, 1965 [1963], 848 p.